

STUDI ETUDES EMIGRAZIONE MIGRATIONS



*rivista trimestrale | revue trimestrelle
del | du*

**CENTRO STUDI EMIGRAZIONE
ROMA**

73

**Rivista trimestrale del Centro Studi Emigrazione-Roma di ricerca,
studio e dibattito sulla problematica migratoria**

Il Centro Studi Emigrazione-Roma è un'istituzione con finalità culturali sorta nel 1963 per promuovere « la puntualizzazione e l'approfondimento dei problemi relativi al fenomeno migratorio »

Comitato di Redazione: Claudio Calvaruso, Renato Cavallaro, Luigi Favero, Antonio Perotti, Gianfausto Rosoli, Luigi Taravella, Graziano Tassello

Direttore: Gianfausto Rosoli

Segretario di Redazione: Renato Cavallaro

Comitato Scientifico: Achille Ardigò, Ivo Baucic, W.R. Böhning, Giuseppe De Rita, Nino Falchi, Antonio Golini, Hans J. Hoffmann-Nowotny, Bernard Kayser, Massimo Livi Bacci, Altti Majava, Stefano Minelli, Sheila Patterson, Nereide Rudas, Gian Battista Sacchetti, Georges Tapinos, Tullio Tentori, Lidio Tomasi, Silvano Tomasi, Rudolph Vecoli, Dietrich von Delhaes Günter, Jonas Widgren

Direzione

Via Dandolo, 58
00153 Roma
Tel. 58.09.764

Abbonamento annuo

Italia L. 24.000
Estero L. 28.000

Utilizzare il C.C.P. 57678005 Roma intestato a
« Centro Studi Emigrazione » (specificare la causale del versamento)

I manoscritti, anche se non pubblicati, non si restituiscono
Dopo un anno un fascicolo si considera arretrato e costa il doppio

Autorizzazione del Tribunale di Roma, 25 giugno 1964, n. 9887
Iscrizione al Registro Nazionale della Stampa, 8 ottobre 1982, n. 00389

Direttore Responsabile: Gianfausto Rosoli



Associato all'USPI - Unione Stampa Periodica Italiana

STUDI EMIGRAZIONE

rivista trimestrale del

ETUDES MIGRATIONS

revue trimestrielle du

CENTRO STUDI EMIGRAZIONE - ROMA

ANNO XXI - MARZO 1984 - N. 73

SOMMARIO

- 2 *Attualità* — L'Europe et les migrations internationales. La situation en 1983, *André Lebon*
- 43 *Contributi storici* — Una parrocchia italiana di New York e i suoi fedeli: Nostra Signora di Pompei (1892-1933), *Patrizia Salvetti*
- 66 — The Economic Impact of the War of the Pacific (1879-1883) on the Italian Colony in Peru, *Orazio Ciccarelli*
- 81 — La Federazione Socialista Italiana del Nord America tra autonomia e scioglimento nel sindacato industriale, 1911-1921, *Elisabetta Vezzosi*
- 111 *Note e discussioni* — Il fenomeno migratorio e la riforma previdenziale: elementi per un dibattito, *Giuseppe Ulivi - Franco Pittau*
- 122 *Recensioni* — a cura di *Renato Cavallaro*

L'Europe et les migrations internationales

La situation en 1983 *

Introduction

En mai 1980, se tenait à Strasbourg la première Conférence des Ministres européens responsables des questions de migration; en novembre 1983, la seconde se réunit à Rome. Entre ces deux dates, est intervenu un événement qu'il convient de saluer immédiatement pour en mieux souligner la portée: l'entrée en vigueur, le 1er mai 1983, de la Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant, adoptée en 1977, aujourd'hui ratifiée par cinq Etats membres (l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Turquie) et signée par six autres (l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et le Luxembourg). Ainsi le souhait que — sur ce point — les Ministres avaient exprimé en conclusion de leurs premiers travaux de voir «les Etats qui ne l'ont pas encore signée ou ratifiée poursuivre activement leurs efforts en vue d'y adhérer» se trouve réalisé.

Mai 1980, novembre 1983: de prime abord, le délai écoulé — trois ans et demi — peut paraître court pour examiner à nouveau une question dans laquelle le facteur humain occupe la place essentielle; les évolutions constatées, les tendances décelées semblent ne devoir être significatives qu'à terme plus lointain. Cependant, pour l'observateur attentif, ce laps de temps s'avère suffisant pour enregistrer la poursuite de certains changements amorcés quelques années auparavant (par exemple, le maintien de l'arrêt des flux d'immigration active ou la présence sur le territoire de quelques pays traditionnellement considérés comme terres d'émigration d'étrangers en nombre non négligeable), pour percevoir plus nettement les limites du phénomène du retour sur l'ampleur duquel on était en droit de

* Ce document reproduit le texte intégral du rapport préparé, à la demande du Conseil de l'Europe, pour la «Deuxième Conférence des Ministres européens responsables des Questions de migration», qui s'est tenue à Rome du 25 au 27 octobre 1983.

L'auteur, conseiller technique à la Direction de la Population et des Migrations (Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale - France) et vice-président du Comité de recherche sur les migrations (Association internationale de sociologie) tient à remercier le Conseil de l'Europe d'avoir autorisé la publication de ce travail, effectué à titre d'expert-consultant et qui n'engage que lui.

s'interroger lorsque commençait l'inversion des flux migratoires. Il apparaît suffisant encore pour constater que différents sujets, alors nouveaux, s'inscrivent désormais au centre des préoccupations, le sort de la «seconde génération» en étant, sans aucun doute, l'exemple le plus caractéristique, et que, parmi les diverses modalités d'insertion envisageables, l'intégration des étrangers aux sociétés d'accueil constitue la voie majoritairement empruntée.

Par ailleurs, au cours de ces dernières années, plusieurs données — de nature fort dissemblable — ont contribué à rendre plus complexe l'exacte appréciation de la situation actuelle et du devenir du fait migratoire en Europe. D'abord, au plan euristique, la continuation des travaux d'étude — en multipliant les approches économique, démographique, culturelle, etc... — a mis davantage en évidence la pluralité des mécanismes et des stratégies que recouvre le terme général de «migrations internationales». Mais aussi, à cette complexité accrue qui résulte d'une amélioration des connaissances, s'ajoute celle tenant au caractère irrationnel que la question revêt à certaines périodes, la pression — réelle ou supposée — de l'opinion publique y concourant grandement.

Aussi, pour tenter d'y voir clair, on a extrait de la somme d'informations disponibles — soit communiquées par les Etats membres, soit puisées dans divers travaux récentes — celles qui paraissent les plus aptes à rendre compte des évolutions quantitatives et qualitatives intervenues depuis 1980 et à mettre en relief les problèmes majeurs — ou ressentis comme tels — qui se posent aujourd'hui. L'exposé des données collectées, ainsi triées et rassemblées, s'effectuera en trois temps:

— un panorama statistique indiquant, de manière générale, l'accroissement et les modifications structurelles de la présence étrangère dans les pays d'emploi (I);

— les mesures mises en oeuvre depuis trois ans pour faire suite aux conclusions de la première Conférence des Ministres (II).

— quelques uns des principaux sujets de préoccupation qui méritent attention et appellent des actions correctrices au niveau international et à celui de chaque pays concerné (III).

I. La présence étrangère se développe et, en même temps, se transforme en profondeur

Les données chiffrées qu'on a pu réunir — malgré leur médiocre fiabilité sur laquelle il semble inutile de revenir mais qu'il faut avoir présente à l'esprit tout au long de ce développement — témoignent à la fois d'un développement de la présence étrangère, par l'augmentation du nombre de migrants et du nombre des pays impliqués, et de profondes mutations dans la composition de cette présence lorsqu'on procède à un examen détaillé par sexe et tranche d'âge.

A. Le constat quantitatif

Une première évaluation, qui n'échappe ni aux approximations ni aux sous-évaluations, laisse entrevoir que dans les 15 pays répertoriés dans le tableau 1 résident, à la date la plus récente (comprise entre 1980 et 1982), environ 12,5 millions d'étrangers en situation régulière parmi lesquels 5,5 millions occupent un emploi permanent. C'est-à-dire que ne figurent dans ce total ni les migrants séjournant illégalement dans un pays hôte ni les saisonniers et frontaliers. D'autre part, les variations observées depuis 1978 (date extrême des informations disponibles lors de la préparation du rapport pour la première Conférence) sont récapitulées dans le tableau 1 ci-après.

L'analyse de ces différentes données montre que les taux de présence étrangère et les rythmes d'accroissement varient sensiblement selon le type de population (totale ou active) et les classes d'âge considérées.

1. Une croissance plus accentuée de la population totale

D'une manière générale, sur l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de renseignements en 1978 et en 1982 (ou à la date la plus proche), la comparaison des situations constatées successivement met en lumière deux traits:

— partout, ou presque, le nombre d'étrangers a progressé qu'il s'agisse de la population totale (travailleurs et familles) ou uniquement des actifs;

— celle-là a augmenté plus rapidement que ceux-ci; à un rythme près de deux fois plus élevé (6,5% au lieu de 3,5% en taux moyens).

Cependant, cette appréciation globale ne résulte que de l'addition de cas particuliers et un examen plus précis conduit à distinguer trois catégories de pays:

i) dans une première, figurent les Pays-Bas et l'Allemagne caractérisés à la fois par des taux de croissance élevés et par une progression plus nette de la population totale que de la population active (respectivement + 23,7% et 21,7% aux Pays-Bas; + 17,2% et + 5,1% en Allemagne);

ii) appartiennent à une seconde, le Danemark et le Luxembourg qui, bien que connaissant des rythmes d'évolution différentes, ont en commun une augmentation à peu près identique de chaque type de population (respectivement + 14,3% et + 16,3% au Danemark; + 7% et 26,1% au Luxembourg);

iii) se rangent dans une troisième, la Belgique et la Suisse où la population totale étrangère s'est faiblement accrue (respectivement +

TAB. 1: Estimation des effectifs étrangers (population totale et travailleurs) résidant dans les principaux pays d'emploi (unité: million).

Pays d'emploi	Population étrangère totale				Population active étrangère			
	Rappel 1978		1982		Rappel 1978		1982	
	(a)		(b)		(c)		(d)	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Allemagne	3.981	6,5	4.667	7,6	1.962	7,6	2.062	7,8
Autriche	n.d.		291,5	3,9	177	6,4	178	6,2
Belgique	876,5	8,9	904	9,15	306	8,0	321,5	7,7
Danemark	70	1,4	80	1,55	43	1,5	50	1,8
France	3.700	6,9	3.560	6,6	1.643	7,5	1.625	7,1
Italie	n.d.		333	0,6	n.d.		89	0,4
Luxembourg	86	24,1	92	25,3	49	33,4	52	32,1
Norvège	n.d.		86,5	2,1	n.d.		n.d.	
Pays-Bas	435	3,1	538	3,8	196	4,0	238,5	4,3
Suède	434	5,1	405	4,9	224,5	5,3	228	5,3
Suisse	898	14,3	910	14,0	489,5	17,3	515	16,6

% Calculés sur l'ensemble des populations totale et active (nationaux et étrangers, évaluées aux mêmes dates).

(a) Sauf France 1976, Danemark et Luxembourg 1977.

(b) Sauf Belgique, France, Luxembourg 1980 et Autriche 1981.

(c) Sauf France 1976, Luxembourg 1977.

(d) Sauf Belgique et France 1980, Autriche, Luxembourg et Pays-Bas 1981.

Sources: Les publications officielles de chaque pays.

En outre, quelques renseignements sont disponibles pour les pays suivants:

Espagne: 463,5 milliers d'étrangers en 1980, soit 1,2% de la population totale.

Grèce: 29 mille permis de travail accordés en 1981 (au lieu de 29,7 milliers en 1978), soit 0,9% de la population active.

Portugal: 64 mille étrangers résidant en 1982 (au lieu de 56 mille en 1980), soit 0,7% de la population totale et 2 mille travailleurs étrangers ayant besoin d'une autorisation, soit 0,04% de la population active.

Turquie: 50 mille étrangers au recensement de 1975, soit 0,1% de la population totale.

3,1% et + 1,3%) alors que, dans le même temps, le nombre d'actifs augmentait d'environ 5%.

Le cas de la Suède et de la France appellent un commentaire particulier; dans le premier pays, la variation enregistrée fait apparaître une diminution du nombre total d'étrangers (- 4,5%) et une quasi-stabilisation de ceux qui sont actifs (+ 1,5%); dans le second, les calculs à partir des chif-

frages utilisés — tous issus d'estimations et non de dénombrements — concluent à une contraction de la présence étrangère totale et active (respectivement — 3,8% et — 1,1%). Mentionnons, toutefois, qu'une stabilisation des effectifs, sinon une légère croissance de la population totale, paraît plus conforme à la réalité.

2. Une présence plus marquée dans les classes d'âge les plus jeunes

Partout où une telle désagrégation a pu être opérée, la répartition par groupe d'âge de l'ensemble de la population résidant dans un pays (nationaux plus étrangers) puis de la seule population étrangère montre que le poids relatif de celle-ci est toujours plus élevée dans la classe la plus jeune (0-19 ans) que dans la population totale, tous âges réunis. Et la distance séparant les deux pourcentages, généralement de l'ordre de 1 à 1,5 point, atteint près de 4 points en Belgique et plus de 7 au Luxembourg.

TAB. 2: Poids relatif des étrangers selon la classe d'âge.

Pays	0-19 ans	Tous âges	Pays	0-19 ans	Tous âges
Allemagne	9,0	7,5	Norvège	2,2	2,1
Belgique	12,2	8,4	Pays-Bas	5,1	3,8
Danemark	2,4	2,0	Suède	6,0	4,9
France	7,7	6,6	Suisse	13,4	14,0
Luxembourg	32,5	25,3			

Exemple de calcul d'écart: Belgique: $12,2 - 8,4 = 3,8$ points.

Qui plus est, cette série de chiffres pourrait être aisément complétée par deux autres: l'une, utilisant des séries chronologiques, indiquerait que pour la même classe d'âge (0-19 ans) les écarts se sont creusés au fil des ans; l'autre établie à la même date que les données consignées ci-dessus, montrerait qu'avec une tranche d'âge plus basse (0-14 ans, par exemple) les distances s'accroissent également.

On peut dès lors, conclure que — dans des proportions plus ou moins importantes d'un pays à l'autre — la présence étrangère contribue à une meilleure distribution par groupes d'âge de la population totale en renforçant le poids relatif des plus jeunes et en atténuant celui des plus âgés. Ceci, à une époque où, par suite du déclin de la natalité nationale, la plupart des pays connaissent un vieillissement de leur population.

3. Une «seconde génération» en voie d'expansion

Bien que ce terme constitue un raccourci et ne permette pas de rendre compte avec une précision suffisante des différentes situations qu'il englobe, on peut — à ce stade de l'analyse — le conserver, tant il est devenu d'expression courante. Il correspond à cette fraction de la population étrangère, formée par les jeunes nés dans les pays d'emploi des parents ou entrés au titre du regroupement familial, qui se trouve actuellement au centre des préoccupations.

Les éléments quantitatifs rassemblés dans le tableau 3 soulignent l'importance des enjeux actuels: dans les 9 principaux pays d'accueil (hormis l'Autriche pour laquelle on ne dispose pas du renseignement et l'Italie où les flux d'immigration sont trop récents pour avoir donné naissance à un tel phénomène), on dénombre près de 4,7 millions de jeunes âgés de moins de 25 ans et possédant formellement une nationalité étrangère.

TAB. 3: Jeunes étrangers de moins de 25 ans dans quelques pays d'emploi (Unités: millier et %).

Pays	Effectifs (2 sexes)	(à titre de comparaison)	
		% Jeunes étrangers Total des étrangers	% Jeunes nationaux Total des nationaux
Allemagne	1.855	40,1	33,1
Belgique	463	51,3	n.d.
Danemark	44	43,3	35,1
France	1.478	41,5	38,0
Luxembourg	39	42,7	32,1
Norvège	34	39,5	36,8
Pays-Bas	232	49,0	46,6
Suède	188	44,3	32,2
Suisse	335,5	36,9	n.d.

Il ressort de ce tableau que:

— partout, sauf en Suisse, la part que représentent dans la population étrangère les jeunes ayant entre 0 et 24 ans atteint des valeurs comprises entre 40% (Norvège, Allemagne, France, Luxembourg) et 50% (Pays-Bas, Belgique), la Suède occupant une position intermédiaire (44%);

— partout également, la proportion de jeunes de moins de 25 ans s'avère plus élevée parmi les étrangers que pour les nationaux, les écarts les plus sensibles étant relevés en Suède, au Luxembourg, au Danemark et en Allemagne (respectivement 12, 10, 8 et 7 points).

B. Les facteurs explicatifs

Plusieurs facteurs dont les effets se conjugent concourent à la situation générale que l'on vient de retracer succinctement. Nous examinerons les principaux en focalisant l'observation tantôt sur les pays d'emploi tantôt sur les pays d'origine.

1. Les soldes migratoires extérieurs demeurent positifs

Dans l'ensemble des pays récepteurs (à l'exception du Danemark en 1981), la différence entre les entrées et les sorties annuelles d'étrangers dégage un solde migratoire global qui reste positif.

TAB. 4: Solde migratoire extérieur de 1979 à 1981.

Pays	1979	1980	1981
Allemagne	+ 178.521	+ 245.591	+ 85.614
Belgique	+ 5.019	+ 5.482	n.d.
Danemark	+ 5.452	+ 398	- 1.845
Luxembourg	+ 1.158	+ 1.359	n.d.
Pays-Bas	+ 47.789	+ 56.187	+ 25.591
Suède	+ 16.079	+ 13.672	+ 6.605
Suisse	+ 1.026	+ 6.777	+ 16.488

Lorsque la décomposition par poste (actifs d'un côté, inactifs de l'autre) de ces flux nets est disponible elle laisse apparaître deux cas de figure que l'on résumera ainsi:

— ou bien le solde dégagé sur les deux postes est positif et celui enregistré pour les non-actifs (essentiellement membres des familles) l'est beaucoup plus que celui concernant les travailleurs (situation que l'on rencontre, par exemple, aux Pays-Bas en 1979 et 1980);

— ou bien, le poste «actifs» présente un excédent des sorties sur les entrées tandis que celui relatif aux non-actifs offre des caractéristiques inverses (ainsi en est-il, par exemple, en Suisse en 1979 et 1980).

Dans tous les cas, la venue des non-actifs constitue donc l'élément essentiel du bilan migratoire positif observé au cours des dernières années.

S'agissant de la France qui ne figure pas dans le tableau précédent puisque l'absence d'enregistrement des sorties géographiques empêche le calcul d'un solde migratoire annuel, le seul renseignement disponible a trait à la composition des flux d'immigration permanente. Il confirme d'ailleurs la tendance mentionnée: en effet, depuis plusieurs années, le regroupement familial intervient pour 70% dans le volume total de la primomigration.

Réfugiés et demandeurs d'asile. Qu'ils soient ou non inclus dans les flux d'entrée pris en compte pour la détermination des soldes migratoires récapitulés dans le tableau 4, — de ce point de vue, différentes modalités de dénombrement sont en vigueur —, les réfugiés et les demandeurs d'asile doivent faire l'objet d'une mention spéciale, et ce, à un double titre.

D'abord, le nombre d'entrées annuelles a progressé rapidement dans la période récente (ou s'est stabilisé à un niveau élevé).

Allemagne (demandeurs d'asile): 16.410 en 1977; 33.130 en 1978; 51.493 en 1979 et 107.818 en 1980. En juin 1980, un délai d'attente d'un an avant l'accès à l'emploi est instauré, étendu à deux ans en septembre 1981, sauf pour les personnes venant des pays de l'Est. En 1981, le nombre de demandeurs d'asile retombe à 9.391.

Danemark (réfugiés): environ 500 par an à la suite d'un accord avec le Haut Commissariat pour les réfugiés, auxquels s'ajoute un petit nombre de «spontanés».

France (personnes admises au statut de réfugiés): 14.120 en 1979; 16.999 en 1980; 14.489 en 1981.

Italie (réfugiés en provenance de l'Europe): 1.375 en 1979 et 2.767 en 1981. Outre cette catégorie, sont accueillis en séjour permanent les réfugiés reconnus comme tels par le Haut Commissariat soit, par exemple, plus de 3.000 personnes en 1981.

Pays-Bas (réfugiés et demandeurs d'asile): de 5 à 800 entre 1975 et 1978; 2.586 en 1979, 2.365 en 1980 et 1.394 en 1981.

Suède (réfugiés): environ 5.500 en 1980 dont 3.000 venus d'eux-mêmes.

Suisse (candidats à l'asile): environ 1.000 par an entre 1970 et 1977; 1.389 en 1978; 1.882 en 1979; 3.020 en 1980 et 4.2267 en 1981. Le statut de réfugié a également été accordé aux bénéficiaires d'actions spéciales du Haut Commissariat; par exemple, 2.000 personnes en provenance de Pologne et du Thibet en 1981.

Ensuite, et ceci explique en partie cela, les situations que recouvre la terminologie habituelle se sont, dans les faits, profondément modifiées. Dans bon nombre de cas (l'Allemagne, pour ce qui la concerne, avance une proportion de 90% en 1980), les motifs réels ne sont plus d'ordre politique mais économique et la demande d'asile a pour but de tourner la réglementation prohibant toute nouvelle immigration qui ne correspond pas à un regroupement familial.

2. Les retours diminuent ou restent à un niveau relativement faible

Le rapport établi à l'occasion de la première Conférence avait montré que 1976 constituait une date charnière dans le déroulement du processus de retour dans les pays d'origine: en 1974 et 1975, soit immédiatement après le déclenchement de la crise économique, on avait enregistré une accélération des départs des pays d'emploi alors que de 1976 à 1978, les flux avaient régulièrement diminué. Les informations communiquées par les pays d'émigration pour les années 1979 à 1981 (nombre de personnes qu'ils ont vu revenir) confirment la tendance amorcée en 1976.

Partout sauf en Finlande (mais les effectifs en cause sont numériquement faibles), on observe que les données relatives à chacune des années 1978, 1979 et 1980 s'établissent au-dessous de la moyenne annuelle calculée pour la période 1976-1978 et qu'elles traduisent soit une poursuite de la contraction (Espagne, Yougoslavie), soit une stabilisation (Italie) des mouvements de rentrée. D'autres pays qui n'ont pu transmettre qu'une appréciation qualitative jugent ce flux «insignifiant».

TAB. 5: Estimation des retours intervenus de 1979 à 1981.

Pays	Moyenne annuelle 1976-1978	1979	1980	1981
Espagne	60.500	36.609	20.259	15.361
Finlande	5.700	6.812	9.922	11.617
Grèce	28.500	17.279		
Italie	81.800	67.500	62.200	
Portugal		phénomène non mesuré*		
Turquie	n.d.	73.000	80.000	
Yougoslavie	53.500	40.000	27.000	28.000

Espagne : Travailleurs et familles rentrant des pays européens.

Finlande : Travailleurs et familles rentrant de Suède uniquement (soit environ 70% du total de l'immigration vers la Finlande).

Grèce : Travailleurs uniquement, en provenance d'Europe et d'outre-mer.

Italie : Travailleurs et familles rentrant des pays européens; avec les flux transocéaniques, on a: 1979: 91.700; 1980: 86.100; 1981: ≈ 85.000.

Portugal : * Retour des travailleurs et des membres des familles à partir de la France et uniquement dans le cadre de l'aide au retour: 1979: 12.222; 1980: 5.522; 1981: 1.609 (au lieu de 15.786 en 1978).

Turquie : Retour des travailleurs depuis les pays d'Europe uniquement.

Yougoslavie : Estimation du nombre de travailleurs rentrés de tous les pays.

Quant à l'*émigration* qui continue à partir de ces pays, on n'en traitera ici que brièvement. En effet, si, généralement, les départs se maintiennent au niveau constaté dans les années 1977-1978 (mises à part la Finlande où ils chutent de moitié en 1981 et la Turquie où ils font plus que doubler pendant la même année), ils s'effectuent de moins en moins vers les pays européens et n'interviennent donc plus que modestement dans les soldes migratoires précédemment retracés. Cette réorientation se vérifie plus particulièrement pour ce qui concerne l'émigration active, lorsqu'il est possible de l'isoler, ainsi:

en Espagne, 28% de l'émigration permanente assistée s'est dirigée, en 1981, vers des pays non européens au lieu de 23% en 1978;

en Italie, un quart des émigrants enregistrés en 1979 et 1980 se sont établis hors d'Europe;

au Portugal, un tiers des départs s'effectuent encore vers l'Europe en 1978 et à peine plus d'un quart en 1980 (26,4%);

en Turquie, si 12,5% des travailleurs qui ont émigré en 1978 ont trouvé un emploi en Europe, ce pourcentage tombe à 9,7% en 1980 et à 1,5% en 1981 (la quasi-totalité (94,5%) des actifs étant accueillis par les pays arabes).

3. L'excédent naturel de la population étrangère occupe une place croissante

La recherche des causes expliquant l'accroissement de la population étrangère totale observée dans la majorité des pays d'emploi nous a conduit jusqu'à présent à examiner les mouvements migratoires, caractérisés par la poursuite des entrées à un niveau supérieur aux sorties géographiques d'une part et la faiblesse des retours d'autre part. Or, le rôle de ces facteurs extérieurs, hier nettement prédominant, se trouve aujourd'hui puissamment complété — et même supplanté dans certains cas — par celui d'un facteur interne, tenant au mouvement naturel des populations migrantes (excédent des naissances sur les décès). Avant de rappeler les raisons de ce phénomène, on l'illustrera par quelques exemples, limités mais significatifs.

Ainsi, au Luxembourg où le nombre d'étrangers a augmenté de 36.000 personnes entre 1970 et 1979, 71% de cette croissance résulte de l'excédent migratoire et 29% de l'excédent naturel; pour quelques autres pays, on a réuni des données qui se rapportent à l'année 1980:

Pour tous les pays, y compris ceux pour lesquels aucune démonstration chiffrée n'a pu être apportée, il est certain que — dès l'instant où le phénomène migratoire a une ancienneté suffisante pour générer un prolongement démographique — le solde du mouvement naturel constitue un apport d'importance au renouvellement et au développement de la population étrangère. A cela, plusieurs causes ayant des effets cumulatifs: d'une part, le nombre des décès d'étrangers enregistrés sur le territoire des pays

	Belgique	Pays-Bas	Suède	Suisse
Excédent migratoire (cf. Tableau 4)	+ 5.482	+ 56.200	+ 13.672	+ 6.777
Excédent naturel	+ 15.294	+ 11.600	+ 5.960	+ 7.700
Part de l'excédent naturel dans l'augmentation totale	73,6%	17,1%	30,4%	53,2%

d'emploi reste limité parce que structurellement la population étrangère est plus jeune (cf. I.A 3) et que, généralement, les migrants rentrent dans les pays d'origine pour y finir leurs jours; d'autre part, la natalité étrangère s'amplifie. Le taux moyen de fécondité des femmes migrantes s'avère, en effet, plus élevé que celui des nationales — le double paraît un ordre de grandeur acceptable, encore que la notion de taux moyen occulte de fortes disparités (dans un rapport de 1 à 2 ou à 3) selon la nationalité de ces femmes — et cet indice s'applique à des effectifs de plus en plus grands à mesure que perdure l'immigration familiale et que la «seconde génération» arrive à l'âge de la procréation.

C. Les mutations en cours

Les changements enregistrés au niveau des «stocks» et des flux ne sont pas les seuls à prendre en considération et d'autres transformations, quantitatives et qualitatives, modifient profondément et durablement la nature de la présence étrangère dans les pays d'accueil. Elles apparaissent tout aussi prégnantes pour l'avenir que les variations numériques que l'on vient de décrire.

1. La durée du séjour s'allonge

La fermeture des frontières à toute nouvelle immigration active, en mettant fin à la rotation de main-d'oeuvre, a entraîné une stabilisation de la population étrangère à laquelle contribue également le regroupement des familles. Les informations recueillies montrent la généralité du phénomène.

Allemagne (en septembre 1981): la durée moyenne s'établit à 9 ans et demi. En quatre ans (de septembre 1977 à septembre 1981), la répartition des migrants par ancienneté de résidence a évolué comme suit:

- 10 ans et plus: de 23,7% à 42,8%
- 8 ans et plus: de 37,1% à 56,9%
- 6 ans et plus: de 57,4% à 66,2%

Danemark (au 1.1.1982): pour 55% des étrangers la durée de séjour est comprise entre 0 et 6 ans, pour près d'un quart elle atteint ou excède 7 ans (on ne dispose pas du renseignement pour les 20% restants);

France (en 1981): 70% des étrangers séjournent dans ce pays depuis plus de 11 ans;

Suède (en 1980): près de la moitié (48%) des étrangers qui ont immigré (c'est-à-dire non compris ceux qui sont nés dans le pays) y réside depuis plus de 7 ans;

Suisse (à fin 1981): sur les 900.000 étrangers annuels et établis, 19% ont une durée de séjour inférieure à 6 ans et 81% de 6 ans ou plus; parmi ces derniers, les «établis» (soit 694.000 personnes) séjournent généralement depuis 10 ans et plus.

2. Les flux endogènes d'accès à l'emploi prévalent

Les transformations auxquelles on assiste (accroissement continu du nombre de jeunes, de conjoints, allongement de la durée du séjour) affectent en premier lieu la population totale; elles rendent nécessaire, de la part des pays d'emploi, la mise en oeuvre de vigoureuses mesures d'insertion dont on exposera les plus récentes dans la seconde partie. Mais ces transformations ne pouvaient pas ne pas avoir également une traduction en matière d'emploi, en donnant naissance à des flux internes d'entrée sur le marché du travail. Et ceux-ci, composés d'étrangers qui résident déjà sur le territoire d'accueil avant d'exercer une première activité, constituent une tendance «lourde», peu susceptible d'un infléchissement profond, comme ce fut le cas pour les flux extérieurs dans les années 1973-1974.

Les données réunies dans le tableau suivant montrent, parmi la totalité des premiers titres de travail (ou de résidence en Suède) délivrés, la proportion de ceux qui ont été remis à des étrangers déjà présents. Malgré la diversité des situations réglementaires de pays à pays, une caractéristique majeure se dégage: cette part, soit progresse (Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas), soit s'est stabilisée à un niveau élevé, avoisinant 70% (Belgique, France).

Outre cet aspect quantitatif trop souvent mésestimé — à n'examiner que le solde migratoire extérieur, on laisse de côté ce flux endogène qui, dans plusieurs pays, représente, désormais la principale source de reconstitution de la force de travail étrangère — il est d'autres conséquences qui tiennent à la composition même de ce flux, où se retrouvent les enfants et les épouses des travailleurs venus seuls à l'origine:

TAB. 6: *Pourcentage de premiers titres de travail accordés à des étrangers déjà établis.*

	Allemagne	Belgique	France	Luxembourg	Pays-Bas	Suède
1979	59,7	68,8	70,7	19,4	—	—
1980	58,7	67,0	71,3	22,2	—	47
1981	73,8	66,6	79	29,7	68,6	—

Allemagne : % de premiers permis de travail délivrés à des étrangers déjà établis (i.e. ayant séjourné plus de 6 mois). Ce pourcentage atteint 79% en 1982.

Belgique : % de premiers permis de travail délivrés sans immigration.

France : % d'admis au travail sur le total annuel des nouveaux travailleurs permanents.

Luxembourg: % de premières autorisations de travail délivrées à des personnes déjà résidentes.

Pays-Bas : % des «déclarations» (permis de travail permanent) délivrées aux épouses et enfants de moins de 18 ans des détenteurs de «déclaration».

Suède : %, parmi les nouveaux permis de résidence accordés à des non-Nordiques, de ceux délivrés à des membres des familles.

i) à mesure que le temps passe, la distinction — nette à un instant t — entre entrée des travailleurs et entrée des familles s'estompe, l'immigration familiale pouvant s'analyser, de ce point de vue, comme une immigration active différée;

ii) la modélisation sur la société d'accueil, l'amélioration de la formation — même si elle demeure médiocre à bien des égards — engendrent des aspirations et des comportements qui accélèrent le processus de féminisation de la main-d'oeuvre étrangère et de tertiarisation de l'emploi étranger.

3. *Le nombre de nationaux d'origine étrangère s'accroît*

Entre autres conséquences de l'évolution en cours, il apparaît que l'acquisition de la nationalité du pays d'accueil devient, par la seule intervention du facteur «temps», plus aisée. En effet, sans même évoquer les modifications éventuelles du droit de la nationalité qui nécessitent la volonté affichée de chaque Etat, il est clair que des conditions telles que la durée minimale de résidence, ou la naissance sur le territoire du pays d'emploi, ou encore le mariage avec un autochtone sont plus faciles à remplir lorsque augmente la durée du séjour, que se développe la natalité étrangère, qu'arrive à l'âge de la nuptialité des classes d'âge plus larges. Le nombre

d'individus qui passent du statut d'étranger à celui de national progresse continûment et, à cet égard, la Suède présente une situation caractéristique: la population des immigrants naturalisés équivaut à celle des étrangers, respectivement 404.000 et 405.457 personnes.

Une première mesure du phénomène est donnée par le nombre annuel de naturalisations que récapitule le tableau ci-après. Elle dénote une certaine continuité par rapport à la situation immédiatement antérieure, à la fois dans le volume des changements de nationalité (sauf aux Pays-Bas où il croît), dans le pourcentage des naturalisés par rapport au «stock» d'étrangers qui en ont légalement le droit (environ 1% chaque année, sauf en Suède où cette proportion est plus élevée) et aussi dans la relation encore tenue, observée dans quelques pays, entre émigration économique et origine géographique de la majorité des naturalisés.

Mais ces données ne reflètent qu'imparfaitement la réalité. D'abord, toutes les acquisitions d'une nouvelle nationalité ne donnent pas lieu à un enregistrement statistique; c'est le cas, par exemple pour les enfants mineurs des étrangers naturalisés au Luxembourg, pour les naturalisations à la suite d'un mariage ou d'une adoption en Suisse, pour certains jeunes

TAB. 7: Naturalisation dans quelques pays d'emploi.

Pays	Moyenne annuelle 1976-1978 (arrondie)	1979	1980	1981	Observations
Allemagne	n.d.	15.172	14.969	n.d.	dont ≠ 1/4 originaire de pays d'émigration de main-d'oeuvre
Belgique	7.100	6.805	8.586	n.d.	
Danemark	2.600	6.240	3.772	n.d.	dont 45 à 55% originaires des pays nordiques + CEE
France	49.200	46.810	52.149	54.030	dont Espagnols + Italiens + Portugais = 45%
Luxembourg	n.d.	162	213	188	
Norvège	n.d.	2.248	2.680	2.441	dont Européens 50 à 60%
Pays-Bas	5.800	9.550	14.970	n.d.	dont 10 à 15% originaires de 9 pays méditerranéens
Suède	22.300	23.553	20.833	21.765	dont ≠ 50% originaires des pays nordiques
Suisse	12.500	9.770	10.075	8.992	n.c. les naturalisations de l'art. 57 al. 6
		23.393	13.942	12.164	y c. les naturalisations de l'art. 57 al. 6

étrangers qui, à 18 ans, acquièrent automatiquement la nationalité française. Ensuite, et surtout sous l'angle quantitatif, une partie de la natalité d'origine étrangère (critère se référant à la nationalité des parents ou d'au moins un parent et non à celle de l'enfant) est immédiatement prise en compte dans la natalité nationale. A titre d'illustration, il convient de rappeler les changements survenus dans le droit de la filiation en Allemagne (1975) et en Suisse (1978) qui ont transformé en naissances autochtones une partie de celles qui jusqu'alors étaient classées «étrangères».

Dans les faits — et cette remarque servira de conclusion à la première partie toute entière fondée sur la distinction population nationale/population étrangère pour pouvoir suivre les transformations que connaît celle-ci et la positionner par rapport à celle-là — le clivage qui fait appel à la nationalité tend à perdre de sa pertinence, principalement dans les groupes d'âge les plus jeunes. Progressivement, se substitue une approche de nature sociologique qui privilégie l'origine étrangère tant il est vrai que les caractérististiques socio-économiques et socio-culturelles persistent au-delà du changement de statut. Ce nouveau regard posé sur l'entité «population étrangère» ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur le type d'actions à mener dans sa direction.

II. Les suites données par les Etats membres aux conclusions de la première conférence

L'analyse des mesures prises et des actions mises en oeuvre, signalées par les Etats membres et répondant aux deux critères suivants: être intervenues depuis 1980 et aller dans le sens des conclusions de la première Conférence ¹, en évidence une évolution générale des politiques migratoires qui peut se caractériser ainsi: une tendance accentuée à mieux insérer les migrants et leur famille dans les pays d'accueil en privilégiant leur intégra-

¹ L'objectif assigné à cette seconde partie étant d'exposer les mesures consécutives à la Conférence de Strasbourg, et *celles seules*, il semble nécessaire de bien préciser les bases sur lesquelles un tri a été opéré parmi la masse d'information transmises en réponse au questionnaire envoyé aux pays participants:

— on s'est moins posé la question de savoir si les mesures récapitulées ci-après ont été prises en application expresse des conclusions de la Conférence que de s'assurer qu'elles *vont dans le sens* de ces conclusions, quelles qu'aient été les raisons, propres à chaque Etat, de leur intervention;

— on a été signalées les mesures nouvelles effectivement prises depuis le début de 1980 ainsi que celles qui font l'objet d'un projet suffisamment avancé au niveau de la procédure (par exemple, projet de loi déposé devant le Parlement);

— en revanche, il n'a été fait mention d'une part ni des mesures antérieures à 1980 (pas plus que des développements quantitatifs et/ou qualitatifs qu'elles ont connues récemment), d'autres part ni du contenu des textes repoussés par l'organe constitutionnel compétent ou qui n'ont pu être examinés au fond avant leur retrait.

tion sociale et économique puis la préoccupation d'inscrire dans un cadre négocié la réinsertion, prolongeant ainsi l'effet des dispositions importantes qu'ont prises certains pays d'origine au bénéfice de leurs nationaux rentrés.

A. *L'insertion sociale*

Un simple listage des mesures nouvelles montre que parmi les différentes modalités d'insertion envisageables, l'intégration — qui ne suppose pas le renoncement au statut d'étranger — l'emporte nettement. En effet, au regard des quatre projets relatifs à la naturalisation, nombreuses sont les dispositions concrètes visant à instaurer les relations bi-univoques qu'implique l'intégration: d'une part, celles qui favorisent une stabilisation et une adaptation accrues dans les pays récepteurs, d'autre part celles qui ont trait au maintien des liens culturels au sens large, par un effort conjugué des deux catégories de pays.

Il apparaît d'ailleurs que cette marche vers l'intégration — procédant davantage par étapes que selon un processus linéaire, plus accentuée à l'égard des étrangers les plus jeunes, et d'intensité inégale selon les champs d'application concernés — constitue le trait dominant de l'évolution observée et prévisible pour la période récente et à venir.

L'acquisition de la nationalité du pays de résidence

En matière de naturalisation, quatre pays ont fait part de mesures en cours de préparation (à un stade d'avancement plus ou moins grand): aux Pays-Bas, la nouvelle loi sur la nationalité, en cours d'examen devant la Chambre, tend à modifier la condition de durée minimale de résidence (qui sera réduite de cinq ans à trois ans) et la procédure d'octroi de la nationalité néerlandaise qui deviendra de la compétence du pouvoir réglementaire. En Belgique, les deux projets déposés devant le Parlement visent l'un à faciliter la naturalisation, l'autre à donner aux enfants nés de mariages mixtes la possibilité d'obtenir la nationalité belge de la mère (alors qu'actuellement ils acquièrent automatiquement la nationalité du père).

En Italie, la législation en vigueur depuis 1922 devrait être révisée lors de l'adoption du projet de loi de DDL 1812, notamment en ce qui concerne l'étranger mineur, et en Suisse, les Chambres fédérales étudient actuellement la possibilité pour la Confédération de prescrire aux cantons de faciliter la naturalisation des jeunes étrangers élevés dans le pays (ainsi que des réfugiés et des apatrides).

La stabilisation et l'adaptation de la population étrangère

1. *La sécurité de résidence*

Au Danemark, il a été décidé en mai 1980 de renforcer le statut légal des étrangers notamment par l'interdiction de résilier, après deux ans de

séjour, le permis de résidence délivré à la famille d'un étranger sauf raisons graves, appréciées de manière plus restrictive encore après un séjour supérieur à deux ans.

En Suède, la nouvelle législation entrée en vigueur le 1er juillet 1980 (*Aliens Act et Aliens Ordinance*) reprenant des dispositions déjà en application, définit strictement les cas et les conditions d'expulsion des étrangers — crime, comportement asocial, présomption de terrorisme — ainsi que les garanties accordées: assistance d'un avocat et possibilité d'appel auprès d'une autorité judiciaire.

En Belgique, la loi du 15 décembre 1980, complétée par l'arrêté royal du 8 octobre 1981, a profondément modifié la réglementation antérieure (de mars 1952) relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers. Au nombre de ceux qui ne peuvent faire l'objet ni d'un renvoi ni d'une expulsion figurent: les étrangers séjournant d'une manière régulière et ininterrompue depuis dix ans au moins; l'étranger, époux non séparé d'un (ou d'une) Belge; le travailleur migrant frappé d'une incapacité permanente de travail à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle survenu au cours d'un séjour régulier. D'autre part, un arrêté d'expulsion ne peut être pris qu'après avis d'une Commission consultative des étrangers composée de trois membres dont un magistrat, président, et doit être motivé et notifié à l'intéressé à qui sont ouvertes plusieurs voies de révision et recours.

En France, la loi du 29 octobre 1981 prohibe l'expulsion de sept catégories d'étrangers parmi lesquels les mineurs de 18 ans, les étrangers qui résident habituellement sur le territoire depuis l'âge de 10 ans ou depuis plus de quinze ans, ceux dont le conjoint est de nationalité française ou qui sont pères ou mères d'un ou plusieurs enfants français dont l'un au moins réside en France etc... Par ailleurs, la commission habilitée à prononcer l'expulsion est désormais présidée par un magistrat et sa décision lie en principe le ministère de l'Intérieur.

Enfin, dans le même ordre d'idées, un décret du 26 mai 1982 a abrogé la règle selon laquelle l'absence du territoire français pendant plus de six mois entraînait la perte des droits au séjour (et au travail). Désormais, le travailleur étranger qui quitte le territoire conserve son droit au séjour pendant toute la durée de validité de son permis.

2. Mesures tendant à rendre plus aisées l'installation et les conditions de vie

On a regroupé sous une même rubrique plusieurs dispositions, fort différent, qui ont pour caractéristique commune de contribuer à aplanir certaines difficultés, d'ordre réglementaire ou pratique, que connaissent les étrangers dans leur existence quotidienne.

Pour ce qui concerne l'installation dans le pays d'accueil, le Luxembourg a édité en 1981 un guide pratique rédigé en langues maternelles et remis aux étrangers avant leur départ; de même, la Suisse a publié en 1982

une brochure d'information préalable, intitulée «Pour vivre et travailler en Suisse». Au plan réglementaire, une circulaire française du 10 juillet 1981 a assoupli les modalités d'exercice de l'immigration familiale en autorisant le regroupement incomplet (alors qu'auparavant l'ensemble de la famille devait rejoindre le travailleur) et la délivrance d'une carte de séjour aux membres de la famille même si celle-ci est venue en France sans se soumettre à la procédure régulière.

Contribuent à l'amélioration des conditions de vie des décisions telles que la modification apportée en mai 1981 à la loi danoise sur les subventions générale aux municipalités afin de mettre des fonds spéciaux à la disposition des localités comportant un grand nombre d'immigrés et de réfugiés, ou aux Pays-Bas, la permanisation à partir du 1er janvier 1983 de centres d'interprétariat accessibles gratuitement, ou encore la suppression de la condition de nationalité française, antérieurement exigible, pour l'obtention de la carte nationale de priorité de mères de famille (loi du 19 juillet 1980) et l'abrogation d'un texte qui subordonnait à une autorisation administrative le mariage en France des étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire de résident temporaire (loi du 20 octobre 1981).

3. *La participation des étrangers à la vie de la société d'accueil*

Quelques pas en avant sur cette voie ont été enregistrés dans différents pays et, en outre, plusieurs projets sont actuellement à l'étude. Selon la forme qu'elle revêt, on peut distinguer:

— *la participation élective*: depuis les élections de 1981, tous les étrangers qui ont trois ans de résidence au Danemark avant le scrutin peuvent prendre part au vote pour la désignation de Conseils municipaux et y être élus; en Norvège, le droit de vote au niveau local sera accordé, sous la même condition de durée de résidence, à tous les citoyens des pays étrangers à partir des élections qui se dérouleront en septembre 1983. En Suisse, deux cantons ont modifié en ce sens leur législation: en 1980, celui du Jura a autorisé les étrangers domiciliés depuis dix ans sur son territoire à intervenir par leur vote dans les affaires cantonales et communales; en 1981, celui de Neuchâtel — qui, depuis 1849, accorde aux étrangers établis le droit de vote et d'élection en matière communale — a renoncé à subordonner l'exercice de ce droit à l'exigence d'une résidence préalable de cinq ans.

Aux Pays-Bas, la constitution a été modifiée en février 1983 pour lever les obstacles qui empêchaient de conférer aux étrangers les droits de vote actif et passif au plan local. Par la suite, une modification de la loi électorale interviendra pour mettre en oeuvre ces droits dont bénéficieront les étrangers séjournant depuis un certain temps; l'entrée en vigueur est prévue pour les élections municipales de 1986.

— *la participation consultative*: en Belgique, la loi du 15 décembre 1980 déjà citée, a institué un Conseil consultatif des étrangers dans lequel siègent notamment des représentants étrangers d'organismes s'occupant de la défense des intérêts des travailleurs immigrés. Compétent dans tous les domaines régis par ce texte législatif, le Conseil donne des avis préalables et motivés lors de la préparation des lois et règlements sur saisine du Président de l'une des deux Chambres législatives ou de l'un des Conseils culturels, mais en émet aussi de sa propre initiative et, en outre, peut être consulté par les Ministres.

Au Danemark, le gouvernement a décidé d'établir un organisme consultatif représentant les organisations d'immigrés pour tout ce qui a trait à la politique menée en matière de migration; en Norvège, une création identique est attendue pour le début de 1983 tandis qu'au Luxembourg, le Gouvernement a inscrit à son programme «d'associer les travailleurs étrangers à la désignation des Chambres professionnelles ainsi qu'à la vie des collectivités locales».

— *la participation associative*: en France, la loi du 9 octobre 1981 a abrogé le titre IV de la loi de 1901 sur les associations, faisant ainsi disparaître la notion d'association étrangère et les formalités particulières auxquelles elle était soumise: autorisation préalable, possibilité de retraite de cette autorisation aussi librement qu'elle avait été accordée. Désormais, toutes les associations sont soumises à un régime unique celui de la déclaration préalable.

Le maintien des liens culturels

Constituant le second volet de toute politique d'intégration, cette préservation des attaches initiales traduit la prise en considération de l'identité des migrants et de leur double appartenance. En règle générale, les mesures qui y contribuent — dues à l'initiative des deux catégories de pays — sont antérieures à 1980 et la plupart des actions menées depuis lors se situent dans la continuation des dispositions précédentes, en accroissant le nombre, la qualité, le coût. Celles-ci, fort nombreuses, n'ont pas été mentionnées à la différence de celles réellement créées ou projetées entre les années 1980 et 1982. Ces dernières se sont développées autour de deux pôles principaux: l'apprentissage des langues d'origine et l'animation socio-culturelle.

1. La promotion des langues et des cultures d'origine

Pour la clarté de l'exposé, la présentation des actions nouvelles entrant dans cette rubrique s'effectuera selon la dichotomie pays récepteurs/pays émetteurs.

Dans les systèmes scolaires des pays de résidence.
Selon le degré d'enseignement concerné, on peut distinguer:

— *le préscolaire*. En Norvège, des fonds d'Etat ont été dégagés à partir de 1982 pour cofinancer le recrutement d'enseignants en langue maternelle dans les jardins d'enfants où sont scolaires au minimum quatre enfants étrangers parlant la même langue, tandis qu'en Suisse, on expérimente des «jardins d'enfants mixtes» dans lesquels des cours de langue sont souvent prévus, afin d'atteindre les objectifs d'intégration et de sauvegarde de l'identité culturelle. Tendent au même but, les expériences pilotes d'enseignement biculturel lancées en Flandres et dans la région bruxelloise et qui se déroulent tant au niveau préélémentaire que durant la scolarité obligatoire.

— *l'enseignement primaire et secondaire*. Au Luxembourg, les cours de langue maternelle seront intégrés dans le temps scolaire lors de la prochaine rentrée, à l'automne 1983. Aux Pays-Bas, une modification de la loi sur l'enseignement primaire est en cours d'examen devant la Chambre. Après adoption et mise au point, vers la fin de 1983, l'enseignement en langues d'origine que les parents étrangers peuvent demander pour leurs enfants — et qui est déjà pratiqué dans les faits — recevra une base officielle.

En Suède, où les mesures arrêtées avant 1980 connaissent un essor remarquable — par exemple, à l'heure actuelle plus de 600 classes dispensent un enseignement entièrement en langue maternelle, ou encore le nouveau programme de l'école obligatoire, entré en vigueur récemment, inscrit au rang des matières possibles l'approfondissement des études culturelles —, on peut noter un rapport général intitulé «Une réforme de l'école secondaire supérieure» (SOU 1981: 96) qui a été présenté en octobre 1981. Ce document contient notamment plusieurs propositions tendant à rendre plus aisée la poursuite, par les élèves étrangers, de leurs études des langues d'origine.

Dans les pays d'émigration.

Depuis juin 1981, le Portugal organise des séminaires de quinze jours sur la réalité économique, politique, sociale et culturelle du pays à l'intention des universitaires d'ascendance portugaise résidant à l'étranger. Ceci prolonge et complète l'action des séminaires d'été qui réunissent dans des universités régionales (Algarve, Açores etc...) des jeunes nationaux expatriés (plus de 200 ont ainsi été accueillis en 1982). La défense et la promotion du patrimoine culturel ont également fait l'objet d'un colloque qui s'est tenu en mars 1983 sur le thème «Les Portugais dans le monde: une culture à préserver».

Parmi les manifestations signalées par l'Espagne, on peut noter les cours de l'Université internationale «Menendez Palayo» en avril et août 1982 avec pour sujet «L'émigration et la Constitution» puis, en novembre

1982, le premier séminaire d'études sur les problèmes éducatifs de l'émigration organisé par l'Institut Espagnol d'Emigration.

2. *L'animation socioculturelle*

Il s'agit là d'un vaste domaine, aux contours imprécis, caractérisé par la diversité des actions susceptibles d'y figurer (loisirs, manifestations culturelles, religieuses, sportives, éducatives etc...) et des formes d'actions pouvant y contribuer: soutien financier direct, formation de personnel, aide à des associations de migrants ou à des associations mixtes regroupant nationaux et étrangers, etc...

— *en ce qui concerne la vie associative.* Le premier Congrès démocratique des associations de travailleurs espagnols émigrés en Europe s'est tenu en juin et juillet 1982 à Palma de Majorque; y étaient représentés plus de 200.000 émigrants intégrés dans 965 associations implantées dans 11 pays européens. Les problèmes éducatifs, la culture, la seconde génération figuraient parmi les thèmes abordés. En 1982, le gouvernement danois a commencé à aider financièrement différentes organisations d'immigrés avec l'espoir que, plus tard, elles occuperont une place plus grande dans la société d'accueil et seront ainsi à même de participer à l'élaboration de la future politique vis-à-vis des migrants. Enfin, le dernier rapport sur la situation des immigrés en Norvège, examiné par le parlement en mars 1981, a mis l'accent sur la nécessité d'encourager les activités culturelles des communautés étrangères. En attendant que celles-ci aient le même accès aux fonds culturels locaux et régionaux que le reste de la population, une subvention spéciale — gérée par le ministère du Travail — a été dégagée dans ce but.

— *dans le domaine sportif.* En 1980, les services compétents du gouvernement portugais ont organisé la Coupe mondiale de football de l'émigré et, en mai 1982, s'est déroulé le premier championnat de football de l'émigration sur le patronage de l'Institut espagnol d'émigration. D'autre part, le premier championnat de jeux traditionnels portugais a été organisé en 1981, avec une finale à Lisbonne en 1982.

— *en matière religieuse.* Une manifestation générale de l'Islam s'est tenue aux Pays-Bas de septembre à décembre 1982 à l'initiative d'organisations privées et avec le soutien des autorités officielles (Ministère du Bien-être, de la Santé et de la Culture) et, par ailleurs, des subventions ont été dégagées pour une période comprise entre mars 1981 et janvier 1984 afin de créer des lieux de prières pour les musulmans des pays méditerranéens.

B. *L'insertion économique*

La recherche de l'insertion sociale des étrangers demeurerait une tentative vouée à l'échec si elle ne s'accompagnait de progrès simultanés dans

l'insertion économique de ceux qui souhaitent exercer une activité. A cet égard, on voit se dessiner un double mouvement qui peut se schématiser ainsi: volonté maintenue de conserver ou de recouvrer la maîtrise du volume de l'emploi étranger d'une part, une amélioration des conditions d'emploi de la population résidante, et tout particulièrement de sa fraction la plus jeune, d'autre part.

La maîtrise du volume de l'emploi étranger

Participent de cette finalité les mesures qui visent à suspendre l'immigration active là où elle ne l'était encore, ou dans certains pays — à régulariser de façon exceptionnelle les travailleurs en situation irrégulière, et celles qui marquent une détermination accrue à lutter contre l'emploi illégal d'étrangers.

1. La suspension de tout nouveau flux d'entrée

Dans l'attente de l'examen par le Parlement italien du projet de loi DDL 1812, déjà cité, relatif aux conditions d'entrée et d'emploi des travailleurs extracommunautaires, le Ministre du Travail a suspendu par une circulaire de février 1982, la primo-immigration active.

2. La régularisation des travailleurs clandestins

En France, une circulaire interministérielle du 11 août 1981 a posé le principe de la régularisation exceptionnelle des travailleurs en situation irrégulière qui se trouvaient sur le territoire avant le 1er janvier 1981 et qui occupaient un emploi stable. Par la suite, cinq autres circulaires ont précisé et adapté ces règles aux situations nouvelles qui se présentaient, par exemple en cas d'impossibilité de produire un contrat de travail ou encore à la suite de la demande de permanisation de certaines catégories de travailleurs saisonniers. Le dépôt des dossiers a été accepté jusqu'au 15 janvier 1982 et, à ce jour, environ 130.000 régularisations ont été prononcées.

En Italie, le projet de loi précité prévoit la possibilité de régulariser, dans le semestre qui suivra son entrée en vigueur, les migrants clandestins présents sur le territoire à la date du 31 décembre 1981 et ayant occupé — au cours des douze mois précédents — un emploi salarié dont la durée n'a pas été inférieure à six mois.

3. La répression de l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière

En France, une loi du 17 octobre 1981 aggrave les sanctions frappant les employeurs qui n'observent pas la réglementation relative à l'emploi des

travailleurs étrangers ainsi que ceux qui, par le biais de la sous-traitance, recourent en réalité au travail clandestin. Cependant, la partie la plus originale du nouveau dispositif consiste à assimiler à un travailleur régulièrement embauché l'étranger employé en contravention de la réglementation, ce qui permet de lui assurer, au titre de la période d'emploi illicite, le paiement de son salaire ainsi qu'une indemnité forfaitaire si la relation de travail est interrompue.

En Allemagne, un texte adopté le 15 décembre 1981 améliore les dispositions réglementaires permettant de lutter contre la migration clandestine et emploi illégal d'étrangers (augmentation des amendes et criminalisation du délit).

Enfin, le même projet de loi italien DDL 1812 prévoit des sanctions sévères à l'égard de ceux qui embauchent et emploient illégalement des actifs étrangers et de ceux qui s'entremettent à cette fin.

L'amélioration des conditions d'emploi

Elle se vérifie par une plus grande égalité de traitement effectif à deux niveaux: la réglementation des permis de travail et la préparation à un métier.

1. La délivrance et le renouvellement des titres de travail

Plusieurs mesures ont conforté la situation des étrangers au regard de l'emploi soit en levant les obstacles qui subsistaient à l'entrée sur le marché du travail, soit en réduisant la précarité qu'engendraient (ou que risquaient d'engendrer) la nature du titre délivré, de par sa durée de validité, et la mise au chômage.

La situation de l'emploi n'est plus opposable en France aux conjoints des ressortissants étrangers ou à ceux de leurs enfants qui ne remplissent pas les conditions pour obtenir automatiquement une carte de travail de dix ans (arrêté et circulaire du 5 août 1981), ni en Suisse aux jeunes qui sont entrés dans le pays avec leurs parents, y ont été scolarisés et entendent y commencer un apprentissage (OCF du 22 octobre 1980). Depuis la mise en vigueur de ce texte, le principe de la priorité du marché «indigène» du travail (composé des nationaux, des étrangers établis et des étrangers à l'année déjà admis à travailler), ne leur est plus opposable, indépendamment de la nature du permis que détiennent leurs parents.

En Allemagne, les jeunes étrangers qui ont rejoint un parent avant 18 ans ont droit depuis juillet 1980 à un permis de travail spécial (et non plus, à un permis général de moindre durée de validité) à condition soit d'avoir trouvé un contrat de formation, soit d'être sortis d'une école post-primaire ou supérieure avec un certificat d'études soit encore d'avoir achevé une for-

mation professionnelle ou participé à une action d'orientation professionnelle pendant dix mois. Dans ce cas, ils ne se voient plus opposer ni le délai d'attente de deux ans ni la priorité accordée à la main-d'oeuvre nationale et aux ressortissants de la CEE.

En France, la circulaire du 5 août 1981, déjà mentionnée, d'une part recommande, à l'occasion du renouvellement des cartes de travail, d'assurer une progression rapide vers le titre assurant les droits les plus étendus (Carte C, toutes professions salariées, valable 10 ans, maintenant délivrée après quatre années d'activité) et d'autre part accorde à l'étranger involontairement privé d'emploi la possibilité de proroger automatiquement — et, en l'état actuel, sans limitation dans le temps — la durée de validité de son permis.

2. L'égalité de traitement en matière d'embauche

À la fin de 1981, un comité gouvernemental suédois a déposé un rapport relatif à l'enseignement de la langue du pays d'accueil aux adultes immigrés (SOU 1981: 86, recommandant que soient financées par la collectivité les 240 heures de cours jusqu'à présent à la charge des employeurs. La législation actuelle, en vigueur depuis 1972, a pour effet d'entraîner un surcoût salarial en cas d'embauche de travailleurs étrangers et, par là même, une discrimination dont sont victimes les demandeurs d'emploi étrangers.

3. La préparation des jeunes d'origine étrangère à la vie professionnelle

Pratiquement tous les pays ont développé depuis plusieurs années, des actions d'orientation et de formation professionnelle en direction des jeunes qui quittent l'école sans diplôme et qui, faute d'une formation de base suffisante, n'ont que très peu de chance de trouver un emploi. Aussi est-il extrêmement difficile de faire le départ entre ce qui a été créé depuis 1980 et ce qui existait auparavant, par exemple sous forme d'expériences-pilotes, et a connu au cours des dernières années une forte accentuation.

Par ailleurs, un trait commun aux programmes mis en oeuvre dans les différents pays a consisté à rechercher l'insertion sociale de ces jeunes tout autant que leur insertion professionnelle. Dans ce but, à côté des cours «classiques» destinés à compléter leur formation générale, très insuffisante, se sont multipliées les actions d'assistance socio-pédagogique et psychologique. Les exemples reproduits ci-après ne visent pas à rendre compte de tout ce qui a été fait en ce domaine mais à décrire, avec la part d'arbitraire de toute généralisation, les principales directions dans lesquelles des développements récents et importants sont intervenus:

— en France et en Norvège, les efforts réalisés tendent à accroître la capacité du dispositif de droit commun, ouvert à tous (nationaux et étrangers), en l'adaptant de façon suffisamment souple pour que n'en soient

pas exclus les jeunes les plus défavorisés (catégorie où les adolescents étrangers ne sont pas seuls à figurer);

— en Allemagne, le programme MBSE pour la formation professionnelle et l'intégration sociale des jeunes étrangers a connu un essor notable et, depuis 1979/1980, le nombre de places offertes a plus que doublé, s'élevant à 15.000 en 1980/81 pour diminuer ensuite (11.000 en automne 1982) en relation avec la base du regroupement familial;

— au Danemark, les règles d'admission des étrangers dans l'éducation professionnelle de base (écoles dites EFG) ont été modifiées en 1982, afin de les mettre à égalité avec les Danois. De plus, des leçons en langue maternelle y sont offertes et la possibilité d'introduire des enseignants bilingues mise à l'étude.

Aux Pays-Bas, enfin, la version définitive du mémorandum concernant les minorités — dont un document de discussion a été publié en 1982 — paraîtra dans le courant de l'été 1983. Il traitera en détail des problèmes de la seconde génération et proposera un certain nombre de mesures pour améliorer leurs chances de réussite en matière d'éducation et de travail.

C. La réinsertion

Deux traits dominants caractérisent les mesures nouvelles intervenues en ce domaine: le renforcement de la coopération internationale entre les deux catégories de pays; l'importance des dispositions mises en vigueur par certains pays d'origine pour faciliter le retour de leurs nationaux et leur réinstallation.

L'intensification de la coopération économique

Tout en demeurant active dans son champ traditionnel d'exercice² la coopération internationale a connu des développements notables en matière de réinsertion sociale et professionnelle des migrants qui rentrent volontairement dans leur patrie, et de promotion de l'emploi dans les zones d'émigration. Elle s'exprime d'abord par la suppression «de l'aide au retour» (circulaire du 21 novembre 1981), mesure unilatérale que la France avait instituée en mai 1977 et qui, obtenue par environ 60.000 actifs, a entraîné le retour de 94.000 personnes, membres des familles y compris. Par ailleurs, parmi les différentes modalités de mise en oeuvre de cette coopération entre pays concernés, ont été signalées les dispositions récentes suivantes:

² On fait allusion ici, à titre d'exemple, aux conventions de sécurité sociale dont cinq ont été signées et/ou ratifiées depuis 1980 entre l'Italie et différents pays, et deux par le Danemark avec le Maroc et le Pakistan, ou à la convention sur le service militaire signée entre l'Italie et la Belgique, ou encore aux nombreuses réunions des commissions mixtes bilatérales.

1. *L'obtention d'informations préalables*

Les migrants qui ont l'intention de regagner la Finlande peuvent visiter ce pays aux frais du Service suédois de l'Emploi.

2. *La formation professionnelle en vue du retour*

Dans le cadre des actions de «formation-réinsertion» engagées par la France depuis 1974, un programme portant sur la formation de 50 mécaniciens frigoristes qui seront employés dans des entreprises portugaises a été conclu avec les autorités de ce pays. D'autre part, deux accords ont été signés par la France, l'un avec l'Algérie le 18 septembre 1980, l'autre avec le Sénégal le 1er décembre 1981 puis ratifiés par le Parlement. Alors que le second ne comporte que des dispositions relatives à la formation en vue du retour, le premier, plus complet, prévoit trois modalités d'assistance au retour (les deux autres seront précisées ci-après). S'agissant de la seule formation professionnelle, elle peut se dérouler en France ou en Algérie et, dans ce but, l'accord précité a prévu la création dans ce pays d'un certain nombre de centres de formation et d'un institut de formation de formateurs.

3. *L'aide à la création d'emplois et à l'implantation de petites entreprises industrielles ou artisanales*

Figure dans la première catégorie, le protocole signé entre le Portugal et les Pays-Bas qui a permis le lancement de projets d'investissements concernant la sylviculture et l'élevage (dans le Nord-Est du pays), l'agriculture et l'élevage (dans le Centre). Appartient à la seconde, une autre modalité de l'accord franco-algérien de novembre 1980 qui dispose que le candidat au retour dont le dossier est agréé par les deux gouvernements reçoit des autorités françaises, une aide sous forme d'un prêt pour l'acquisition en France du matériel nécessaire à son activité et bénéficie de la prise en charge des études préliminaires de faisabilité. L'Algérie, quant à elle, accorde divers avantages financiers et fiscaux qui sont en voie d'être précisés. A la fin février 1983, environ 200 dossiers avaient été déposés.

4. *Le versement d'une indemnité de départ*

La troisième et dernière modalité³ prévue par l'accord franco-algérien de 1980 consiste en le versement d'une «allocation-retour» dont le montant

³ Les divers avantages accordés aux travailleurs salariés en situation régulière ne se cumulent pas mais rien n'empêche qu'au sein d'une même famille, chaque titulaire d'un titre de travail opte pour un avantage différent.

⁴ «Les jeunes étrangers et le monde du travail», 1981; «Les enfants de migrants et l'emploi dans les pays de l'Europe» (à paraître).

varie en fonction du salaire de l'intéressé: soit quatre fois son dernier salaire moyen mensuel net, soit — s'il n'a pas travaillé sans interruption au cours des six derniers mois — une somme forfaitaire actuellement de l'ordre de 15.000 Frs. A ce jour, environ 9.000 demandes d'allocation-retour ont fait l'objet d'une décision favorable.

Les mesures prises à l'initiative des pays d'origine

De longue date, certains pays d'émigration ont pris des mesures en faveur de leurs nationaux rentrés ou préparant leur retour, par exemple en autorisant la possession d'un compte en devises étrangères ou encore en établissant un dispositif d'accueil destiné à faciliter la réinsertion des adolescents dans le système scolaire. Celles qui suivent, toutes indiquées par l'Espagne, ressortissent tant au plan juridique qu'au domaine social.

1. Les dispositions relatives à la nationalité

La loi 51/1982 du 13 juillet 1982 qui modifie les articles 17 à 28 du Code civil stipule notamment que ne perdent pas leur nationalité les Espagnols qui justifient devant les Registres consulaires ou le Registre central que l'acquisition d'une nationalité étrangère a pour cause l'émigration (article 23). D'autre part, les émigrants qui ont perdu la nationalité espagnole pourront la recouvrer sur déclaration faite devant le Registre civil et inscription de cette volonté, sans qu'ils aient à remplir la condition de durée de résidence (article 25).

2. La protection sociale

Un ensemble de textes dont on ne retient que quelques grandes lignes visent à garantir la situation des émigrants rentrés, par exemple en leur ouvrant droit aux indemnités de chômage (loi 51/1980 du 8 octobre 1980 *Basica de Empleo*), ou encore en leur accordant des aides qui sont versées par l'intermédiaire du Fonds National de Protection du Travail (Règlement du 27 mars 1981).

Si le bilan qu'on vient de tracer ne peut prétendre fournir une vue d'ensemble des politiques menées dans les deux catégories de pays puisqu'il ne s'intéresse qu'à une période relativement courte (de l'ordre de trois ans), il constitue néanmoins un bon révélateur de l'évolution intervenue dans la gestion du phénomène migratoire depuis 1980. Bien entendu, il ne saurait être question de mesurer à la même aune les quelques soixante dix dispositions nouvelles, entrées en vigueur ou en voie de réalisation, que l'on a pu individualiser et répertorier au cours de cette période, tant elles diffèrent par leur nature, leur impact, leur durée de vie et les coûts que certaines engendrent. On observera cependant — comme indication générale des orientations retenues — que 80% de ces dispositions ont pour finalité d'améliorer l'insertion des étrangers dans les sociétés de

résidence, que 15% tendent à aménager les conditions de réinsertion et qu'à peine 5% sont de nature restrictive ou répressive. En outre, si l'on prend en considération le groupe-cible visé, le tiers d'entre elles s'adresse uniquement aux enfants de travailleurs migrants.

III. Des difficultés subsistent et, parfois même, s'amplifient

Les deux premières parties avaient pour objet de retracer la dynamique du phénomène migratoire depuis 1980, chacune selon une approche particulière. Au terme provisoire de cette évolution, il convient de faire un nouveau point de la situation observable dans les premiers mois de 1983 afin de mettre en évidence quelques uns des principaux sujets de préoccupation qui persistent et, dans certains cas, ont pris de l'ampleur. Pour mieux attirer l'attention sur ce qui pose problème, on a pris le parti d'opérer un tri parmi les items des réponses communiquées par les Etats membres et de ne retenir que trois thèmes, mentionnés par la majorité: les migrations clandestines, les problèmes de formation (au sens large) et le chômage.

A. La migration illégale

Par définition même, la migration clandestine échappe à toute évaluation tant soit peu précise et seuls trois pays ont fourni quelques données permettant de situer son importance: la France où l'opération de régularisation d'août 1981 a entraîné de dépôt de 150.000 dossiers, l'Italie où une estimation proposée en 1978 par le CENSIS sur la base d'enquêtes locales aboutissait à un total de clandestins compris entre 280 et 400.000 personnes, la Suède enfin où le nombre de travailleurs non-Nordiques en situation irrégulière serait de l'ordre d'une dizaine de milliers dont 6.000 demandeurs d'asile, les autres étant des faux touristes. Mais l'absence de mesure statistique ne signifie pas l'inexistence; au contraire, l'impression communément ressentie est que ce phénomène prend de l'extension dans tous les pays, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et que des actions coordonnées s'avèrent nécessaires pour y faire face.

1. Les mécanismes de la clandestinité

Il ne s'agit pas, dans le cadre de ce rapport, d'exposer les thèses en présence sur la signification de la migration illégale (une des modalités parmi d'autres, du travail au noir ou la résurgence, en dehors de toute procédure régulière, des flux d'immigration active interrompus en 1973/1974) ni d'en analyser les causes profondes où s'entremêlent la pression démographique et l'inégal degré de développement économique des

pays. De façon plus pratique, on se propose de présenter quelques un des résultats de l'enquête réalisée par le Ministère français du Travail sur un échantillon de 9.000 travailleurs régularisés. La lutte contre l'emploi de cette force de travail suppose en effet une bonne connaissance des facteurs concourant à l'immigration clandestine et des caractéristiques de l'offre de travail clandestin. Au regard de cet objectif, deux des nombreux enseignements de cette étude paraissent particulièrement pertinents:

i) pour ce qui concerne les raisons de l'irrégularité du séjour, le faux tourisme l'emporte très clandestine, la possession de faux papiers, le refus de délivrance de titres de travail et de séjour, le maintien en France après la fin des études ou après l'expiration d'un contrat de saisonnier: chacun de ces motifs représente entre 5 à 6% des cas;

ii) quant aux modalités d'exercice de l'activité clandestine, il est notable que plus de 70% des actifs régularisés travaillaient dans un des secteurs «traditionnels» d'accueil de la main d'oeuvre étrangère (BTP 30%, restauration 10%, commerces 10%, services domestiques 10% etc...) et que près de 70% d'entre eux étaient employés dans des établissements ou des exploitatins de petite taille (moins de 10 salariés).

Il faut certes se garder de toute généralisation hâtive, chaque pays constituant un cas d'espèce; toutefois, l'importance de certains pourcentages indiquent que les tendances dégagées doivent se vérifier sur une aire géographique plus large que le territoire d'un Etat.

2. La nécessité d'actions coordonnées au niveau international

Face à cette situation, l'attitude des Etats membres et les pratiques suivies peuvent sembler contradictoires: certains (l'Allemagne ou la Suisse, par exemple) affirment clairement exclure toute perspective de régularisation et n'envisager qu'un renforcement de la lutte contre la migration et le séjour clandestin; d'autres ont procédé (la France en 1981, la Belgique et les Pays-Bas à une époque plus éloignée) ou entendent procéder (l'Italie) à une mise en situation régulière des étrangers entrés et résidant illégalement sur leur territoire.

Cette contradiction, réelle à un moment déterminé, n'est plus qu'apparente sur le plus long terme puisque la seconde catégorie de pays présente l'opération de régularisation comme une mesure exceptionnelle et non renouvelable, et surtout comme l'étape préalable à une action énergique contre toute nouvelle clandestinité, rejoignant ainsi la position de pays mentionnés en premier lieu.

Par ailleurs, à cette identité de vue sur le fond du problème, s'ajoutent les deux faits suivants:

i) nombre de ces clandestins constitue une population «flottante» susceptible de se déplacer d'un pays d'emploi à un autre, en fonction de la

politique migratoire plus ou moins restrictive mise en oeuvre par chacun, à la recherche d'une possibilité d'établissement. A titre d'exemple, l'opération de régularisation réalisée par la France a mis en évidence la présence de certaines nationalités (Pakistanaï, Sri-Lankais) qui n'avaient jamais figuré dans les flux migratoires «traditionnellement» orientés vers ce pays.

ii) au hasard des parcours migratoires, un même Etat peut tour à tour jouer le rôle de pays de séjour (irrégulier) et de terre de transit. Dans ces conditions, tout concourt à ce que l'ensemble des pays concernés (pays d'origine, de transit, de résidence) même une action coordonnée et cohérente pour supprimer les situations existantes de migration clandestine et prévenir l'entrée, le séjour et l'emploi illégaux de nouveaux migrants qui, il faut le souligner, sont souvent les premières victimes de ces pratiques. Faute de quoi, les efforts déployés pour assurer l'insertion professionnelle et sociale des étrangers régulièrement établis risqueraient d'être réduits à néant.

B. Les problèmes liés à la formation des jeunes étrangers

La formation des enfants de migrants — entendue dans son sens le plus large, incluant la scolarisation, la préformation, la formation professionnelle — apparaît comme le moyen prépondérant de favoriser leur intégration à la société d'accueil. Encore faut-il qu'ils soient assurés d'une égalité de traitement effective et qu'ils ne se retrouvent pas à la sortie de l'appareil de formation en position très infériorisée, contraints à «choisir» leur métier dans une gamme limitée d'emplois dévalorisés, mal payés et, qui plus est, en voie de réduction dans une société industrielle avancée.

Des mesures ont été prises mais beaucoup reste à faire. En témoignent certains traits qui caractérisent la scolarité des jeunes étrangers sur lesquels on insistera dans un premier temps, avant de souligner, sur un plan plus général, la nécessité de mettre en oeuvre d'importantes actions pour corriger la situation actuelle.

1. Quelques caractéristiques de la scolarité étrangère

Les données relatives à la population scolaire étrangère communiquées par les Etats membres ont été rassemblées dans le tableau 8. Par ailleurs, des séries plus longues montreraient qu'en règle générale, cette population augmente en valeur absolue mais plus encore en pourcentage de l'ensemble des élèves par suite de la réduction progressive du nombre de jeunes nationaux scolarisés.

Mais ces données par trop globales masquent une situation préoccupante qui tient à une inégale présence des jeunes étrangers selon le type d'enseignement dispensé (normal ou spécial) et le débouché prévisible des

études (filiales longues offrant une formation générale ou filiales courtes orientées vers une entrée rapide sur le marché du travail). Quelques exemples précis, que seule limite la disponibilité de statistiques autorisant cet exercice, permettront de mesurer ce fait.

En *Allemagne*, la progression du nombre d'élèves étrangers entre 1977 et 1981 varie selon la nature des écoles fréquentées:

TAB. 8: *Elèves étrangers scolarisés dans quelques pays d'emploi (hors enseignement supérieur).*

Pays	Année	Effectifs et types d'enseignement considérés
Allemagne	1980/81	Total des enfants étrangers scolarisés dans l'éducation générale et l'enseignement professionnel: 738.200 (6,55%) dont: — écoles de l'éducation générale: 637.100 (7,4%) — écoles professionnelles: 101.100 (3,85%)
Danemark	1.1.1981	12.136 élèves étrangers (1,15%) dont: 0-2 ans: 975; 3-5 ans: 1.499; 6-16 ans: 9.662
France	1981/82	985.846 élèves étrangers (8,1%) dont: — premier degré (y c. préélémentaire): 666.551 (9,5%) — second degré (hors ens. spécial): 299.284 (5,9%) — enseignement spécial du second degré: 20.011 (16,2%)
Luxembourg	1978/79	15.825 élèves étrangers (26,25%) dont: — préscolaire : 2.619 (37,8%) — primaire : 10.359 (31,8%) — secondaire : 2.847 (13,7%)
Norvège	1980	3.062 élèves ayant une langue étrangère
Pays-Bas	1981	51.999 élèves étrangers uniquement dans l'enseignement primaire
Suède	automne	101.000 élèves ayant une langue maternelle autre que le suédois, dont: — 87.000 fréquentant l'école obligatoire (8,6%) — 14.000 fréquentant l'école secondaire supérieure (4,9%) À cela s'ajoutent plus de 600 classes en langue maternelle
Suisse	1980/81	194.833 enfants étrangers scolarisés (15,1%), dont: — préscolaire : 24.165 (20,1%) — primaire : 85.451 (17,5%) — secondaire I : 50.579 (14,0%) — secondaire II : 31.650 (10,6%) — tertiaire non universitaire: 2.988 (12,6%)

Les pourcentages entre parenthèses () indiquent le poids relatif des étrangers dans le total des enfants scolarisés dans le même degré d'enseignement.

Grund- und Hauptschulen (écoles primaires et primaires supérieures): + 46,2%

Sonderschulen (écoles spéciales pour enfants handicapés): + 53,7%

Realschulen (établissements d'enseignement secondaire à orientation technique): + 59,4%

Gymnasien (établissements d'enseignement secondaire général): + 31,2%

En France, les enseignements dits «spéciaux» (du premier et du second degré), les cycles les plus courts (dans le second degré) connaissent des taux de fréquentation étrangère plus élevés (statistiques de l'année 1980/1981, pour le secteur public uniquement):

Ensemble des enseignements du premier degré	: 10,3%
Enseignement spécial du premier degré	: 17,7%
Ensemble des enseignements du second degré	: 6,6%
dont - premier cycle sans classes de préapprentissage	: 6,6%
- classes de préapprentissage	: 11,3%
- deuxième cycle long	: 3,5%
- deuxième cycle court	: 9,3%
- enseignement spécial du second degré	: 15,8%

Au Luxembourg, si le pourcentage d'enfants étrangers dans l'enseignement primaire s'élevait, en 1977/1978, à 30%, il atteignait 56% dans les classes spéciales de cet enseignement. Autre approche du même phénomène, il y a dans l'enseignement spécial cinq fois plus d'étrangers que de Luxembourgeois.

En Suisse, la comparaison du poids relatif des enfants de migrants dans les différents niveaux des degrés primaire et secondaire I aboutit à une conclusion analogue (année scolaire 1980/1981):

Ensemble du degré primaire	: 17,5%
dont - programme d'enseignement normal	: 16,9%
- programme d'enseignement spécial	: 24,9%
Ensemble du degré secondaire I	: 14%
dont - programme d'enseignement normal à exigences élémentaires	: 16,9%
- programme d'enseignement normal à exigences étendues	: 11,4%
- programme d'enseignement normal sans sélection	: 26,3%

Il y a, dans les exemples rapportés — et que l'on pourrait multiplier —, une somme d'indications concordantes qui traduisent, au-delà de la

diversité des systèmes scolaires, une situation de fait communément observable. L'orientation subie en cours d'études conditionne le devenir professionnel des jeunes qui en ont été l'objet.

2. La nécessité d'action correctrices d'envergure

En se situant désormais sur un plan plus général, on peut — pour esquisser un constat d'ensemble de la situation des jeunes étrangers en matière de formation et d'emploi — emprunter à deux rapports récentes de l'OCDE ⁴ quelques unes des conclusions auxquelles ils parviennent:

i) le poids relatif de ces jeunes apparaît plus élevé que celui des nationaux du même âge dans les cycles d'enseignement les plus courts et les plus directement orientés vers une insertion rapide sur le marché de l'emploi ainsi que dans les cours d'apprentissage et les sections de formation professionnelle préparant à des métiers dans lesquels le taux d'implantation étrangère (de la génération précédente) est généralement important;

ii) une très forte proportion (environ 90% chez les hommes et 60 à 75% pour les femmes) de ceux qui trouvent un emploi débutent leur vie professionnelle avec la qualification d'«ouvrier» ce qui incite à conclure à une certaine reproduction de la force de travail étrangère;

iii) leur vulnérabilité au chômage s'avère plus grande (cf. infra III-3).

Dès lors, parallèlement à l'indispensable élimination des derniers obstacles réglementaires qui peuvent encore contrecarrer l'accès des jeunes étrangers à la formation et à l'emploi, il paraît nécessaire que les pays de résidence amplifient les actions visant à la promotion de cette population et, surtout peut-être, s'assurent de la cohérence des mesures mises en oeuvre. Les grandes lignes d'un tel plan d'intervention — dont de nombreuses dispositions sont déjà en place et demandent principalement à être vigoureusement développées — pourraient être les suivantes:

— inciter, par une information appropriée, les migrants à scolariser leurs enfants dès le plus jeune âge;

— faire en sorte que dans l'enseignement primaire l'apprentissage correct de la langue du pays d'emploi — jusqu'à élimination de toute différence avec les nationaux — soit assurée et que dans l'enseignement secondaire les différentes langues des pays d'origine (des parentes) puissent être choisies comme première ou seconde langue d'étude;

— donner aux adolescents qui sortent de l'appareil scolaire sans les connaissances de base indispensables une seconde chance par la voie d'une préformation (ou d'actions spécifiques quelle que soit leur dénomination) qui réalise leur mise à niveau en comblant les lacunes de la formation initiale;

— veiller à ce que les dispositifs généraux (ou de droit commun) créés par tous les pays pour favoriser l'emploi des jeunes n'excluent pas de fait — par des conditions d'entrée trop sélectives — ceux qui, au départ, se trouvent dans la situation la plus défavorisée, parmi lesquels les enfants de migrants figurent en nombre important;

— enfin s'attacher à ce que les formations professionnelles dispensées soient réellement qualifiantes en ce sens que non seulement elles rendent aptes à tenir un emploi valorisant mais aussi qu'elles permettent ultérieurement une adaptation professionnelle au fur et à mesure qu'évoluent les techniques.

Il est clair qu'en présence d'une fraction de population en augmentation constante et destinée, dans sa majorité, à se fixer, seule une volonté affirmée d'insertion suivie de mesures effectives évitera aux Etats concernés de se mettre au devant de difficultés qui, à bref délai, risquent de paraître insolubles.

C. La situation des étrangers au regard de l'emploi

On ne saurait traiter avec rigueur du chômage étranger sans resituer ce problème dans le contexte plus général de la dégradation accélérée du marché du travail que connaissent — à des degrés divers — tous les pays, ainsi que l'indique l'évolution des taux de chômage (en pourcentage de la population active) enregistrée au cours des trois dernières années:

Année	Pays										
	D	A	B	E	F	I	N	NL	GB	Suède	
1980	3,0	1,9	9,0	11,2	6,3	7,4	1,7	4,9	7,3	2,0	
1981	4,3	2,5	11,1	14,0	7,6	8,3	2,0	7,5	11,4	2,5	
1982 (3e tr.)	6,7	3,7	12,9	16,0	8,3	8,6	2,4	10,4	12,8	3,4	

N.B. Taux après correction des variations saisonnières et, lorsque nécessaire, alignement sur les définitions internationales établies par le BIT.

Source: OCDE

Cependant, pour nécessaire que soit ce cadrage il n'atténue en rien le sérieux d'une situation qui a retenu l'attention du plus grand nombre des pays de résidence.

1. Le diagnostic

Il ressort des données rassemblées dans le tableau 9 qui, quel que soit l'indicateur utilisé montre que partout, sauf en Belgique (où la notion retenue est celle de chômage complet *indemnisé*), l'accroissement du chômage a été inégalement supporté par les travailleurs selon leur nationalité. Les chiffres reproduits non seulement illustrent cette vulnérabilité différentielle mais ils soulignent qu'en règle générale l'écart entre nationaux et étrangers s'est creusé d'une année sur l'autre.

TAB. 9: Evolution comparée du chômage étranger et du chômage général (Unité: %).

Pays	Date d'observation	Taux de chômage étranger	Taux de chômage général (nationaux + étrangers)
Allemagne	1981	8,2	5,5
	1982	11,9	7,5
Autriche	1980	2,1	1,9
	1981	3,4	2,4
Pays-Bas	1980	9,2	5,9
	1981	13,3	9,0
Suède	1980	4	2
	1981	4,8	2,5
% d'accroissement, entre les deux dates du chômage			
		étranger	général
Belgique	30.6.79/30.6.80	+ 4,3	+ 6,4
	30.6.81/30.6.80	+ 24,7	+ 24,7
France	1981/1980	+ 34,5	+ 23,0
	1982/1981	+ 22,5	+ 11,8

Pour tous les pays, sauf la Belgique, les valeurs indiquées correspondent à des moyennes annuelles.

Quelques indications complémentaires permettent de mieux cerner le phénomène et d'en identifier les acteurs. Elles ne sont disponibles que pour quelques pays mais les faits qu'elles décrivent peuvent être tenus pour communément établis.

On observe autour des valeurs moyennes une forte dispersion selon la nationalité détaillée des chômeurs. Ainsi,

— en *Allemagne*, si le taux de chômage étranger s'établit à 10,9% à la fin de juin 1982, il atteint 11,3% pour les Italiens et 13,4% pour les Turcs, toutes les autres nationalités se situant en-deçà (Grèce: 9,3%; Yougoslaves: 8,2%, Espagnol: 6,7%; Portugais: 6,7%);

— aux *Pays-Bas*, 13,3% des actifs étrangers étaient sans emploi en 1981: 9,9% des ressortissants de la CEE se trouvaient dans cette situation mais 15,2% des Marocains et 17,9% des Turcs;

— en *France*, pour une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi étrangers évaluée à + 22,5% entre 1981 et 1982, on constate que le rythme de progression est plus soutenu dans le cas des Marocains (+ 30,5%) ou des Africains noirs (+ 31,5%) mais plus faible en ce qui concerne les Espagnoles (211,9%) ou les Italiens (+ 8,5%).

Schématiquement, il apparaît que ce sont les nationalités appartenant aux flux migratoires les plus récents qui sont les plus vulnérables à toute aggravation de la situation de l'emploi, la nationalité n'étant d'ailleurs que la «manifestation extérieure» — facile à appréhender par les statistiques — de multiples handicaps qui se cumulent: médiocre connaissance de la langue du pays d'emploi, faible qualification professionnelle, secteurs d'activité sensibles etc...

De même, une désagrégation des valeurs moyennes par classe d'âge révèle la plus rapide progression du nombre d'actifs sans emploi parmi les jeunes étrangers. Par exemple,

— en *Suède*, le taux de chômage étranger (tous âges confondus) qui est de 4,8% en 1981 atteint un niveau deux fois plus élevé (10%) pour les 16-19 ans et encore 6,4% pour les 20-24 ans;

— en *Belgique*, si le chômage indemnisé augmente en moyenne de 24,7% l'an (entre le 30 juin 1980 et le 30 juin 1981), sa croissance s'établit à + 32% pour les étrangers ayant moins de 20 ans et de + 26% pour ceux qui ont entre 20 et 24 ans;

— en *France*, le total de la demande d'emploi étrangère a augmenté de 34,5% entre 1980 et 1981 mais de 46% dans la seule classe d'âge des 22-24 ans (l'information sur les mêmes bases manque pour suivre l'évolution intervenue entre 1981 et 1982).

La condition de la seconde génération en matière d'emploi constitue donc un aspect particulier d'un phénomène plus général, souvent analysé, le chômage des jeunes. Cependant, même si l'âge semble jouer le rôle déterminant, la nationalité introduit un degré supplémentaire de vulnérabilité.

Enfin, dernier élément à considérer, la durée du chômage. De ce point de vue, les quelques données disponibles indiquent clairement que le délai pour trouver (ou retrouver un emploi) n'est pas supérieur pour les étrangers que pour les nationaux et s'avère même parfois plus court:

— *Allemagne* (durée du chômage en juin 1982): 5,7 mois dans le cas des Allemands au lieu de 5,5 mois pour les étrangers;

— France (nombre de jours d'inscription dans les fichiers de l'Agence pour l'Emploi au 31 décembre 1982): nationaux: 284 jours; étrangers: 247 jours.

2. Les facteurs explicatifs et les dispositions à mettre en oeuvre

A l'origine de cette situation se trouvent de multiples causes, étroitement imbriquées, mais que — dans un but de clarification — on peut classer sous trois rubriques principales:

— les unes tiennent au nombre et au type d'emplois occupés: la division internationale du travail d'une part, la modification des processus de fabrication d'autre part occasionnent dans le secteur secondaire où l'implantation étrangère est la plus prononcée, une réduction du volume des postes de travail en général et de certaines catégories d'entre — chaque pays cherchant à mieux se placer face à la concurrence internationale — ne peut que se poursuivre, si bien que les secteurs «traditionnels» d'accueil de la main-d'oeuvre immigrée ne devraient plus entraîner de création nette d'emplois;

— d'autres ressortissants au problème de la qualification professionnelle: toutes les enquêtes effectuées que la probabilité de trouver un emploi — et notamment un premier emploi — est directement proportionnelle au niveau de qualification (reconnue et sanctionnée par un diplôme) de ceux qui se présentent sur le marché du travail;

— enfin, dans un contexte de raréfaction des offres d'emploi et de concurrence plus vive entre actifs potentiels, l'attitude des employeurs — quand ce n'est pas celle des employés — constitue un obstacle supplémentaire à l'embauche des étrangers ou des personnes d'origine étrangère. L'idée de complémentarité entre forces de travail, nationale et étrangère, s'estompe pour faire place à celle de compétition.

Face à ces changements déjà entrés dans les faits et appelés à perdurer (au moins dans une perspective à moyen terme), les Etats membres ont à prendre (ou à renforcer) certaines dispositions qui ont trait à plusieurs domaines:

i) en matière réglementaire, il convient d'empêcher que la perte d'emploi ne s'accompagne de pratiques discriminatoires. D'une part, les travailleurs étrangers régulièrement établis doivent bénéficier dans cette circonstance des mêmes aides que les autochtones (pour ce qui concerne, par exemple, l'indemnisation du chômage ou encore l'assistance des services de l'emploi); d'autre part, et ceci leur est propre, la durée de validité du titre de travail qui vient à expiration durant la période de chômage devrait être automatiquement prorogée pour accomplir les démarches nécessaires à la recherche d'un nouvel emploi;

ii) s'agissant de la formation, les actions que l'on pourrait appeler de prévention sont à développer en direction des jeunes et des actifs employés dans des secteurs menacés. Dans le premier cas, on rappellera pour mémoire ce qui a été dit concernant la préformation et la formation professionnelle: seules des interventions de ce type préviendront la constitution d'un noyau dur de jeunes chômeurs, n'ayant aucun espoir de trouver un emploi stable. Avec le second, on entre dans un domaine où peu a été fait jusqu'à présent: il s'agit de la reconversion des travailleurs — généralement sans formation de base — qui occupent un poste de travail dont le contenu sera profondément modifié (ou qui sera purement et simplement supprimé) par le développement des technologies nouvelles.

Bien d'autres facteurs — restés eux-aussi sans solution totalement satisfaisante — concourent à l'insertion des étrangers dans les sociétés de résidence: l'accès au logement, aux équipements collectifs, la reconnaissance de l'identité culturelle etc... Cependant, la primauté de l'économique au stade actuel du processus migratoire demeure si manifeste qu'il a semblé préférable de privilégier cette approche pour bien pointer les urgences et mettre en relief les actions prioritaires à conduire. Encore faut-il pour leur efficacité et leur acceptation par les nationaux qu'elles ne paraissent pas devoir être dispensées sans fin et que pour cela un terme soit mis à la migration illégale.

Conclusion

Le retour sur la période 1980-1982, aussi brève soit-elle dans le déroulement du processus migratoire que connaît l'Europe depuis deux à trois décennies, a permis de dégager quelques points forts que l'on peut récapituler ainsi:

— l'ensemble formé par la sommation de chaque population étrangère résidant sur le territoire des Etats membres du Conseil de l'Europe continue à s'accroître et cette tendance se vérifie tant dans le pays d'immigration que dans ceux traditionnellement considérés comme terres d'émigration. L'évaluation proposée au vu des statistiques fournies par 14 Etats aboutit à un totale de 12,5 millions de personnes établies hors de leur pays d'origine mais il est vraisemblable, compte tenu des non-réponses et des lacunes dans l'enregistrement, qu'un chiffre global compris entre 14 et 15 millions constitue un ordre de grandeur plus proche de la réalité;

— la croissance de la population étrangère s'accompagne d'une transformation en profondeur de ses composants à la suite d'un double mouvement de féminisation et d'adjonction d'éléments jeunes nés dans les pays hôtes ou entrés au titre du regroupement familial. L'arrivée au premier plan de cette «seconde génération» qui représente d'ores et déjà près de la moitié des effectifs étrangers dénombrés, apparaît d'ailleurs comme le trait saillant de la période examinée;

— la très grande majorité des mesures prises et des actions mises en oeuvre durant ces trois dernières années vise à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles aux sociétés d'accueil, terme impliquant la prise en considération de leur identité. Mais si la direction s'avère nettement tracée, le chemin à parcourir reste long; à cet égard, il a été noté qu'une condition déterminante réside en l'arrêt et en la résorption de la migration illégale;

— parmi les difficultés qui subsistent ou même connaissent un regain d'intensité, certaines sont spécifiques aux étrangers, d'autres sont partagées par tous ceux qui — indépendamment de leur nationalité — appartiennent au même milieu socio-économique. Les solutions à apporter doivent s'inspirer de la même dichotomie afin de ne pas accroître, par un traitement inapproprié, la marginalisation qui demeure l'écueil principal à éviter. Cependant, la banalisation des interventions — objectif souhaitable à terme — ne doit pas se traduire par une exclusion de fait des plus défavorisés.

Parce qu'il a été en grande partie rédigé sur la base d'informations et d'éléments d'appréciation transmis par les Administrations gestionnaires, ce rapport privilégie le court terme et a mis l'accent sur les «problèmes», d'ailleurs bien réels, rencontrés quotidiennement. Cependant, il convient de ne pas oublier pour autant d'autres questions qui, bien que non traitées, sont présentes au débat. Deux d'entre elles méritent une attention particulière:

— la participation des étrangers à la vie publique des pays d'accueil — selon des modalités et à des niveaux qui sont de la responsabilité de chaque Etat — constitue l'un des moyens les plus efficaces pour faire prendre en compte leurs revendications. Et ce d'autant plus qu'ils auront la possibilité d'intervenir dans la désignation des autorités dont les décisions ont une incidence sur la qualité de leur vie de tous les jours (pour la scolarisation des enfants, l'attribution d'un logement, l'utilisation des équipements collectifs etc...);

— la contribution qu'ils apportent à la démographie des pays de résidence, par leur nombre d'abord, par leur appartenance majoritaire aux classes d'âge les plus jeunes ensuite. Que cette contribution gagne en importance à un moment où les disponibilités en main-d'oeuvre dépassent les besoins ne devrait pas empêcher sa juste appréciation sur le plus long terme. Les projections les mieux assurées — mesurant les conséquences d'évolution déjà inscrites dans les faits — indiquent, par exemple, que dans moins de vingt ans (en l'an 2000) les effectifs de la seule classe d'âge des 15-24 ans accuseront, par rapport à la situation observée en 1980 et pour l'ensemble formé par les principaux pays d'emploi (Royaume-Uni y compris), un déficit de 9 millions d'adolescents et de jeunes adultes.

Dorénavant, la question centrale se trouve clairement posée; c'est celle du type d'établissement que connaîtront les étrangers (et les personnes

d'origine étrangère) dans les pays récepteurs où, en majorité, ils se fixeront: auront-ils la possibilité effective de s'intégrer ou resteront-ils à la périphérie de la société, là où vivent les éléments les plus défavorisés? Le premier volet de l'alternative suppose l'offre d'une réelle égalité de traitement rapidement insurmontables. En outre, il n'y aura pas d'issue favorable sans une volonté politique résolue et continue qui devrait se manifester tant au plan interne vis-à-vis de l'opinion publique qu'au niveau international dans la recherche de la coopération entre tous les Etats concernés.

ANDRÉ LEBON

*Direction de la Population
et des Migrations - Paris*

Summary

This paper, delivered at the Second Conference of the European ministers in charge of migration problems, held in Rome in November 1983, clearly outlines the migratory situation of the various European countries. First of all, the effect of the foreign population on the local population is underlined, with special reference to the young people.

Furthermore, the policies undertaken by the various governments to favour the migrants' social integration in the host country and their participation to the host society's life are analysed together with the economic and social reintegration of the return migrants. Lastly, the continuous difficulties are studied such as the illegal and clandestine migration flows, the lack of coordination at the international level and the inadequacies in the field of schooling and professional training of migrants.

Priorities for adequate interventions by the various governments in the migratory field are pointed out.

Résumé

L'essai, présenté à la 2ème Conférence des Ministres européens responsables des problèmes de l'émigration, qui a eu lieu à Rome en novembre 1983, esquisse un cadre exact de la situation des migrations dans différents pays européens. On souligne, en premier lieu, l'incidence de la population étrangère sur la population nationale, en tenant compte surtout de l'augmentation de la composante constituée par les jeunes.

Après, sont analysées les mesures entamées par les différents gouvernements européens et ayant comme but l'insertion sociale dans le nouveau pays, la participation des immigrés à la vie de la société, l'insertion économique et la réintégration des rentrés. Enfin, sont analysées les difficultés persistantes, en particulier la continuation de l'immigration illégale et clandestine, le manque de coordination internationale et les manques au sujet de la formation et scolarisation des immigrés.

De cette analyse découlent aussi des évidentes priorités dans le cadre des interventions des respectifs gouvernements en matière d'émigration.

Una parrocchia italiana di New York e i suoi fedeli: Nostra Signora di Pompei (1892-1933)

Soggetto di questa ricerca è una minuscola comunità di italiani emigrati in un'area particolare di New York, il Greenwich Village, dove esiste dal 1892 una parrocchia italiana, Nostra Signora di Pompei. Le variazioni quantitative e qualitative che si riscontrano nel corso del periodo 1892-1933 all'interno di tale comunità rappresentano lo scopo principale di questo studio: in particolare esso si propone di offrire, attraverso la microanalisi della comunità italiana del Village, uno spaccato della vita della comunità stessa e dei suoi valori, in primo luogo la trasformazione dei valori avvenuta attraverso il passaggio da una generazione all'altra.

La scelta della parrocchia, e quindi dell'area esaminata, è avvenuta in base a due motivi: *a)* essa viene costruita in un'area a stragrande maggioranza italiana allo scopo di servire, in quanto chiesa etnica, quello specifico gruppo di emigranti; *b)* essa conserva tuttora inalterate fino al 1933 tutte le sue fonti, che solo marginalmente risultano lacunose o illeggibili.

Il periodo in esame, 1892-1933, inizia con la fondazione della chiesa, che viene a coincidere di fatto con l'inizio dell'emigrazione italiana di massa nell'area del Village a cavallo del secolo. La scelta di terminare col 1933 questo studio è dovuta principalmente a due ragioni: *a)* il 1933 è l'anno della partenza definitiva da New York di padre Demo, il parroco che aveva retto la chiesa per 35 anni, conservandone integralmente l'archivio, ciò che i parroci successivi non faranno; *b)* la comunità italiana agli inizi degli anni '30, come vedremo, risulta ormai trasformata e radicata nell'area di emigrazione: il flusso migratorio dall'Italia si è fermato da un decennio, il processo di americanizzazione è in gran parte avvenuto.

Nonostante che la fonte principale su cui si basa questo studio sia costituita dai registri parrocchiali dei battesimi e dei matrimoni, esso non vuole essere unicamente un'analisi della parrocchia di Nostra Signora di Pompei, né una biografia del parroco-personaggio, padre Demo. Esso non tratta quindi di questioni amministrative relative alla parrocchia o dei rap-

porti tra padre Demo e la curia romana e il clero newyorkese, rimandando per questi temi alla saggistica esistente ¹.

Esiste una bibliografia molto vasta sull'emigrazione italiana a New York, sia in termini generali che su tematiche o periodi specifici ². Uno studio sulla chiesa di Nostra Signora di Pompei risulta tuttavia del tutto nuovo, come pure risultano finora quasi completamente inutilizzate le fonti usate per la ricerca ³.

Nostra Signora di Pompei: una chiesa italiana per gli italiani del Village

La nascita di Nostra Signora di Pompei è strettamente legata alla nascita della «Società di San Raffaele» per la data della sua fondazione, per la scelta del quartiere e per la persona responsabile della fondazione di entrambe, padre Bandini. La «Società di San Raffaele», sorta a New York nel 1891 sotto la direzione del missionario scalabriniano padre Bandini, al n. 113 di Waverly Place, in pieno Greenwich Village ⁴, aveva il compito di as-

¹ Cfr. C. SASSI, *Parrocchia della Madonna di Pompei in New York, 1892-1942*, Roma, 1946; P. MARIO FRANCESCONI (a cura di), *Storia della Congregazione Scalabriniana*, Centro Studi Emigrazione, Roma, 1973, vol. II, pp. 122-125 e vol. IV, pp. 149-153; A. MAURIELLO, *Our Lady of Pompei. New York City. It's first 25 years*, Fordham University, 1967, Graduate School of Arts and Sciences; M. COSENZA, *Our Lady of Pompei in Greenwich Village, in 75th Anniversary*, May 7th 1967, New York, 1967.

² Per una bibliografia esauriente rimando a *Migrazioni. Catalogo della Biblioteca del Centro Studi Emigrazione*, Roma, 1972 (ora aggiornato fino al 1980), a cura di L. Bertelli, G. Corcagnani e G.F. Rosoli. Di grande utilità per questa ricerca sono risultati due studi in particolare, ampiamente utilizzati nel corso di questo lavoro: S.M. TOMASI, *Piety and Power: the Role of the Italian Parishes in the New York City Metropolitan Area, 1880-1930*, Center for Migration Studies, New York, 1975 e C. F. WARE, *Greenwich Village, 1920-1930. A Comment on American Civilization in the Post-War Years*, Octagon Books, New York, 1977 (I edizione: 1935). Da segnalare inoltre, di imminente pubblicazione, il lavoro di D. TRICARICO, *The Italians of Greenwich Village*, Center for Migration Studies, New York, 1984.

³ Principali fonti utilizzate: Archivio della «Società di San Raffaele», 1891-1921; Archivio di «Nostra Signora di Pompei», 1892-1933; registri dei matrimoni, 1892-1933; registri dei battesimi, 1892-1933; Archivio Generalizio Scalabriniano di Roma. Di scarsa utilità sono invece risultati i giornali italiani di New York, in quanto solo episodicamente si riferivano in particolare alla comunità italiana del Village. Il bollettino mensile della chiesa non è stato utilizzato poiché esso nacque solo nel 1940; così pure non è stato utilizzato l'archivio della scuola parrocchiale di Nostra Signora di Pompei, che decolla solo agli inizi degli anni '30. Per avermi permesso l'utilizzo delle fonti citate ringrazio p. Lidio Tomasi, direttore del Center for Migration Studies di New York; p. Silvano Tomasi per i suoi competenti consigli sulla scelta della chiesa e sulle fonti da utilizzare; p. Charles Zanoni, attuale parroco di Nostra Signora di Pompei; p. Mario Francesconi, direttore dell'Archivio Generalizio Scalabriniano di Roma e infine p. Gianfausto Rosoli, del Centro Studi Emigrazione di Roma per i suoi preziosi consigli nella stesura definitiva del testo.

⁴ Sulla Società di San Raffaele cfr. C. SASSI, *op. cit.*, p. 25 e M. FRANCESCONI, *op. cit.*, p. 122. Sulla nascita delle chiese nazionali italiane a New York cfr. S. TOMASI, *op. cit.*, pp. 93-

sistere i nuovi emigranti italiani al momento del loro arrivo a New York, aiutandoli nella prima difficile fase della ricerca di un alloggio e di un lavoro e soprattutto occupandosi delle loro donne e dei loro figli.

La Società forniva naturalmente assistenza religiosa ai nuovi arrivati: a questo scopo padre Bandini volle aprire nel 1892 una piccola cappella all'interno della sede della Società e la dedicò a Nostra Signora di Pompei. La cappella si rivelò fin dagli inizi insufficiente a garantire i necessari servizi ai sempre più numerosi emigranti italiani che ad essa facevano riferimento⁵: di qui il progetto di padre Bandini di utilizzare una chiesa protestante abbandonata, al n. 218 di Sullivan Street.

Il progetto si concretizzerà nel 1895, ma non sarà padre Bandini, bensì padre Zaboglio, ad assumere il ruolo di parroco di questa sfortunata sede che vede nel giro di pochi anni non pochi problemi — finanziari e non — tra cui un incendio in cui muore il sacrestano e si ustiona padre Zaboglio⁶. A distanza di pochi anni, nel 1899, padre Zaboglio acquista una nuova chiesa al n. 210 di Bleeker Street, di fronte a Minetta Lane, per ritirarsi subito dopo in Italia in pensione: prende il suo posto padre Demo, che resterà parroco di Nostra Signora di Pompei per 35 anni⁷.

Quella di Pompei non era la prima né l'unica delle missioni italiane del Village⁸: essa costituiva tuttavia, specialmente sotto la gestione di padre

105. La Società di San Raffaele continuerà ad operare fino al 1924. Dal 1902 si affiancherà ad essa la Società per la Protezione degli Immigranti Italiani, di carattere laico, con cui la Società di San Raffaele non entrerà in competizione ma instaurerà buone relazioni. Il presidente della Società per la Protezione degli Immigranti Italiani infatti nel suo messaggio ai membri della Società così affermava nel 1904: «Le vostre relazioni con ...la Società di San Raffaele sono completamente soddisfacenti e di grande vantaggio per gli immigranti italiani. La Casa di San Raffaele si occupa delle donne e dei bambini degli immigranti». The Society for the Protection of the Immigrants, III Annual Report, 1904, in «Gino Speranza Papers», box n. 13, New York Public Library.

⁵ P. Bandini, in una sua lettera a padre Zaboglio, di un anno successiva all'apertura della cappella, così lamenta: «Egli è per questo che [l'anno scorso] visto che nulla si otteneva da altre parti, pensai di aprire una cappella con casa... L'attuale cappella è ancora troppo piccola, non vi si possono fare funerali (ché non vi saprebbe come farvi entrare la cassa) ed altre funzioni col dovuto decoro». Lettera Bandini e Zaboglio, New York, 11 febbraio 1893, Center for Migration Studies, Archives. Collection: Saint Raphael Society Records, box n. 1 (005), 1890-1895.

⁶ Sulla successiva destinazione di p. Bandini e sulle vicende della parrocchia cfr. C. SASSI, *op. cit.*, e M. FRANCESCONI, *op. cit.*

⁷ P. Demo fu richiamato in Italia nel 1933 per rendere conto ai suoi superiori di alcune irregolarità amministrative e finanziarie emerse nel corso di un'inchiesta sulla sua amministrazione. Sulla vicenda cfr. Archivio Generale Pia Società dei Missionari di San Carlo, Scalabriniani. Posizione: Madonna di Pompei, New York. Parroco: P. Antonio Demo, c.s. Oggetto: 1899-1933. 583/8.

⁸ Nella stessa area del Village, in Sullivan Street, sorgeva la chiesa di S. Antonio da Padova; non lontano dal Village, in piena Bowery, San Giocchino e, nel Lower East Side, San Giuseppe. Sul panorama delle chiese italiane a Manhattan cfr. Federal Writers' Project, *The Italians of New York*, New York 1938, pp. 75-79 e S. TOMASI, *op. cit.*, pp. 137-139. Si erano

Demo, un centro religioso e sociale insieme, come vedremo, cui molte migliaia di fedeli facevano riferimento. È vero che le cifre non possono mostrare che l'aspetto formale quantitativo della frequenza dei fedeli all'attività della parrocchia: è anche vero tuttavia che l'enorme crescita del numero dei parrocchiani nel primo ventennio di vita della chiesa la pone come presenza attiva insostituibile nella vita della comunità italiana della zona.

Sul numero dei fedeli «iscritti» a Nostra Signora di Pompei non si hanno dati esatti: sono andati infatti perduti gli «Status Animarum» di quei decenni. Da una serie di indicazioni sporadiche tuttavia (tratte da lettere, opuscoli, bollettini ecc.) se ne può individuare, sia pure in termini approssimativi, il numero⁹. Dalle poche centinaia di parrocchiani dei primi anni '90 si passa a circa 10 mila verso la fine del secolo, toccando la punta massima di circa 25 mila intorno al 1910 e iniziando un costante graduale declino nei due decenni successivi. L'aumento del numero dei parrocchiani nel primo ventennio di vita della chiesa coincide ovviamente con l'aumento dell'emigrazione italiana, che proprio a cavallo del secolo assume caratteristiche di emigrazione di massa, specialmente dall'Italia meridionale. Un primo calo sostanzioso si verifica in occasione della prima guerra mondiale, quando alcune migliaia di giovani italiani emigranti, non naturalizzati americani, tornano in Italia per adempiere al servizio militare. Il calo più sensibile si verifica però dopo l'approvazione del «quota law» all'inizio degli anni '20, che impone severe restrizioni all'afflusso di nuova emigrazione. Decresce quindi il numero degli italiani della zona per il quasi totale arresto del flusso migratorio ma anche per una parziale diaspora degli italiani più abbienti che lasciano i fatiscanti appartamenti del Village, come vedremo, per spostarsi prevalentemente nelle aree residenziali dei sobborghi di New York, fuori Manhattan.

Il massiccio calo del numero dei fedeli nel corso degli anni '20 non pare comporti però un indebolimento nel rapporto tra parrocchia e parrocchiani: quando infatti motivi urbanistici (il prolungamento della 6th Avenue) impongono la demolizione della chiesa e di conseguenza la costruzione di una nuova parrocchia, essa viene interamente costruita con i fondi dei parrocchiani, all'epoca circa 14 mila. La nuova chiesa, costruita tra Bleeker Street e Carmine Street e inaugurata nel 1928, coinvolge realmente gli italiani della zona a tutti i livelli, anche se sono prevalentemente i «prominents» della comunità a condurre le iniziative per la raccolta dei fondi¹⁰. Il

verificati dei tentativi da parte delle chiese protestanti di convertire gruppi di emigranti italiani cattolici al protestantesimo, senza però ottenere risultati di rilievo. Sulla vicenda cfr. A. MAURIELLO, *op. cit.*, p. 21 e C. WARE, *op. cit.*, p. 299.

⁹ Tra le fonti cfr., oltre alla citata bibliografia sulla parrocchia: *L'Apostolo degli italiani emigranti nelle Americhe*, Piacenza, 1909, p. 65; *Nel 25° Anniversario dell'Istituto dei Missionari di San Carlo per gli Italiani emigrati*, Roma, 1912, pp. 10-11; *Il parrocchiano di San Gioacchino, 1888-1913, 1913*, p. 19, in Archivio Generale Scalabriniano.

¹⁰ P. Demo costituisce un comitato generale di laici perché lo assista nella raccolta dei fondi necessari alla costruzione della nuova chiesa, quasi 900 mila dollari: il comitato crea una

rapporto tra chiesa e comunità trascende l'aspetto strettamente religioso: il fatto che una istituzione italiana acquisisca maggiore prestigio — e l'imponenza della nuova costruzione a questo tendeva — accresce automaticamente il prestigio della comunità che da essa è rappresentata, una comunità che alla fine degli anni '20 non è più composta da poveri emigranti sradicati.

Fin dai primi anni di emigrazione la parrocchia di Nostra Signora di Pompei aveva infatti svolto, più di altre istituzioni, quali il Consolato, la stampa italiana o le numerose associazioni etniche, un ruolo fondamentale, al di là dell'aspetto strettamente religioso, nel processo di inserimento della comunità italiana nel contesto americano, grazie soprattutto alle notevoli capacità di padre Demo di mediare tra esigenze diverse, spesso contrastanti. La chiesa italiana si trova infatti di fronte a spinte contraddittorie nel corso dei vari decenni: per gli italiani di prima generazione ¹¹, che al loro arrivo non avevano neppure una chiara consapevolezza di costituire un gruppo etnico nazionale, oltre che di paese, la chiesa agisce come elemento di mediazione, mostrando loro la realtà di una chiesa nazionale, al di là del santo patrono del paese di provenienza, parlando loro una lingua comune, al di là dei dialetti locali, contribuendo cioè a inculcare loro la propria identità etnica. Ma proprio per il fatto che la chiesa costituiva l'unico o il principale legame col vecchio mondo, col proprio passato, i primi emigranti cercano di ritrovare in essa la stessa chiesa che avevano lasciato nei paesi di provenienza, mostrando forti resistenze ad abbandonare le pratiche religiose di un tempo, in particolare le processioni per il santo patrono del proprio paese.

Gli italiani di seconda generazione, d'altra parte, nati e cresciuti a New York, mai stati in Italia, non avrebbero accettato del tutto una chiesa legata solo ad un passato a loro estraneo — o conosciuto solo indirettamente attraverso i propri genitori — ed a manifestazioni di religiosità popolare viste dalla società americana spesso come manifestazioni di superstizione più che di religione. Di qui la necessità di un'abile mediazione tra madrepatria e patria di adozione, tra prima e seconda generazione, che padre Demo riesce a gestire con lungimiranza nel suo lungo periodo di attività di parroco. Egli da un lato supera gradualmente, senza tuttavia ignorarle, le pratiche religiose legate al vecchio mondo, in cui i giovani non si sarebbero potuti riconoscere; dall'altro mantiene un'atmosfera caratteristica italiana essenziale ai primi gruppi di emigranti per preservare la propria identità etnica. Alle vecchie usanze religiose padre Demo contrappone inoltre una serie di altre iniziative, non esclusivamente religiose ma legate alla chiesa, con

Loyal Builders League of Our Lady of Pompei di cui fanno parte solo coloro che contribuiscono con almeno 75 dollari al fondo. Cfr. *The Loyal Builders Bulletin*, Center for Migration Studies, Archives. Collection: Scalabrini Fathers in North America, Our Lady of Pompei, New York City, box n. 6.

¹¹ Per prima generazione si intende generalmente quella nata in Italia ed emigrata in Usa; per seconda generazione quella nata in USA da genitori nati in Italia; per terza generazione i loro figli.

lo scopo di una graduale integrazione della comunità italiana nella società americana, che non comporti però la totale perdita della identità culturale italiana.

Padre Demo punta quindi ad una presenza attiva della chiesa per ogni esigenza in ogni fase della vita dei suoi parrocchiani, organizzando gruppi, religiosi e non, per entrambi i sessi e per ogni età. È il parroco stesso a descrivere in una sua lettera del 1914 al Rev. Sorrentino i vari servizi offerti dalla parrocchia ai circa 20 mila fedeli della zona: «In questa parrocchia fioriscono: la Società di San Giuseppe con 200 capi di famiglia. La Società del Rosario con 500 madri di famiglia. La Società del Sacro Cuore con circa [cifra illeggibile] membri. La Società delle Figlie di Maria con 300 e più ragazze. La Società di San Luigi con 200 ragazzi. La Società delle [parole illeggibile] con un centinaio di membri. Il Circolo della Madonna di Pompei per giovani e il Circolo Gioventù Femminile per le ragazze. Ciascuna società ha il suo regolamento e le sue adunanze, confessione e comunione mensile. Esiste la Confraternita della Dottrina Cristiana, composta del numero sufficiente per l'insegnamento del catechismo ai ragazzi e di scelte ragazze abili allo scopo. Il numero non è mai inferiore a 65»¹².

Risulta evidente l'intento di padre Demo di andare incontro alle esigenze dei giovani allo scopo di limitare gli inevitabili conflitti generazionali, aggravati in questo caso da un traumatico scontro di valori così contrastanti, che portava non di rado al fiorire di gangs giovanili di delinquenti. Alle attività religiose citate nella lettera di padre Demo vanno aggiunti inoltre numerosi clubs a scopo social-ricreativo, gruppi sportivi, feste¹³, oltre a un gruppo teatrale incaricato nel periodo pasquale di recitare la passione di Cristo. A partire dal 1930 si aggiunge anche una scuola parrocchiale ai già esistenti asilo e doposcuola. L'impegno del parroco non è diretto a coprire un vuoto di associazioni italiane presenti nella zona, che anzi abbondava di società di vario tipo, assistenziale, ricreativo, sportivo, culturale, ecc.: la chiesa piuttosto si affiancava ad esse con una sua precisa specificità che consisteva appunto nella fusione di attività, religiose e non, per uomini, donne, ragazzi, ragazze e bambini.

Chiesa e parroco ricoprono quindi, al di là della loro funzione strettamente religiosa, una funzione sociale di aiuto in molti campi. Lo testimoniano le centinaia di lettere che padre Bandini prima e padre Demo poi ri-

¹² Lettera di p. Demo al Rev. Sorrentino, 6 novembre 1914, in Saint Raphael Society Records, box n. 5.

¹³ Da numerose interviste a emigranti italiani, specialmente donne, vissute nell'area del Village nel periodo in cui era parroco p. Demo risulta che principale, se non unico, divertimento per le donne italiane, oltre al cinema, erano le «churches festivals» e i pic-nic organizzati dalla parrocchia. Cfr. The City College of the City University of New York. Department of History. Institute for Social History: Oral History Project. Le interviste, che risalgono agli anni 1973-1974, si trovano attualmente presso il Tamiment Institute della New York University.

cevevano o inviavano con richieste di aiuti per trovare alloggi o lavoro o ospedali o denaro: molto numerosi i «casi difficili»¹⁴. Questo tipo di richieste di aiuto, oltre alle numerose lettere contenenti le richieste più strane, mostrano una figura di parroco con un rapporto personale positivo con la comunità. Le altre associazioni italiane svolgono pure un ruolo di grande rilievo nel processo di inserimento degli emigranti italiani nella società americana: tuttavia è solo la chiesa che funge da punto di riferimento anche materiale per i suoi parrocchiani, che a loro volta manifestano con elemosine relativamente elevate la loro gratitudine¹⁵.

Allo scopo probabilmente di non dividere la comunità al suo interno, mantenendo così un rapporto stabile tra la Chiesa e la comunità tutta, padre Demo non assume atteggiamenti ben definiti rispetto agli eventi politici italiani, che non siano manifestazioni di generico attaccamento alla madrepatria¹⁶. Si tratta di manifestazioni di «italianità» più che di adesione ad un regime specifico: per quanto riguarda invece l'adesione o meno al regime fascista, un generale agnosticismo risulta dalle fonti consultate, sia prima che dopo il Concordato, se si escludono alcune eccezioni¹⁷. Il rapporto di conoscenza tra padre Demo e Fiorello La Guardia, futuro sindaco di New York e dichiarato antifascista, non aiuta certo a spiegare tale atteggiamento agnostico, che si può estendere invece a gran parte del clero italiano di New York. Sia «Il Crociato» che «Il Corriere della Domenica» infatti, entrambi portavoce del clero cattolico italiano di New York, pur non condannando la politica del governo italiano, non manifestavano tuttavia aperta adesione al regime fascista¹⁸.

¹⁴ Molto folta è infatti la corrispondenza, gli scambi di informazioni o di favori tra p. Demo e The New York Catholic Protectory, The Charity Organization Society of New York, The New York Association for Improving the Condition of the Poor e The Society of Saint Vincent de Paul riguardanti minori, figli di emigranti italiani, colpevoli di reati.

¹⁵ Cfr. la lettera di p. Demo a Hayes, cardinale dell'Archidiocesi di New York, il 10 marzo 1925, sulla generosità dei parrocchiani di Nostra Signora di Pompei, nonostante le loro precarie condizioni economiche. In: Our Lady of Pompei, box n. 6.

¹⁶ Fra le manifestazioni, alcune messe speciali per i soldati italiani caduti durante la prima guerra mondiale.

¹⁷ Tra le poche tracce di elogio di p. Demo a Mussolini cfr. la sua lettera a Luigi Barzini, editore del «Corriere d'America» a New York. Alla richiesta di aderire alla sottoscrizione aperta dal giornale per i vincitori italiani della coppa Schneider (gara di velocità per idrovolanti su circuito chiuso) p. Demo risponde, il 19 novembre 1926: «Il popolo italiano, saggiamente, giustamente e coscienziosamente guidato, afferra e produce. Quando sua eccellenza Benito Mussolini disse a De Bernardi: va e torna vincitore, fu una creazione di forza morale tanto ferrea che impresse carattere di fatto compiuto: gloria personale di De Bernardi, emanazione sintetica di attività dell'impareggiabile Duce...». In: Our Lady of Pompei, box n. 6.

¹⁸ Per un panorama della stampa cattolica italiana di New York cfr. S. TOMASI, *op. cit.*, p. 134.

Provenienza. La fonte principale per l'analisi della provenienza degli emigranti italiani nell'area della parrocchia è costituita dai registri dei matrimoni, che riportano il luogo di nascita degli sposi, e dai registri dei battesimi, che riportano il luogo di nascita dei genitori del battezzando¹⁹. Dai dati tratti dai registri parrocchiali, elaborati nella tabella n. 1, emergono delle variazioni sostanziali nel corso dei quattro decenni esaminati: fino all'inizio del secolo prevale, seppure con tendenza a decrescere, l'emigrazione dall'Italia settentrionale²⁰, in particolare dalla provincia di Genova; l'emigrazione dal centro Italia rimane costantemente minoritaria rispetto al nord e al sud; l'emigrazione dall'Italia meridionale aumenta enormemente, superando all'inizio del secolo quella dal nord Italia, fino alla fine degli anni '20, quando viene scavalcata dai figli degli italiani nati a New York, la seconda generazione di emigranti. Infatti dalla quasi totalità di nati in Italia alla fine del secolo si passa nel 1933 ad una percentuale di nati in Italia inferiore al 50%.

Fra gli emigranti nati in Italia, quelli provenienti dall'Italia settentrionale vanno via via quasi scomparendo: arrivati almeno mezza generazione prima dei meridionali, molti di essi si erano spostati da New York, prima tappa obbligata, ad altri luoghi degli Stati Uniti, in particolare in California²¹.

Andando ad analizzare più in particolare le città e i paesi italiani di provenienza emergono aspetti alquanto significativi: fra le città del nord Italia Genova, e soprattutto la sua provincia, è la città che fin dai primi anni di vita della parrocchia tiene la percentuale più alta, seguita dalle province di Parma, Piacenza, Torino, Pavia, Alessandria, Belluno. Spesso si tratta di emigrazione dalle città²², ma più frequentemente dai paesi di provincia. Dalla provincia di Genova, ad esempio, si verificano delle «ondate» migratorie da alcuni paesi che ricorrono molto spesso nei registri parrocchiali per un certo numero di anni e poi scompaiono del tutto²³. Si tratta presumibil-

¹⁹ Talvolta i nomi delle località di provenienza risultano incompleti o illeggibili o confusi.

²⁰ Non a caso nel lavoro del Federal Writers's Project *The Italians in New York*, cit., p. 21, non sono neppure menzionati gli italiani del centro e sud Italia: «Gli italiani settentrionali — è scritto — fondarono una colonia a sud di Washington Square».

²¹ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 152.

²² È presumibile però che talvolta gli sposi dichiarino la città anziché il paese di provenienza.

²³ I paesi più spesso dichiarati nella provincia di Genova risultano: S. Stefano d'Avento, Chiavari, Novi Ligure, Recco, Reppia, Montebruno, Camogli, Tribagna. Dalla provincia di Belluno: Pieve di Cadore. Dalla provincia di Parma: Borgotaro. Dalla provincia di Cuneo: Cogne, d'Alba.

TAB. 1: *Provenienza dei parroccchiani di «Nostra Signora di Pompei» (Composizione percentuale).*

	1893	1898	1903	1908	1913	1918	1923	1928	1933 ¹									
	A	A	A	A	A	A	A	A	A									
	B	B	B	B	B	B	B	B	B									
Nord Italia	81,5	90,9	59,7	58,8	40,8	51,0	37,7	32,6	22,4	33,3	21,2	21,5	19,8	16,5	16,3	14,1	9,4	14,6
Centro Italia	2,6	0,7	1,9	4,5	6,6	4,9	5,6	5,1	3,1	4,5	6,1	4,9	7,2	5,6	7,4	5,7	3,1	3,1
Sud Italia e Isole	15,9	5,2	38,4	33,7	52,6	42,1	56,7	59,2	62,3	52,7	68,7	65,9	56,8	64,5	34,8	53,9	14,6	31,0
Tot. Italia	100,0	96,8	100,0	97,0	100,0	98,0	100,0	96,9	87,8	90,5	96,0	92,3	83,8	86,6	58,5	73,7	27,1	48,7
USA	—	3,2	—	3,0	—	2,0	—	3,1	12,2	9,5	4,0	7,7	16,2	13,4	41,5	26,3	72,9	51,3
Totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
N. assoluto	38	154	154	796	454	1.482	726	2.616	1.140	3.168	495	2.676	555	1.848	405	912	192	522

Fonte: Colonna A - registri dei matrimoni; soggetti rilevati: gli sposi.

Colonna B - registri dei battesimi; soggetti rilevati: i genitori.

¹ Dati relativi al periodo 1/5/32-30/4/33.

mente di gruppi familiari o di paese che seguono altri gruppi ad essi legati, probabilmente svuotando interi paesi ²⁴.

Per quanto riguarda l'emigrazione dall'Italia centrale è solo la Toscana, in particolare Lucca, a comparire di frequente. L'emigrazione dall'Italia meridionale invece ha carattere molto più di massa e comprende molte zone del sud, specialmente piccoli paesi della Basilicata, della Campania, della Sicilia, della Calabria, delle Puglie, del Molise ²⁵.

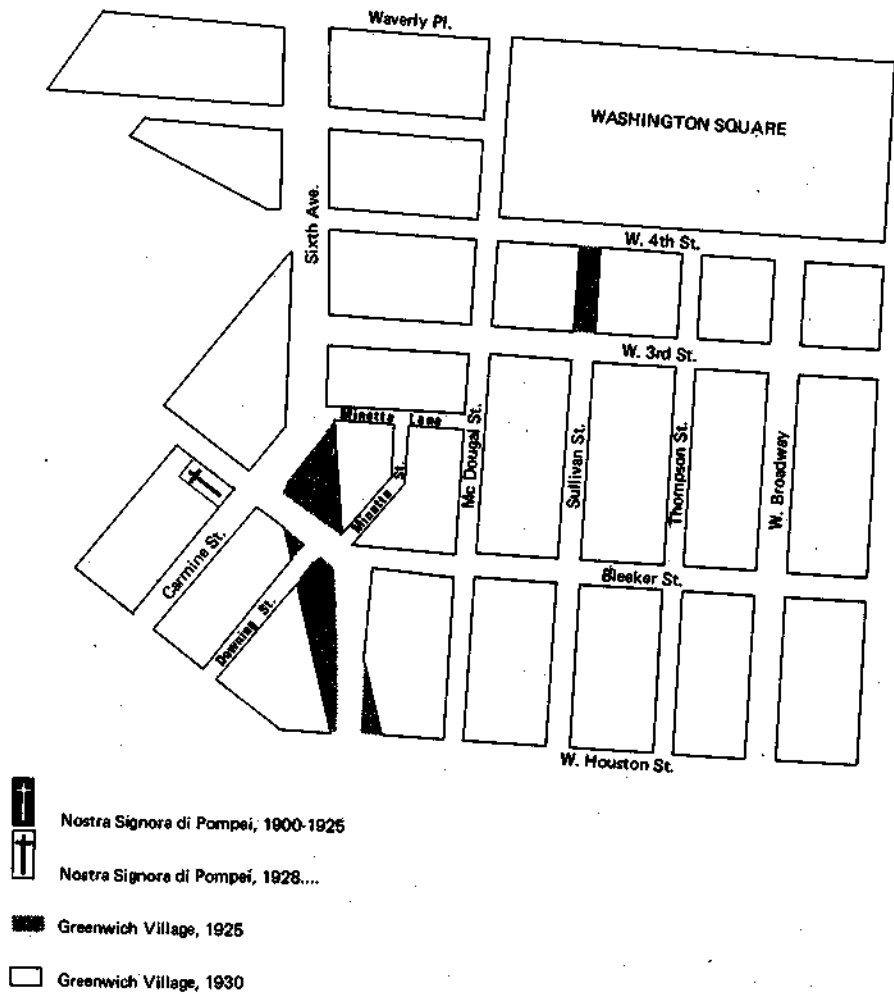
La tendenza iniziale degli italiani della parrocchia è quella di sposarsi con italiani dello stesso paese (i matrimoni tra italiani e non italiani, in genere cattolici irlandesi, sono percentualmente irrilevanti). Non sono rari i matrimoni tra parenti: almeno nei primi due decenni di vita della parrocchia infatti compaiono non di rado indicazioni di avvenute dispense matrimoniali per secondo grado di consanguineità. La percentuale di oltre l'83% degli sposi provenienti dallo stesso paese resta inalterata fino alla fine del secolo: comincia poi gradualmente a calare fino ad attestarsi negli anni '20 e '30 intorno al 50%. La percentuale rimane quindi molto elevata se si tiene conto che nella classificazione sono stati considerati di uguale provenienza solo i casi in cui gli sposi risultavano venire dallo stesso paese, non dalla stessa provincia o regione: continuano a risultare ancora poco frequenti i matrimoni contratti tra italiani del nord e del sud Italia.

Col passaggio dalla prima alla seconda generazione la percentuale degli italiani nati a New York diventa maggioritaria, tra la fine degli anni '20 e gli inizi degli anni '30, quando cioè risultano tangibili le conseguenze dell'arresto di nuova emigrazione avvenuto agli inizi degli anni '20. Va sottolineato come anche nella seconda generazione di emigranti italiani nati a

²⁴ Viene così confermato il fenomeno dell'emigrazione a catena: da sottolineare come l'emigrazione dalla provincia di Genova a San Francisco interessi prevalentemente due paesi, Lursica e Sestri Levante, che non compaiono tra i paesi della provincia di Genova da cui provengono gli italiani che emigrano a New York (o almeno nell'area della parrocchia). Per quanto riguarda l'emigrazione italiana a San Francisco dai paesi di Lursica e Sestri Levante cfr. D. CINEL, *From Italy to San Francisco. The Immigrant Experience*, Stanford University Press, Stanford, California, 1982.

²⁵ I paesi più presenti nella provincia di Potenza sono: San Fele, Moliterno, Stigliano, Avigliano, Gallicchio, Spinosa, Montemurro, Armento, Laurenzano, Tricarico. Dalla provincia di Matera: Monte Scaglioso. Dalla provincia di Napoli: Vico Equense, Casamicciola, Torre del Greco, Portici, Aversa, Gragnano, Ottaviano, Castellammare di Stabia. Dalla provincia di Salerno: Sarno, Aversa, Cetara, Molina, Colliano. Dalla provincia di Caserta: Capua, Piedimonte d'Alife, Arpino. Dalla provincia di Avellino: Attripalda, Mugnano. Dalla provincia di Palermo: Torretta, Bagheria, Corleone, Termini Imerese. Dalla provincia di Trapani: Alcamo, Marsala, Castelvetrano, Mazzara del Vallo. Dalla provincia di Agrigento: Porto Empedocle. Dalla provincia di Messina: Salina, Capo d'Orlando, San Fratello, Stromboli, Lipari. Dalla provincia di Reggio Calabria: Scilla, Bagnara, Palmi, Sinopoli. Dalla provincia di Bari: Torritto, Spinazzola, Ruvo di Puglia, Casamassimo, Terlizzi, Bitetto, Palo del Colle, Bitonto, Trani, Bisceglie, Corato, Acquaviva delle Fonti. Dalla provincia di Foggia: Cerignola, San Severo. Dalla provincia di Chieti: Teramo, Lanciano, Giulianova.

Fig. 1. - *Nostra Signora di Pompei e Greenwich Village dall'inizio del secolo.*



New York rimanga quasi immutata la tendenza a sposarsi, oltre che tra italiani, tra vicini di casa: gran parte degli sposi viene infatti, oltre che dallo stesso rione (l'area della parrocchia), dalla stessa via, col numero civico spostato di pochi isolati.

Insiediamento. La definizione geografica dell'area in cui vivono gli italiani che fanno riferimento alla parrocchia si basa essenzialmente sui dati tratti dai registri dei matrimoni contratti nella chiesa di Nostra Signora di Pompei: in tale occasione infatti entrambi i contraenti matrimonio dichiaravano la propria abitazione²⁶. Su tale base è stata elaborata la mappa dell'area in cui vivevano i parrocchiani. Una conferma evidente della prevalente «italianità» della zona è costituita dalle mappe elaborate dal Tenement House Department di New York nel 1902-1903²⁷ in cui all'interno di ogni isolato risultano abitazioni di colore diverso a seconda del gruppo etnico che le abita. Sulla base di tale fonte risultano a stragrande maggioranza italiana le abitazioni delle strade che fanno parte dell'area della chiesa²⁸. Nostra Signora di Pompei, come abbiamo visto, cambia più volte sede, seppure all'interno della stessa area, dal 1892 al 1928, anno della sua definitiva sistemazione; negli stessi decenni inoltre vengono compiute modifiche urbanistiche nell'area del Village, con numerose demolizioni e ricostruzioni: tutto questo tuttavia non pare modificare sostanzialmente l'area di riferimento della parrocchia.

La mappa qui allegata è di mia elaborazione: l'area italiana è situata nel Village ma non coincide con esso; inoltre essa non corrisponde esattamente a un «ward», a una zona cioè esattamente delimitata, come nel caso delle mappe elaborate dal Tenement House Department. I confini da me delineati non sono nella realtà confini rigidi: non esisteva infatti un vero e proprio «ghetto» esclusivamente italiano, nel Village o in altre zone di New York, bensì numerosi insediamenti a prevalenza italiana²⁹.

²⁶ L'abitazione dichiarata è quella precedente il matrimonio: non risulta invece il domicilio futuro degli sposi.

²⁷ Cfr. New York City Tenement House Department, *First Report, 1902-1903*, vol. II.

²⁸ Anche la guida di New York elaborata dal Federal Writers' Project nel 1939 definisce l'area a sud di Washington Square una «sezione di Little Italy». Cfr. *New York City Guide*, prepared by the Federal Writers' Project of the Works Progress Administration in New York City, New York, Octagon Books, 1970 (I edizione: 1939), p. 137.

²⁹ L'analisi delle variazioni intercorse nell'arco di tempo in esame si è rivelata molto difficile per grossi problemi di comparazione di una stessa area nel corso dei decenni: cambiano infatti confini e definizioni di «ward», «assembly districts», «sanitary districts», «tracts», ecc. Inoltre i dati dei censimenti ogni dieci anni non riportano regolarmente il numero degli italiani a seconda delle aree. Il Tenement House Department inoltre non ripubblica negli anni successivi le modifiche avvenute nella composizione etnica della zona. Per una comparazione della stessa area del Village a distanza di oltre trenta anni cfr. *Atlas of the City of New York, Borough of Manhattan*, G. W. BROOMLEY and Co., Philadelphia, 1899 (corrected may 1902) e *Manhattan Land Book, City of New York*, G. W. BROMLEY and Co., New York, 1934.

Da un'analisi delle strade a maggioranza italiana ³⁰, isolato per isolato, emergono i dati relativi alla qualità delle loro abitazioni. Risulta in primo luogo che si tratta prevalentemente di abitazioni popolari del tipo «old law tenement», il criterio valido fino al 1901 che considerava abitabili anche abitazioni con stanze senza finestre, prive di acqua corrente e con i servizi igienici in comune. Nel 1901 la «new law tenement» stabilisce per legge che le nuove case popolari vengano costruite con criteri igienici più avanzati, in particolare per quanto riguarda i servizi igienici e la luminosità dell'abitazione ³¹. Ciò non modifica tuttavia le numerose abitazioni costruite secondo i vecchi criteri, che nel 1930 risultavano ancora maggioritarie nel Village ³².

In tali condizioni, aggravate dall'alta densità di italiani per stanza ³³, l'affitto mensile non poteva che essere molto basso. La stragrande maggioranza degli italiani della zona, circa l'80%, pagava un affitto mensile compreso tra i 5 e i 20 dollari ³⁴. Se si considera che il salario mensile di un manovale italiano a New York nel 1904 si aggirava intorno ai 40 dollari e che il salario medio annuo dei lavoratori italiani nel 1900 era anche superiore, intorno ai 533 dollari ³⁵, l'affitto pagato risultava mediamente sostenibile.

La zona in cui aveva sede la parrocchia, come abbiamo visto, risulta a maggioranza italiana: gli altri gruppi etnici che occupano la restante parte dell'area della parrocchia sono prevalentemente gli irlandesi e i tedeschi ³⁶. La caratteristica di zona «bohemian» che il Village va assumendo nel corso degli anni non risulta ancora quantificabile. A giudicare dalla percentuale irrisoria dei matrimoni misti, tra italiani e non, la comunità italiana della zona pare chiusa in sé stessa, senza interessare rapporti con i gruppi etnici confinanti, talvolta con rapporti conflittuali tra gangs giovanili di nazionalità diversa.

³⁰ Le strade che risultano a maggioranza italiana sia dai registri parrocchiali che dalle mappe del Tenement House Department sono: Sullivan St., Thompson St., West Houston St., Mac Dougal St., Carmine St., Bleeker St., Downing St. Non risultano variazioni di rilievo nei decenni successivi.

³¹ Sui criteri stabiliti dalla «new law tenement» cfr. New York City Tenement House department, *op. cit.*, e C. WARE, *op. cit.*, pp. 26-27.

³² Cfr. la mappa riportata in C. WARE, *op. cit.* Sulle pessime condizioni igienico-sanitarie della zona cfr. *ibid.*, pp. 378-379.

³³ Frequenti i cenni alla forzata convivenza con numerosi parenti in spazi angusti nelle interviste ad emigranti italiani. Cfr. Oral History Project, *op. cit.*

³⁴ Cfr. N.Y.C. Tenement House Department, *op. cit.*, relativamente al ward 8 e al ward 15.

³⁵ Cfr. T. KESSNER, *The Golden Door. Italian and Jewish Immigrants mobility in New York City, 1880-1915*, New York, Oxford University Press, 1977, p. 58 e p. 66.

³⁶ Ciò risulta dalle mappe del Tenement House Department. Per quanto riguarda gli altri gruppi etnici presenti nel Village, ma non numerosi nell'area della parrocchia, cfr. C. WARE, *op. cit.*, pp. 127-128.

Consistenza numerica. Il numero dei parrocchiani di Nostra Signora di Pompei risulta alquanto approssimativo, come già visto. Calcolare il numero degli italiani che vivevano nella stessa area, compresi quelli che non frequentavano la parrocchia, è ancora più difficile. Infatti i dati dei censimenti non sono sempre comparabili tra di loro, decennio per decennio, perché non risultano sempre classificati contemporaneamente per gruppo etnico e per area metropolitana. Quello che emerge tuttavia da tali dati, seppure in misura non esatta, e viene confermato da altre fonti³⁷, è la tendenza ad una enorme crescita dell'emigrazione italiana fino al primo decennio del secolo e ad un calo progressivo nei due decenni successivi nella zona italiana della parrocchia.

I dati tratti dal censimento del 1890, precedenti il massiccio flusso migratorio dall'Italia meridionale, sono alquanto precisi: gli italiani che abitano nelle strade dichiarate nei registri parrocchiali sono circa 8 mila (9.200 italiani nel Village) su circa 13.500 stranieri (24 mila stranieri in tutto il Village) su circa 30 mila abitanti nell'area della parrocchia (56.600 abitanti in tutto il Village)³⁸. Ciò significa che nell'area della parrocchia quasi il 50% degli abitanti risultava straniero e di essi circa il 60% italiano. Nel Village invece gli italiani costituiscono circa il 40% degli stranieri: la parrocchia quindi, rispetto al Village che pure di italiani ne ospita molti, si trova fin dalla sua fondazione in un'area a più alta intensità di italiani.

I dati tratti dal censimento del 1900 non sono classificati in base al gruppo etnico di appartenenza: da essi risulta un aumento degli abitanti del Village di oltre il 40%³⁹. Dal 1900 al 1910, gli anni in cui il flusso migratorio dall'Italia meridionale acquista caratteristiche di massa, gli italiani del Village superano il 50% della popolazione, la quale invece non aumenta sensibilmente in assoluto: avviene cioè in quel decennio una parziale sostituzione degli italiani alla popolazione locale. Nella più ristretta area della parrocchia gli italiani nel 1910 risultano quasi 23 mila, oltre il 60% della popolazione totale del Village⁴⁰.

Tra il 1910 e il 1920, in particolare dopo il 1915, anno in cui numerosi italiani tornano soldati in Italia, inizia il calo della popolazione italiana nell'area della parrocchia, che diminuisce di circa 3 mila italiani⁴¹. In realtà

³⁷ In particolare cfr. C. WARE, *op. cit.*, pp. 156-157.

³⁸ Cfr. Department of the Interior. Census Office. *Vital Statistics of New York City and Brooklyn*, Washington D.C., 1894.

³⁹ Cfr. *Bulletins of the Twelfth Census of the United States*. Census Office, Washington, 1900, Bulletin 38.

⁴⁰ Cfr. Department of Commerce and Labor. Bureau of the Census. *Thirteenth Census of the United States taken in the year 1910*. Statistics for New York, Washington, G.P.O., 1913. Cfr. inoltre: *Statistical Sources for Demographic Studies of Greater New York*, 1910. Published by New York City 1910 Census Committee, Inc. 1912, edited by Walter Laidlaw; *Cities Census Committee, Population of the City of New York, 1890-1930*. Walter Laidlaw ed., New York, 1932.

⁴¹ Cfr. Department of Commerce. Bureau of the Census. *Fourteenth Census of the United States. State Compendium, New York*, Washington, G.P.O., 1924. Cfr. inoltre *Statistical Sources*

diminuisce tutta la popolazione del Village, mentre la tendenza al calo degli italiani e degli stranieri in generale è estendibile alla più vasta area del Lower East Side e a sud della 14th Street ⁴².

Con la «quota law» del 1921 e la politica anti-emigrazione del governo fascista in Italia dopo il 1927, si conferma e si accentua la tendenza al calo degli italiani, non solo nel Village ma in tutti gli Stati Uniti: bloccati i nuovi arrivi dall'Italia inizia la graduale americanizzazione dei vecchi arrivati, con il passaggio dalla prima alla seconda generazione di italiani. I dati tratti dal censimento del 1930 costituiscono un'ulteriore conferma della tendenza al calo della popolazione del Village in generale e al calo degli italiani in misura più che proporzionale ⁴³. Aumenta di conseguenza il peso e il numero della popolazione americana bianca ⁴⁴, segno che la zona si va sempre più caratterizzando come «bohemian» e attraendo gli artisti di altre zone di New York e di altre città degli Stati Uniti.

La graduale e parziale sostituzione nel corso degli anni '20 di popolazione americana bianca ai precedenti gruppi emigranti, con la conseguenza che molte abitazioni vengono ristrutturate e affittate a prezzi più alti, comporta sostanziali modifiche nel quartiere sia nella sua struttura urbanistica che nella sua fisionomia etnica. Un grosso cambiamento alla struttura urbanistica del quartiere viene inoltre apportato nel 1925 dal prolungamento della 6th Avenue che, tra l'altro, causò, come abbiamo visto, la demolizione di Nostra Signora di Pompei.

Il graduale esodo dal Village nel corso degli anni '20 di una notevole parte di popolazione italiana tuttavia non pare dovuto al cambiamento nella fisionomia, e quindi nei prezzi, del quartiere. Al contrario, da una serie di interviste condotte nel 1931 da C. Ware ad emigranti italiani risulta che le famiglie italiane che lasciano il Village vanno a vivere in abitazioni migliori e più costose ⁴⁵. Non si tratta di un esodo compatto verso un'altra zona di New York: le famiglie italiane si dividono tra Brooklyn, principalmente, e New Jersey, Bronx, Long Island e Staten Island in misura maggiore che in altre zone di Manhattan. Dalle stesse interviste risulta inoltre che la scelta non è neppure in parte motivata dalla vicinanza con il luogo di lavoro, che spesso risulta invece ancora nell'area del Village. La scelta pare quindi dettata quasi esclusivamente da esigenze di miglioramento in termini materiali, e quindi anche sociali, della propria «qualità della vita».

Attività lavorativa. I dati raccolti nei registri dei matrimoni riguardanti l'occupazione degli sposi, o meglio del solo sposo, risultano purtroppo ca-

for Demographic Studies of Greater New York, 1920. Published by New York City 1920 Census Committee, Inc. 1922. Edited by Walter Laidlaw.

⁴² Cfr. *Population of the City of New York, 1890-1930*, cit., p. 243.

⁴³ Cfr. Department of Commerce. Bureau of the Census. *15th Census. Population. Families.* 1933, vol. IV. Cfr. inoltre *Population of the City of New York, 1890-1930*, cit.

⁴⁴ Cfr. *ibidem*.

⁴⁵ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, pp. 27-30.

renti: l'occupazione infatti non compare affatto fino a circa il primo quindicennio del secolo ed anche successivamente essa non viene riportata per la totalità dei casi ⁴⁶. Inoltre non emerge dai registri una serie di dati fondamentali riguardanti il lavoro delle donne, di cui non risulta quasi mai l'occupazione. Altre indicazioni suggeriscono invece quanto fosse frequente il lavoro femminile, anche se non è possibile quantificarlo, in genere lavoro a domicilio o nell'industria di fiori artificiali che sorgeva nel Village ⁴⁷ o nell'industria dell'abbigliamento. Il lavoro veniva in genere interrotto nei periodi di gravidanza e puerperio ⁴⁸. Così pure non emerge dai dati il tipo di occupazione clandestina, principalmente fabbricazione e vendita illecita di alcool, che era invece molto frequente tra gli italiani della zona specialmente negli anni del Proibizionismo ⁴⁹.

Nonostante tali limiti nei dati raccolti, gli elementi che emergono dai registri parrocchiali sull'occupazione sono tuttavia molto significativi. Il criterio di classificazione delle occupazioni è stato suggerito dai dati stessi, a seconda della frequenza con cui apparivano i mestieri più tipici degli italiani nell'area della parrocchia. La tabella n. 2 mostra come le occupazioni più frequenti siano quelle autonome, principalmente quelle di artigiano e commerciante, rispetto a quelle dipendenti, come manovale o meccanico, cosa che costituirà un elemento di sicurezza nelle fasi più acute della Depressione. È plausibile che l'acquisizione di alcuni mestieri artigianali, come cuoco, sarto o barbiere, sia avvenuta in Italia prima dell'emigrazione, almeno per quanto riguarda la prima generazione di emigranti. Per quanto riguarda le attività commerciali, esse risultano in gran parte inserite nella comunità italiana allo scopo di fornire un servizio, come nel caso dei numerosi negozi alimentari italiani o delle attività di import-export di prodotti italiani o dei ristoranti con cucina regionale italiana.

La percentuale di lavoratori dipendenti non risulta quantitativamente irrilevante, sia nel caso delle occupazioni che non richiedono alcuna professionalità (i manovali sono circa il 20%), che in quelle che richiedono una certa professionalità (i meccanici tra i 10 e il 20%). Altra notazione suggerita dalla tabella riguarda la tendenza alla stabilità nella struttura delle occupazioni: i dati di cui disponiamo non mostrano modificazioni di rilievo nel corso del quindicennio.

⁴⁶ Non sono neppure utilizzabili i dati tratti dai censimenti rilevati ogni dieci anni riguardanti l'occupazione: essi infatti non sono classificati per gruppo etnico in base alla zona di abitazione.

⁴⁷ Il volume del Federal Writers' Project sugli italiani di New York riporta che «il numero maggiore di fabbriche di fiori artificiali si trova nell'area immediatamente a sud di Washington Square o a West Third Street, West Houston Street, Bleeker Street e West Broadway», sottolineando come la maggior parte del lavoro avvenga a domicilio. *The Italians in New York*, cit., p. 188.

⁴⁸ Alcuni cenni al lavoro femminile nella zona si trovano nelle interviste di Oral History Project, *op. cit.*

⁴⁹ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 53 e p. 170.

TAB. 2: *Struttura occupazionale dei parrocchiani di «Nostra Signora di Pompei» (Composizione percentuale).*

Professioni	Anni			
	1918	1923	1928	1933 ¹
Meccanico	20,8	10,3	14,5	9,9
Manovale	17,0	24,1	10,1	20,8
Commerciante	17,0	8,6	20,3	13,9
Sarto	15,1	6,9	5,8	5,9
Artigiano	9,4	24,1	17,4	15,8
Autista	9,4	10,3	17,4	11,9
Cameriere	3,8	5,2	1,4	2,0
Cuoco	1,9	5,2	4,4	7,9
Barbiere	1,9	3,4	5,8	2,0
Altri	3,7	1,9	2,9	0,9
Totale	100,0	100,0	100,0	100,0
N. assoluto	265	290	207	101

Fonte: Registri dei matrimoni.

¹ Dati relativi al periodo 1/5/32-30/4/33.

Per quanto riguarda i livelli di sindacalizzazione dei lavoratori italiani della zona, essi non risultano, com'è ovvio, dai registri parrocchiali: è però presumibile che, al contrario che in altre zone di New York e in altri settori lavorativi dove la sindacalizzazione degli italiani era piuttosto alta, fosse alquanto scarsa la coscienza sindacale degli italiani del Village, visto che le industrie della zona non erano numerose né ad alta intensità occupazionale⁵⁰.

Italianità e americanizzazione: dinamica della trasformazione dei valori tra prima e seconda generazione tra i fedeli di Nostra Signora di Pompei.

Alle inevitabili trasformazioni di valori che universalmente si verificano nel passaggio da una generazione all'altra vanno aggiunti, nel caso in

⁵⁰ Riferimenti alla scarsa sindacalizzazione degli italiani del Village nelle interviste di Oral History Project, *op. cit.* e in C. WARE, *op. cit.*, p. 65.

esame, quelli dovuti allo scontro tra due culture molto diverse. I mutamenti, sia materiali che di valori, che avvengono tra gli italiani del Village nel corso del quarantennio che va dal 1892 al 1933 risultano quindi assai vistosi: ma non in tutti i campi allo stesso modo.

Abbiamo visto come il numero degli italiani nell'area della parrocchia decresca irreversibilmente a partire dalla prima guerra mondiale e come questo comporti un sostanziale mutamento nella caratterizzazione del Village, che va esercitando una sempre maggiore attrazione su un tipo di popolazione americana più colta e intellettuale. La mobilità degli italiani della zona risulta diretta quasi esclusivamente fuori Manhattan, mentre è scarsa quella all'interno del Village: le abitazioni degli italiani che rimangono nell'area infatti risultano rimanere nelle stesse vie approssimativamente per tutto il quarantennio. La scelta di rimanere in zona non è necessariamente dettata dal desiderio di restare tra connazionali: da una serie di interviste fatte nel 1931 agli italiani del Village risulta infatti che più della metà degli italiani di oltre 35 anni e i tre quarti di quelli al di sotto dei 35 anni non preferisce vivere in un'area a prevalenza italiana ⁵¹.

Degli italiani che rimangono molti preferiscono non allontanarsi dal luogo di lavoro. La struttura occupazionale degli italiani dell'area della parrocchia risulta infatti alquanto stabile: nel 1933 una percentuale di oltre il 50% degli italiani della zona lavora nel campo del commercio o dell'artigianato (prevalentemente cuochi, sarti e barbieri).

Degli italiani rimasti nell'area della parrocchia è cambiata in gran parte la provenienza, com'è ovvio: il blocco di nuova emigrazione agli inizi degli anni '20 comporta che gli sposi degli anni '30 siano nati in maggioranza a New York. Si tratta in media di giovani tra i venti e i trenta anni che, nonostante gli sforzi di padre Demo di andare incontro agli interessi non solo religiosi della seconda generazione, risultano molto meno praticanti dei loro genitori. Dallo stesso campione di interviste sopra citato si rileva infatti che il 16% dei giovani italiani al di sotto dei 35 anni non frequenta affatto la chiesa, contro il 4% degli italiani che hanno più di 35 anni; inoltre il 70% dei giovani non osserva le festività obbligatorie della chiesa, contro il 33% degli ultra-35enni ⁵².

L'istituzione che più di altre risente del conflitto tra modelli diversi è senz'altro la famiglia: la famiglia patriarcale tipica dell'Italia meridionale al momento dell'impatto aveva garantito sicurezza ai suoi membri e protezione da ciò che era esterno ad essa e pericolosamente diverso da essa. Definendo ruoli rigidi al suo interno, la famiglia italiana aveva però reso particolarmente deboli i suoi membri a livello individuale nel momento in cui essi si trovavano ad affrontare l'esterno. La stabilità della famiglia viene mes-

⁵¹ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 193. Si tratta di una serie di interviste condotte nel 1931 da un gruppo di sociologi diretto da C. Ware a 144 italiani del Village, di cui 93 di età compresa tra i 18 e i 35 anni e 51 di oltre 35 anni.

⁵² Cfr. *ibidem*.

sa a dura prova col passaggio dalla prima generazione, nata in Italia, caratterizzata da un forte conservatorismo rispetto ai vecchi valori, e i loro figli, che quotidianamente si trovano di fronte ad altri modelli di famiglia molto più adeguati al tipo di società circostante. La famiglia italiana perde gradualmente consistenza e valore per una seconda generazione di italiani molto più proiettata verso organizzazioni socio-istituzionali che familiari. Le interviste di cui sopra ci forniscono a tale proposito alcune indicazioni: il 99% dei giovani italiani, contro il 70% degli italiani con più di 35 anni, non crede che il matrimonio dovrebbe essere organizzato dai genitori. Inoltre — e questo conferma l'avvenuto allontanamento dei giovani dalla chiesa — il 61% dei giovani italiani non crede che il divorzio sia inammissibile, contro il 12% dei meno giovani ³³.

Per quanto riguarda il numero dei figli, la famiglia italiana si «americanizza» piuttosto presto, abbandonando così l'idea della famiglia numerosa come sinonimo di benedizione. Nei dati tratti dal censimento del 1920 il numero medio dei figli per famiglia nella parte italiana del Village risulta di solo 2,5. Nel censimento del 1930 risulta calato a 1,7: inoltre solo il 21,4% delle famiglie italiane del Village risulta composto di quattro persone, cioè con due figli. Solo il 6,5% delle famiglie aveva più di cinque figli ³⁴. Le interviste condotte nel 1931 alle famiglie italiane del Village confermano tale tendenza a mantenere le famiglie poco numerose: mentre il 48% degli italiani che hanno più di 35 anni continua a ritenere che la famiglia numerosa sia una benedizione, l'86% dei giovani intervistati rifiuta tale concezione tipica della famiglia patriarcale. Né i giovani intervistati (per il 54% contro il 31% degli italiani più anziani) considerano i figli come possibili contribuenti all'economia familiare, quanto piuttosto come peso economico ³⁵.

Anche nei rapporti all'interno della famiglia si verificano notevoli cambiamenti: in base alle stesse interviste citate la maggioranza degli italiani di seconda generazione, per il 64%, mettono in discussione o rifiutano l'autorità del marito, ma anche una buona parte dei meno giovani, il 34%, è d'accordo. Per quanto riguarda invece il problema dell'autorità dei genitori sui figli l'approccio degli italiani tutti, giovani e meno giovani, è più tradizionale: solo il 15% degli italiani al di sotto dei 35 anni e solo il 2% dei meno giovani rinuncia all'idea che i figli debbano obbedienza assoluta ai genitori ³⁶. Di fatto questo dovere viene accettato o subito dai figli più nella forma che nella sostanza: il pesante controllo della famiglia, specialmente del padre e dei fratelli, sulle ragazze veniva aggirato attraverso gli incontri clandestini, usando magari la complicità delle amiche ³⁷. A tali sotterfugi si

³³ Cfr. *ibidem*.

³⁴ I dati tratti dai censimenti del 1920 e 1930 sono riportati in C. WARE, *op. cit.*, p. 140 e p. 476.

³⁵ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 193.

³⁶ Cfr. *ibidem*.

³⁷ Cenni al problema in alcune delle interviste di Oral History Project, *op. cit.*

sottoponevano prevalentemente le figlie femmine, mentre i maschi godevano di una minore «protezione» da parte della famiglia⁵⁸. Ancora nel 1930 solo il 45% degli italiani con più di 35 anni rifiutava l'idea che una ragazza non dovesse uscire di casa se non con il proprio fidanzato, contro l'83% dei più giovani⁵⁹.

Nonostante i numerosi cambiamenti nei vari campi avvenuti nel corso di 40 anni tra prima e seconda generazione, anche per i più giovani tuttavia il fatto di «sentirsi italiano» è ben lontano dallo scomparire. Che si tratti di una reazione di difesa contro chi li aveva discriminati o aveva discriminato i propri genitori, piuttosto che una genuina manifestazione di solidarietà di gruppo etnico è probabile. Tuttavia la percentuale irrisoria dei matrimoni misti nell'area della parrocchia ancora nel 1933 dimostra come l'esigenza di rimanere anche dopo il matrimonio all'interno del gruppo etnico di appartenenza sia ancora alquanto sentita⁶⁰.

Col passare degli anni aumentano ovviamente i matrimoni in cui almeno uno dei contraenti è nato a New York: che si tratti di italiani è verificabile senza rischio di equivoci dal cognome degli sposi. Nei registri dei matrimoni e dei battesimi del 1893 risultano quasi esclusivamente italiani i nomi dei battezzandi, dei loro genitori, dei loro padrini e degli sposi. La tendenza alla diminuzione nell'uso dei nomi italiani è omogenea nel caso di tutti e quattro i soggetti: nel 1933 la percentuale di nomi italiani varia dal 69,5% al 75,3%, ma risulta ancora attestata intorno al 90% nel 1928: ciò significa che solo alla fine degli anni '20 si verifica il salto verso il cambiamento, con la maturità della seconda generazione. La percentuale del 25%-30% di nomi non italiani nel 1933 risulta tuttavia in gran parte composta di nomi italiani americanizzati oppure si verifica che sia italiano il primo nome e americano o americanizzato il «middle name», quando c'è. Diminuisce presto anche l'abitudine di dare al neonato, specie se maschio, il nome del padrino, mentre aumenta con gli anni la tendenza dei genitori ad avere per i propri figli padrini con nome americano (ma naturalmente cognome italiano).

Nei primi decenni di emigrazione l'analfabetismo degli italiani era notoriamente molto diffuso, enormi le difficoltà e le lentezze nell'imparare l'inglese: specialmente le ragazze infatti, più dei ragazzi italiani, dovevano spesso lasciare la scuola dopo pochi anni per contribuire all'economia familiare trovando un'occupazione⁶¹. Con la seconda generazione, che compie un curriculum scolastico più lungo nelle scuole pubbliche di New York, si verifica il contrario: nel 1931 la metà dei più giovani e il 57% degli italiani

⁵⁸ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, pp. 405-406.

⁵⁹ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 193.

⁶⁰ Dai registri parrocchiali dei matrimoni di Nostra Signora di Pompei non risultano ovviamente i matrimoni avvenuti in altre parrocchie, anche se uno o entrambi gli sposi provenivano dal Village.

⁶¹ Cenni al problema in alcune delle interviste di Oral History Project, *op. cit.*

che hanno più di 35 anni risponde all'intervistatore di essere incapace di parlare italiano, ma solo dialetto⁶². Tuttavia nel 1931 il numero dei giornali in italiano venduti quotidianamente nelle edicole del Village risulta relativamente alto: 536 copie del «Progresso Italo-Americano», 353 copie del «Corriere d'America», 234 copie del «Bollettino della Sera»⁶³. È vero che in genere i giornali in italiano editi a New York contenevano una sezione in inglese, per invogliare alla lettura i giovani italiani della seconda generazione: ciò testimonia tuttavia quanto sentita fosse l'esigenza di avere notizie sia sull'Italia che sugli italo-americani di New York, di cui i giornali americani si occupavano raramente e marginalmente.

Nonostante che le fonti utilizzate in questa sede non sempre permettano una comparazione sistematica tra la comunità italiana del Village quale si era venuta delineando agli inizi del suo insediamento e la stessa comunità dopo circa quattro decenni, è possibile tuttavia da quanto finora analizzato azzardare qualche conclusione. Abbiamo visto quali mutamenti sostanziali siano avvenuti con gli anni nella comunità italiana, principalmente per quanto riguarda la loro presenza numerica nella zona, il loro luogo di provenienza, il minore attaccamento alla chiesa etnica, il diminuito uso della lingua italiana. Tutto ciò conferma lo stato di ormai avanzata disgregazione degli italiani in quanto comunità del Village degli anni '30, processo iniziato all'epoca della prima guerra mondiale quando molti figli degli emigranti raggiungono la maturità. Alla graduale disgregazione della struttura sociale italiana come si era venuta organizzando avevano concorso, come abbiamo visto, vari elementi: principalmente la perdita dei membri della comunità, in parte andati a vivere in altre zone di New York, in parte rientrati in Italia, e il blocco di nuova emigrazione, che impedisce la crescita numerica della comunità stessa. Ma è soprattutto l'impatto con le istituzioni americane e l'accettazione dei nuovi valori, imposti attraverso i mass media e soprattutto attraverso la scuola, che rende la seconda generazione molto più proiettata verso interessi e valori diversi da quelli dei propri genitori.

Nonostante tutto ciò, alcuni aspetti presenti nella seconda generazione di emigranti italiani denunciano quanto difficilmente sia eliminabile il riferimento alle proprie radici culturali, seppure in un contesto ostico che tende ad omogeneizzare ogni differenza culturale e linguistica. La tendenza presente anche nella seconda generazione di italiani del Village a sposarsi ancora prevalentemente tra connazionali, a rimanere nelle vecchie abitazioni — almeno per quelli che rimangono in zona —, a continuare lo stesso tipo di lavoro dei genitori, insieme a numerosi altri fattori, prova come la perdita dell'identità culturale italiana non sia totale.

Rimane cioè per questa seconda generazione di italiani un certo senso di identità etnica che va sicuramente al di là del rispetto delle tradizioni sopravvissute al processo di integrazione (e che tra l'altro erano spesso già ca-

⁶² Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 193.

⁶³ Cfr. C. WARE, *op. cit.*, p. 469.

dute in disuso in Italia). Si tratta senza dubbio di una «italianità» particolare, di chi non è probabilmente mai stato in Italia ed ha quindi della patria di origine principalmente un'idea riportata dai genitori o da quello che i genitori ricordano dello specifico paese di provenienza. È stato giustamente definito un «nazionalismo di sangue»⁶⁴, difficilmente quantificabile trattandosi di stati d'animo più che di comportamenti esteriori, che pare ancora presente per questa seconda generazione di italiani nati a New York e che tenderà a scomparire nella generazione successiva.

PATRIZIA SALVETTI
Università di Roma

⁶⁴ *The Italians in New York*, cit., p. 224.

Summary

This article examines a small Italian immigrant community in Greenwich Village, a neighborhood in New York City, where an Italian parish, Our Lady of Pompei, had been established since 1892. The quantitative and qualitative evolution of this community from 1892 to 1933 is the chief focus of this study. Through its microanalysis a portrait of the daily life and of the value system of this community is drawn, in particular, of the changes which have occurred from one generation to the next.

Parish records containing data on marriages and baptisms and many other sources were consulted to delineate the essential characteristics and the transformation of the Italian community over the 40-year period examined. It has thus been possible to reconstruct which small towns the Italian immigrants came from, which streets in Greenwich Village they settled in, what kinds of dwellings they lived in and what their occupations were, in addition to charting their numerical variations from the turn of the century to the early '30s.

Résumé

Cette recherche analyse une petite communauté d'immigrés italiens dans un quartier de New York, Greenwich Village, dans lequel depuis 1892 a été fondée la paroisse italienne Notre Dame de Pompei. Cette étude vérifie les variations quantitatives et qualitative dans la communauté dès 1892 à 1933: par la microanalyse on atteint une dimension de la vie et des valeurs de la communauté italienne du Village, en particulier pour ce qui concerne les changements des valeurs d'une génération à l'autre.

Grâce aux renseignements contenus dans les registres de mariage et de baptême, on arrive à établir les traits essentiels et les variations de la communauté pendant 40 ans, on reconstitue la provenance régionale, la carte des rues du Village dans lesquelles les immigrants s'étaient installés, et le genre de logement et d'activité professionnelle et les variations quantitatives de la fin du siècle au début des années '30.

The Economic Impact of the War of the Pacific (1879-1883) on the Italian Colony in Peru

On the sun-drenched morning of January 17, 1881, the victorious Chilean army marched peacefully into Lima, welcomed by scores of foreign flags flying from buildings throughout the city.¹ The flags, which gave a festive air to one of the saddest days in Peru's history, had been raised not to welcome the conquerors but to identify foreign-owned property in a desperate attempt to safeguard it from the destruction which would have accompanied a battle for the capital. Fortunately, that battle was averted, Lima was occupied peacefully, and both native and foreign property was spared.

Among the hundreds of foreign flags crowding Lima's sky, the Italian tri-color was the most conspicuous. The Italian was by far the largest foreign colony in Peru with more than 7,000² members and investments of Lit. 192,000,000³, the third largest after the English and the French. Those assets, which accounted for 10.2 percent of Italian investments in the Americas and which had made Italians in Peru the richest in the New World,⁴ were being gradually destroyed by the War of the Pacific.

¹ F. SANTINI, *Intorno al mondo a bordo della regia corvetta Garibaldi. Memorie di viaggio*, 2 vols. (Roma, 1886), I, pp. 213-214.

² JANET WORRAL, «Italian Immigration to Peru: 1860-1914» (Ph. D. Diss., Indiana University, 1972), p. 61; ANTONIO GALLENGA, «L'Italia: il suo commercio e le colonie,» *Nuova Antologia* (June 16, 1883), p. 703; CARLOS DE AMEZAGA, *Viaggio di circumnavigazione della regia corvetta Caracciolo negli Anni 1881, 1882, 1883, 1884*. 4 vols. (Roma, 1885-86), IV, pp. 41-42. Estimates on the size of the colony vary. The 1876 Peruvian census placed the number of Italians at 6,990, Gallenga at 8,995 in 1880, and Santini at 12,000. Santini's figure is much too high; Gallenga's is also inflated in part because by 1880 many Peruvian-Italians were claiming Italian citizenship in order to avoid the draft and to enjoy the protection accorded to neutrals during wartime. Thus, the 1876 census figure approximates most closely the true size of the colony. By 1879 the number had probably changed very little since the decade of the 1870s was not a prosperous one for Peru, and emigrants were not being attracted to her shores.

³ GALLENGA, «L'Italia,» p. 703. One sol equaled Lit. 4.58.

⁴ *Ibid.*, p. 703. According to Italian emigration statistics for 1881, the Italian per capita investment in those countries of the Americas with the largest Italian colonies were as follows

Italians began to suffer property losses soon after the outbreak of war in April 1879. Chile's strategy of disrupting Peruvian trade and tariff collection through the massive bombardment of coastal towns rather than through the more costly and difficult method of naval blockades proved less damaging to Peruvians than to foreigners who generally controlled most of the local businesses. Many foreigners suffered additional losses following the landing of Chilean troops whose pattern of drunken, destructive behavior was to reoccur monotonously throughout the active phase of the conflict. The property destroyed by the soldiers naturally included that of all nationalities, yet the Italians suffered disproportionately because they owned, among other things, most of the *pulperías*, the liquor-dispensing general stores to which the thirsty troops were generally attracted.⁵

The most severe incidents involving Italian property and lives took place at Pisagua, Mollendo, Tacna, Arica, and in the suburbs of Lima. In Pisagua the April 18, 1879, bombardments caused the death of one Italian and damages to the property of forty-four others for a loss totaling more than S. 300,000.⁶ During the assault and pillaging of the undefended city of Mollendo, six Italians suffered undetermined property damages; the Italian flag, which had been flying from the house of Consul Nicolás Conte, was trampled by Chilean soldiers; and Italians were falsely accused of setting fire to the local Catholic church.⁷ In March 1880, during the sacking of Tacna, practically all Italian establishments were pillaged, and those proprietors who had attempted to stop it were assaulted or killed. The city of Arica, taken on June 7, 1880, was, according to an eyewitness, reduced to

(in lire): Argentina, 5,036; Brazil, 3,857; Canada, 4,957; Chile, 8,090; Peru, 21,333; United States, 3,636; Uruguay, 5,833. The settlement in Peru was by far the most prosperous.

⁵ Fabio Sanminiatielli to Benedetto Cairoli, Santiago, May 8, 1879, Ministero degli Affari Esteri, *Documenti diplomatici relativi alla guerra tra la repubblica del Chili e le repubbliche del Perù e di Bolivia, presentati dal presidente del consiglio, ministro degli affari esteri Cairoli nella tornata del 1° Febbraio, 1881* (Roma, 1881), pp. 45-46 (hereinafter cited as *Cairoli, 1881*); Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, May 14, 1880, *Cairoli, 1881*, p. 242; Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, July 19, 1880, *Cairoli, 1881*, pp. 278-279. Italian investors were conspicuous in the areas of trade, industry, and commerce. For example, in addition to the *pulperías*, they owned numerous pharmacies, clothing stores, gift shops, and silk factories; they controlled virtually all textile and woolen mills; and they grew and sold most of the vegetables consumed in Lima. They also dominated virtually all activities connected with coastal navigation, port services, and fishing. See PIETRO PEROLARI MALMIGNATI, *Il Perù e i suoi tremendi giorni (1879-1881)* (Milano, 1882), p. 208; DOMENICO PAPPALÈPORE, «Cenni sul movimento della navigazione italiana nel porto di Callao,» *Bollettino Consolare* (May 1882), pp. 679-689.

⁶ G. B. Viviani to Cairoli, Lima, May 6, 1879, *Cairoli, 1881*, p. 43; Viviani to Cairoli, Lima, Sept. 2, 1879, *Cairoli, 1881*, pp. 94-98.

⁷ G. Robilliard to Foreign Office, Mollendo, March 15, 1880, *Cairoli, 1881*, pp. 234-235; Cairoli to Sanminiatielli, Rome, June 16, 1880, *Cairoli, 1881*, p. 230; Viviani to Cairoli, Lima, June 14, 1880, *Cairoli, 1881*, pp. 259-260; Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, May 12, 1880, *Cairoli, 1881*, p. 238.

"a pile of ...smoldering rubble." ⁸ The losses suffered by Italians in Tacna and Arica were reported at S. 593,681 or Lit. 2,6798,408. ⁹

It was, however, in the final battle for control of Lima in mid-January 1881 that foreigners in general and Italians in particular suffered most grievously. The bloody clash in the suburbs of the capital, which left "the ground radiating blood," ¹⁰ took a particularly heavy toll in Italian lives and property. Chorrillos, Barranco, and Miraflores, the sites of the bloodiest fighting, were further devastated after their occupation by Chilean troops. During the course of the occupation eleven Italians were killed, most while trying to protect their *pulperías*; and thirteen others, firefighters of the Garibaldi unit combating flames in Chorrillos, were mistaken for soldiers, arrested, and executed. ¹¹

The sacking of Lima's suburbs was accompanied by the simultaneous eruption of rioting in the capital itself where Peruvian mobs, including soldiers and officers, gave themselves to the pillaging and burning of sections of the city. In the rioting several Italians were wounded, one was killed, and considerable property was lost. ¹² More disastrous consequences for everyone were averted when foreigners assumed the police and military powers the Peruvian government was no longer able to exercise. Thus in Lima the rioting was quelled by para-military forces formed by members of the foreign colonies. They fought the rioters, killed several, imprisoned others, and disarmed most. ¹³ At the same time officers from foreign ships dislodged Peruvian snipers from positions throughout the city in order to complete the peaceful transfer of the capital to Chilean occupation, a compromise which had been arranged with the Chilean high command by the diplomatic corps and the commanders of the foreign fleets. ¹⁴

⁸ Viviani to Cairoli, Lima, June 28, 1860, *Cairoli*, 1881, pp. 267-268.

⁹ Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, March 31, 1881, Ministero degli Affari Esteri, *Documenti relativi alla guerra tra la repubblica del Chili e la repubblica del Peru e di Bolivia. Presentati alla Camera dal ministro degli affari esteri (Mancini) nella tornata del 7 Dicembre, 1881* (Roma, 1882), pp. 49-50 (hereinafter cited as *Mancini*, 1881).

¹⁰ SANTINI, *Intorno al mondo*, I, p. 212.

¹¹ Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, April 2, 1881, *Mancini*, 1881, pp. 55-57; EMILIO SEQUI, ENRICO CALCAGNOLI, *La Vita italiana nella repubblica del Perù: storia, statistica, biografie* (Lima, 1911), pp. C218-220. A fourteenth Italian bribed the commanding officer and was spared. This incident appears to be the genesis of the tale about the Garibaldi Legion of several hundred Italians fighting for Peru. In fact, no more than four or five fought for Peru (thereby losing their citizenship), and no one was killed in combat. The story of the Garibaldi Legion, however, was widely advertised, leading the press in Chile, in spite of official denials, to write harshly of the Italian colony in Peru and raising fears about the safety of the colony in Chile.

¹² SANTINI, *Intorno al mondo*, I, pp. 230-231.

¹³ *Ibid.*, p. 209; DE AMEZAGA, *Viaggio di circumnavigazione*, III, p. 482.

¹⁴ SANTINI, *Intorno al mondo*, I, pp. 209-210.

The fall of Lima on January 17, 1881, brought to a virtual end the military phase of the war. The danger to Italian property and lives was thus reduced but not ended. Over the next three years, Italians continued to suffer property losses caused in part by the occupation of Peru which reduced internal economic activity and which perpetuated political chaos in all but key locations along the coast. C. B. Viviani and Domenico Pappalopore, the Italian Ministers in Lima, repeatedly wrote of the abysmal conditions in Peru. In Lima "misery [was] taking ever more frightening proportions," the cost of food had "taken gigantic leaps," and the sol was worth practically nothing. There were no public services in the city, and thousands of Limenos fled the capital. The provinces, controlled by dictatorial prefects, were "prey to all types of oppressions and outrages which [paved] the way for anarchy and civil war."¹⁵ Chronically in need of money, some of the provincial caudillos resorted to confiscatory practices. Since few Peruvians had visible capital left, most of the money was taken from foreigners, and since the largest colony was the Italian, it was the one afflicted most onerously by the circumstances.¹⁶ In short, the Italian legation did not believe that Chilean occupation served well the economic interests of its colony by lending stability to Peruvian politics. On the contrary, it was seen as a drain on Italian resources and an impediment to the colony's recovery.

Continuous though smaller losses were also suffered at the hands of Chilean commanders who, charged with the responsibility of making the occupation pay dividends for their country, developed the practice, refined by General Patricio Lynch, of raising revenues by threatening the destruction of haciendas and towns unless a ransom was paid. Lynch was generally respectful of foreign property,¹⁸ but other Chilean commanders were less sensitive to diplomatic niceties and to the rights of foreigners.¹⁹ To the Italian colony and government, the most blatant and tragic violation of a neutral's rights was the Chiesa case. Emanuele Chiesa, a native of Genoa and a resident of Cerro de Pasco for more than thirty years, was compelled by Colonel Ambrosio Letellier to raise \$45,000 in exchange for his life.

¹⁵ Viviani to Cairoli, Lima, Feb. 21, 1881, *Mancini*, 1881, p. 34.

¹⁶ Domenico Pappalopore to Mancini, Lima, May 2, 1883, Ministero degli Affari Esteri, *Documenti Diplomatici presentati alla camera dal ministro degli affari esteri (Mancini) nella tornata del 16 Giugno, 1885. Guerra tra la repubblica del Chili e la repubblica del Peru e di Bolivia* (Roma, 1885), p. 27 (hereinafter cited as *Mancini*, 1885).

¹⁷ V. G. KIERNAN, «Foreign Interests in the War of the Pacific,» *Hispanic American Historical Review*, 36 (Feb. 1955), p. 27. In this article Kiernan reports that some foreign interests welcomed Peru's occupation by Chile as a stabilizing force. He does not identify those interests, but clearly the Italians were not among them.

¹⁸ Viviani to Cairoli, Lima, Nov. 11, 1880, *Cairoli*, 1881, p. 364; Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, Nov. 27, 1880, *Cairoli*, 1881, pp. 391-393.

¹⁹ Pappalopore to Mancini, Lima, March 28, 1883, *Mancini*, 1885, pp. 21-23.

The chronically ill Italian died following an arduous eight-day trip on horseback to Lima where he had gone to seek redress from the Chilean authorities.²⁰

Though his widow eventually was reimbursed the money, the Chiesa case became a symbol to the Italian community of the antagonism Chileans seemed to harbor against them. Italians, in fact, were hurt more by the war than any other foreign group. Numerous members of the community had been arrested, and some had been deported for supposed cooperation with the enemy. There had been the flag and church incidents at Mollendo, the murder of the eleven Italians outside of Lima, and the execution of thirteen others at Chorrillos. When the death of the thirteen was reported, the Chilean press "virtually without exception welcomed with cruel jokes, with rude insults, and with inhumane manifestations of joy the announcement of a ruthless slaughter."²¹ These outbursts can be explained in part by the belief among many important segments of Chilean society that all foreigners in Peru, but particularly the Italians, were pro-Peruvian.²² And even though the Italian colony was not singled out for cruel treatment, the fact remains that they were suffering massive losses and that reparation claims were growing in number with only a few recognized as valid by Chile. Ultimately the task of securing reparation for the rest fell upon the Italian representatives in Lima and Santiago.

Ministers Fabio Sanminiatielli, Roberto Magliano, and Silvio Carcano in Santiago and Viviani and Pappalepore in Lima, acting on specific and repeated instructions from four different foreign ministers,²³ were relentless in the search for a formula by which Italian claims could be satisfied. The task was not an easy one since during from 1879 to 1882 the Chilean government seemed unwilling to accept even the possibility of the legitimacy of most claims—not just those of the Italian community but those of the English, French, and German as well. Only after lengthy negotiations did the Chilean government accept the creation of arbitration commissions (Italian, French, English, and German) to rule on the validity of all war-damage claims. The Italian-Chilean Commission—composed of three members, one each named by Italy, Chile, and Brazil—was formally approved on December 7, 1882, and opened its proceedings on April 5, 1884, to deal with 440, or 60 percent, of the total claims filed with the commissions by the end of 1884. The value of Italian claims (S. 8,825,240.33, including S. 1,708,111.03 in interest) represented 32 percent of the total and 23 percent of the colony's assets in Peru.²⁴

²⁰ Viviani to Mancini, Lima, July 27, 1881, *Mancini, 1881*, pp. 127-128.

²¹ Roberto Magliano to Mancini, Santiago, June 24, 1881, *Mancini, 1881*, p. 103.

²² Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, July 19, 1880, *Cairoli, 1881*, pp. 278-279.

²³ Benedetto Cairoli, Pasquale Mancini, Agostino Depretis, and Carlo Felice Di Robilant.

²⁴ Magliano to Mancini, Santiago, Dec. 24, 1884, *Mancini, 1885*, pp. 348-351.

Italian claimants fared poorly in the commission's final decision. Part of the problem was that some claims were weak, thus their defense was not pursued.²⁵ Most of the others, which had arisen from Chilean military operations, were dismissed when the commission accepted Chile's argument that her military operations in Peru had been conducted according to international rules of combat.²⁶ This ruling did not end Italy's efforts on behalf of her subjects even though they were rendered hopeless by the French and English governments' decision to abide by a similar decision reached by the Franco-Chilean and Anglo-Chilean commissions.²⁷ In the end, few of the Italians received compensation for their losses.

The arbitration commission had been given no jurisdiction over the other two areas of conflict between Chile and foreign economic interests—the fate of the Peruvian nitrate and guano debts. Italian investments in both were substantial, but since the number of investors in the nitrate industry was much greater, the issue became more controversial and contentious.

In 1875 the Peruvian government expropriated 134 privately owned nitrate plants (*salitreras*) in the province of Tarapacá valued at S. 21,580,433. At the same time the Manuel Pardo administration sought to negotiate a loan for £ 7 million of which £ 4 million was to be applied to the redemption of the nitrate certificates it had issued as security of payment to the former owners of the plants. Unable to obtain the loan and thus meet its credit obligations, the Peruvian government turned over management of the expropriated industry to four Lima banks, which on July 13, 1878, named the *Compañía Salitrera del Peru* as the new manager. The *Compañía*, which assumed the responsibility to develop further the nitrate resources of Tarapacá, to service the debt, and to pay an annual sum to the government, raised new capital largely by the issuance of bonds using future earnings from the sale of Tarapacá's vast nitrate resources as

²⁵ Giacomo Malvano to Sanminiatielli, Rome, July 10, 1887, in *Terza Serie, Divisione Politica, 1867-1888, Trascritti tutti i dispacci dal ministero alle varie legazioni e consolati all'estero, Cile*, pacco 1129 (hereinafter cited as *Terza Serie, Cile*).

²⁶ Silvio Carcano to Depretis, Santiago, Sept. 18, 1885, *Ministero degli Affari Esteri, Documenti diplomatici presentati alla camera dal ministro degli affari esteri (Di Robilant) nella tornata del 17 Gennaio, 1887. Guerra tra la repubblica del Cile e la repubblica del Peru e di Bolivia (Roma, 1887)*, pp. 55-56 (hereinafter cited as *Di Robilant, 1887*). Di Robilant to Carcano, Rome, Nov. 1, 1885, *Di Robilant, 1887*, pp. 62-63. Francesco Crispi to Lagomaggiore, Roma, Dec. 9, 1887, *Terza Serie, Cile*, pacco 1129. Malvano to Prefettura di Genova, Rome, Nov. 11, 1887, *Terza Serie, Cile*, pacco 1129.

²⁷ France and England were, like Chile, engaged in imperialist wars during which citizens of neutral countries lost property. By accepting the commission's ruling, the two powers were helping to establish a precedent whereby foreigners could not demand reparation for war damages suffered under similar circumstances.

security.²⁸ Its role in the management of the industry was short-lived, for by late 1879 Chile occupied Tarapacá and on February 23, 1880, decreed that all nitrate refiners under contract to the Compañía Salitrera del Peru were to sell their product to the Chilean government which in turn would then sell it at auction at Valparaíso.²⁹

The decree caused consternation among certificate holders for the Compañía Salitrera was effectively replaced by the Chilean government which, without assuming the Compañía's responsibilities toward the creditors, became the manager of the nitrate industry.³⁰ Italians were prominent among the victims of the failed company. Fifty of them were reported to hold certificates worth an estimated five million soles (Lit. 22,900,000) or more than 12 percent of the total estimated value of Italian property in Peru.³¹ They organized a committee, sent a representative to Rome, and launched a lobbying campaign which succeeded in making the certificates issue a major source of friction between Italy and Chile.³² Foreign Minister Mancini, who guided Italian policy during most of this controversial period (1881-1885), placed "special and exceptional importance" on the matter because,³³ as Minister Viviani wrote from Lima, the loss of that capital "would cause... the full and complete ruin of many, many Italian families".³⁴ Official Italian diplomatic documents reveal the grave importance the government placed on the matter. They contain numerous reports on the situation, dozens of appeals to the Chilean government on behalf of the creditors, repeated protests against Chilean actions, and voluminous evidence of the continuous efforts to involve other great powers with similar concerns in a joint action on behalf of their subjects. Undoubtedly such pressure had an effect on Chile's ultimate decision in 1887 to reach a compromise and normalize relations with the European powers. However, the solution to the certificates controversy proved difficult to reach.

The major difficulty faced was confusion over the value and authenticity of the certificates. All the certificates issued by Peru in 1875 were

²⁸ For a history of these events see: ROBERT G. GREENHILL and RORY M. MILLER, «The Peruvian Government and the Nitrate Trade, 1873-1879,» *Journal of Latin American Studies* (May, 1973, pp. 107-131; WILLIAM WYNNE, *State Insolvency and Foreign Bondholders* (New Haven, 1951); C. A. McQUEEN, *Peruvian Public Finance* (Washington, Dept. of Commerce, 1926).

²⁹ Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, Ap. 12, 1880, *Cairoli, 1881*, p. 202.

³⁰ *Ibid.*, p. 203.

³¹ Viviani to Cairoli, Lima, Jan. 14, 1880, *Cairoli, 1881*, pp. 147-49; Pappalepore to Mancini, Lima, Dec. 8, 1883, *Mancini, 1885*, pp. 161-164; Pappalepore to Mancini, Lima, Dec. 8, 1883, *Mancini, 1885*, pp. 159-160; Diego Schiattino to Mancini, Lima, Aug. 15, 1883, *Mancini, 1885*, pp. 78-79; Mancini to Carcano, Rome, Jan. 15, 1884, *Mancini, 1885*, p. 166.

³² Mancini to Carcano, Rome, Jan. 15, 1884, *Mancini, 1885*, p. 166.

³³ *Ibid.*

³⁴ Viviani to Mancini, Lima, July 27, 1881, *Mancini, 1881*, p. 130.

secured by the hypothecation of the nitrate wealth of Tarapacá. The confusion was caused in part by the printing on only a portion of them the specific nitrate works (*oficinas*) for which they represented payment.³⁵ Those investors who had not been given that additional guarantee were threatened with loss of their investment because it was difficult for them to prove the authenticity of their certificate once the Chilean government decided to redeem them. There had been, for example, the issuance of counterfeit certificates which were undistinguishable from the genuine ones.³⁶ Additional confusion was caused by the issuance of bonds by the *Compañía Salitrera* during its brief tenure as manager of the industry, by the changing proprietorship of the certificates issued, and by their reputed value which by the 1880s was difficult to establish largely because of the dramatic devaluation of the sol and the accumulated unpaid interest.

On March 28, 1882, the Chilean government moved to resolve the issue by decreeing the devolution of the nitrate plans to their original owners, or to whoever owned at least three-fourths of the earmarked certificates. Those *oficinas* remaining unclaimed would be sold at auction with the proceeds distributed among individuals owning certificates pertaining to them.³⁷ The decree disregarded those investors with non-earmarked certificates on the ground that Chile, as a conquering nation, was not bound by "a general hypothecation of part of the territory of the defeated nation".³⁸

When first proposed this Chilean solution to the certificates problem seemed acceptable to Sanminiatielli in Santiago and to Mancini himself, who believed the political and economic conditions to be favorable to the nitrate industry and thus to its operators.³⁹ By 1882, however, the Italian government had come to agree with its subjects in Lima that the Chilean proposal was unjust and ruinous. Viviani, always an effective spokesman for the Italian investors in Peru, had warned Mancini in 1881 that the plan proposed by Chile would lead to the financial ruin of many Italian families. He had argued that even those who owned earmarked certificates would incur a substantial loss because in many cases the current value of the plants was substantially lower than it had been because the deposits had been already depleted by Chile.⁴⁰ To Viviani's warning were added, after

³⁵ Wynne, *State Insolvency*, p. 156.

³⁶ Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, Jan. 3, 1881, *Mancini*, 1881.

³⁷ Magliano to Mancini, Santiago, March 29, 1882, Ministero degli Affari Esteri, *Documenti diplomatici presentati alla camera dal ministro degli affari esteri Mancini nella tornata del 23 Gennaio, 1883. Negoziati col Cili e col Perù* (Roma, 1883), pp. 145-149 (hereinafter cited as *Mancini*, 1883); WYNNE, *State Insolvency*, p. 156.

³⁸ WYNNE, *State Insolvency*, p. 156.

³⁹ Sanminiatielli to Cairoli, Santiago, Jan. 3, 1881, *Mancini*, 1881, p. 14; Mancini to Italian Representatives in Various European Capitals, Rome, Aug. 22, 1881, *Mancini*, 1881, pp. 123-124.

⁴⁰ Viviani to Mancini, Lima, July 27, 1881, *Mancini*, 1881, p. 130.

the publication of the March 1882 decree, the lamentations of the Italian certificate holders, most of whom seemed to own non-earmarked certificates. One of their most prominent spokesman, Diego Schiattino, appealed personally to Mancini to make Chile respect "the fortune of the Italian subjects residing in Peru",⁴¹ and the committee's representative in Rome, G. A. Migliorati, bemoaned the fact that so many Italian subjects, having been denied for years an income from the certificates, were now destitute. Their only hope, he wrote, remained "an energetic diplomatic initiative from the government of their motherland, of which they are justly proud".⁴²

The Italian creditors' cause may have been just, but their arguments in its defense were weak and contradictory. On the one hand they demanded a strict interpretation of the 1875 agreement between Peru and the original certificate holders to argue that Chile must live up to every clause in the contract as if she were Peru,⁴³ while on the other they claimed that since Peru had mortgaged the resources of Tarapacá to the Compañía Salitrera, they no longer belonged to Peru and therefore could not be appropriated by Chile: "Chile cannot take from Peru... more than Peru herself could give". The nitrate plants, therefore, belonged to the certificate holders most of whom were citizens of neutral countries.⁴⁴ Obviously neither argument tried to recognize the international reality. Chile could not be bound completely by agreements made by Peru, nor could she be expected to turn over to a third party exclusive control of the wealth of a conquered province.

More reasonable, however, were the certificate holders' arguments that non-earmarked certificates must be redeemed, that compensation had to be given to those investors whose earmarked certificates applied to plants damaged since 1875, and that unpaid interest be added to the total value of the certificates.⁴⁵ Based largely on these arguments, the Italian government appealed to the Chileans to suspend the March 28 decree. Italy's initiative failed even though it was supported by the French government.⁴⁶ Magliano, who did not share Viviani's uncritical support of the certificate holders' committee, warned Mancini that the request to Chile to suspend the March decree would be fruitless and even counterproductive.⁴⁷ He pointed out that the decree was already a reality. The majority of the original oficinas owners supported it, as did many new investors, including four Italians who had purchased earmarked certificates of still profitable plants. By September

⁴¹ Schiattino to Mancini, Lima, Aug. 15, 1883, *Mancini, 1885*, p. 81.

⁴² Migliorati to Mancini, Rome, Dec. 9, 1883, *Mancini, 1885*, pp. 137-138.

⁴³ Italian Committee to Viviani, Lima, May 15, 1882, *Mancini, 1883*, pp. 175-177.

⁴⁴ *Ibid.*, pp. 177-179.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 179-184.

⁴⁶ Ressman to Mancini, Paris, Sept. 9, 1882, *Mancini, 1883*, pp. 216-217.

⁴⁷ Magliano to Mancini, Santiago, Sept. 15, 1882, *Mancini, 1883*, p. 258.

1882 they had already exchanged about S. 8,000,000 worth of certificates.⁴⁸ The opponents of the decree, including most Italians, were generally those investors who held non-earmarked certificates or who owned interest in unprofitable plants. Unable to sell their certificates at a price which approximated the original value, they wanted the Chilean government to suspend the decree and to divert a portion of the huge revenues it was collecting from nitrate sales to the purchase of the certificates.⁴⁹ The opponents not only failed to have Chile suspend the decree but saw its provisions part of the Peace Treaty of Ancón, signed between Chile and Peru in 1883. Article VIII of the treaty limited Chile's responsibility to certificate holders to the March 28, 1882, decree and made Peru responsible for any nitrate claim not satisfied by that decree.⁵⁰

The distressed certificate holders, following a course of action suggested to them much earlier by Magliano, sent a representative, Dante Cipriani, to Santiago to negotiate a compromise directly with the Chilean government. The negotiations were lengthy and unproductive since neither party seemed ready to take the first step toward a solution.⁵¹ Every time negotiations broke down, anxious Italians in Lima rushed to the legation to demand forceful action. Their despair did not go unnoticed by the Italian government, which understood that the certificates represented for many the only possession and that should negotiations fail they would become destitute.⁵² Mancini for one was convinced that the creditors' cause was just, their claims legally sound, and Chile was in a financial position to satisfy them. Consequently, he repeatedly reminded Italy's representatives in Santiago that "we accord a special and exceptional importance to the subject of the certificates", and instructed them to give certificate holders "efficacious support". It is also clear from Mancini's dispatches that his solicitude toward the certificate holders was sparked in part by requests from some deputies to assist the beleaguered creditors.⁵³

⁴⁸ *Ibid.*, pp. 258-259; Magliano to Mancini, Santiago, Aug. 7, 1882, *Mancini*, 1883, p. 224. Other certificate holders were also being compensated following the auctioning of unclaimed plants. They received 50 percent of the original value of earmarked certificates. Among the beneficiaries were a number of Italians. See Pappalepore to Mancini, Lima, Dec. 3, 1883, *Mancini*, 1885, pp. 159-160.

⁴⁹ Magliano to Mancini, Santiago, Aug. 7, 1882, *Mancini*, 1883, p. 224; Italian Committee to Mancini, Aug. 15, 1883, *Mancini*, 1885, pp. 159-160.

⁵⁰ Dante Cipriani to Pappalepore, Lima, Jan. 2, 1884, *Mancini*, 1885, p. 207.

⁵¹ Carcano to Mancini, Santiago, Nov. 14, 1884, *Mancini*, 1885, pp. 340-341.

⁵² Angelo de Gubernatis to Mancini, Lima, Feb. 4, 1885, *Mancini*, 1885, pp. 363-364.

⁵³ Mancini to Carcano, Roma, Jan. 15, 1884, *Mancini*, 1885, p. 166. The belief that Chile was in a financial position to satisfy the claims of the committee members was based on official Chilean publications which revealed a collection by Chile of 42,300,000 pesos between 1879 and 1885 from export fees on nitrate. See DE AMEZAGA, *Viaggio di circumnavigazione*, III, pp. 486-487.

Neither Italian nor French diplomatic efforts on the behalf of the certificate holders, however, rushed Chile into a solution to the crisis. Negotiations continued between the Chileans and Cipriani, who had become the representative of German, French, and Austrian creditors as well. The settlement offered by Chile would have paid the certificate holders one-third of the 1876 value, an offer Cipriani rejected.

Early in 1886 the Italian government became more actively involved in the dispute. Foreign Minister Di Robilant appointed a mission to Santiago, headed by a minister plenipotentiary, to deal directly with the Chilean government on behalf of Italian creditors. This initiative brought immediate results. By November 1886, three and one-half months after his arrival, Count Alessandro Fé helped iron out an agreement between Cipriani and the Chilean government by which payment for the certificate would be £ 105 for each title of S. 1,000, or S. 613 for each title of S. 1,000 (61 percent of the total), the highest percentage yet agreed to by Chile.⁵⁴ On February 15, 1887, the protocol was signed, finally terminating the conflict over the nitrate certificates to the satisfaction of the majority of the Italian creditors.⁵⁵ They had managed to make the best of a financially bleak situation. The fact remained, however, that 39 percent of their investments in the nitrate industry had been lost as a result of the war.

The dispute over guano also involved more than Lit. 20,000,000 of Italian capital. However, unlike the issues of war reparations and nitrate certificates, it proved to be of minimal concern to the Italian government because very few Italians were affected by it. Of the five parties with claims on the Peruvian guano, the two most important were the bondholders and the Dreyfus Brothers Company of Paris. The first, represented by two major committees, one dominated by English and the other by French bondholders, had named John Proctor as their representative to Santiago to lobby the Chilean government for redemption of the bonds secured by the sale of Peruvian guano. The second, the Dreyfus Company, a significant financial force in the Peru of the guano age, saw its considerable economic interests threatened after 1879 by the Chileanization of the guano deposit and by the bondholders' activities.⁵⁶ The company's legal and diplomatic maneuvers on its own behalf were indirectly supported by the Italian government because two of the remaining claimants to the guano debt, the *Compañía Consignatoria del Guano de Norte América* and

⁵⁴ Di Robilant to Carcano, Rome, Dec. 15, 1885, *Di Robilant*, 1887, p. 80; Magliano to Di Robilant, Santiago, Nov. 16, 1886, *Di Robilant*, 1887, p. 116; Magliano to Di Robilant, Santiago, Nov. 19, 1886, *Di Robilant*, 1887, p. 117.

⁵⁵ Depretis to Magliano, Rome, Ap. 1, 1887, *Terza Serie, Cile*, p. 1129.

⁵⁶ KIERNAN, «Foreign Interests,» pp. 15-17, 22, 25-26; Magliano to Mancini, Santiago, Dec. 25, 1881, *Mancini*, 1883, pp. 65-67; WYNNE, *State Insolvency*, pp. 135-153.

the Ugues and Calderoni commercial house, were Franco-Italian firms with claims similar to that of the Dreyfus Company.

The Compañía Consignatoria had received an exclusive contract from the Peruvian government to export guano to the United States in payment for various loans received between 1866 and 1875. The contract was to run for as long as it took the creditors to earn back the five million soles they had lent the government. The Compañía's major stockholders, controlling nearly half of the capital, were three Italian commercial houses of Lima, Rocco Pratolongo, Giuseppe Canevaro and Sons, and Giosué Rainusso. All three firms had lost their exclusive guano export rights with the Chilean occupation of the guano deposits. The Ugues and Calderoni commercial house had had a contract to export guano to the Mauritius Islands in payment for loans of S. 6,000,000 made to the Peruvian government³⁷. Like the Compañía it had lost that right after 1879, but unlike it the commercial house never sought the official assistance of the Italian government, nor, it appears, that of the French.

After the occupation of the guano deposits, Peru's creditors began negotiations with Chile on a repayment formula satisfactory to both. An equitable solution seemed to have been found with the publication of the February 9, 1882, decree which stipulated that bids would be accepted for the extraction and sale of one million tons of guano from occupied Peruvian territory with half of the revenue going to Chile and the other half to be deposited in the Bank of England for allocation among all legitimate guano creditors.

The bondholders were highly pleased with the decree, but the Dreyfus Company and the Compañía demanded its repeal. They argued that the guano earmarked for the sale had already been sold to and paid for by the companies. Since the guano was not Chile's to sell, buyers, Dreyfus warned, would expose themselves to legal action in European courts.³⁸ For its part the Compañía went on to argue that even if it could not retain exclusive guano marketing and sales rights to the United States, it should, at the very least, receive 50 percent of the sales revenues until the original loans were repaid.³⁹

Although suspension of the decree was strongly supported by the French and Italian governments, Chile, backed by England and Germany, implemented it as planned. As expected a long series of legal and

³⁷ Magliano to Mancini, Santiago, Dec. 25, 1881, *Mancini, 1883*, pp. 67-68. The fifth major guano creditor was the Oyague commercial house of Lima which had the exclusive right to guano exports to Cuba.

³⁸ Magliano to Mancini, Santiago, March 24, 1882, *Mancini, 1883*, p. 136; Magliano to Mancini, Santiago, July 3, 1882, *Mancini, 1883*, p. 210; Magliano to Mancini, Santiago, Aug. 26, 1882, *Mancini, 1883*, p. 233.

³⁹ Mancini to Magliano, Rome, May 10, 1882, *Mancini, 1883*, pp. 129-131; Magliano to Mancini, Santiago, Aug. 14, 1882, *Mancini, 1883*, pp. 229-230.

diplomatic maneuvers ensued, culminating finally in the February 5, 1910, signing of the Franco-Chilean agreement according to which the Compañía was entitled to 2/32 of the fund in the Bank of England set up through the sale of the one million tons of guano. The award based on the estimated annual percentage of exports by the Compañía during the ten years preceding the Chilean occupation. Since the fund had had a total of L. 558,566, the portion awarded to the Compañía was L. 34,910.⁶⁰

The Compañía's claim was settled as part of the Franco-Chilean agreement partly because the Italian government, never a strong advocate of the Compañía, totally lost interest in the case after 1887 when the Francesco Crispi government deemphasized Italy's role in the Americas in favor of a growing commitment to an imperialist policy in Africa.⁶¹

The matters of war damages, nitrate certificates, and the guano debt highlight the deep economic involvement of Italians in the economy of Peru and the manner in which they were affected by the War of the Pacific. Of the estimated Lit. 192,000,000 in Italian assets, nearly half became the object of claims against Chile, and only a very small portion of the amount was ever recovered. Virtually all of the nearly S. 9,000,000 in war damages, or 23 percent of the colony's assets, was lost, as were 39 percent of the S. 5,000,000 in nitrate certificates and an undetermined portion of the guano loans. The colony's well-being was also adversely affected by the political anarchy, the depressed economy, and the 95 percent devaluation of the paper currency which accompanied the Chilean occupation of Peru from January 1881 to the end of 1883. Because these losses were incurred not by absentee investors but by residents in Peru, the Italian government attempted to safeguard the colony's economic future first by working for a rapid end to the conflict. With peace unachievable it then assisted its members in securing compensation from the Chilean government through diplomatic representations on their behalf. In both cases Italy sought to act jointly with the other great powers, confident that her policy goals could not be otherwise obtained. Such cooperation, however, was rare. In most instances the great powers proceeded independently, thus rendering the well-intentioned Italian policy generally ineffectual and the protection of the colony's economic interests more difficult. In fact, the losses incurred by the colony were only partially recovered, leading to a protracted lessening of its economic well-being, and, for a brief time, to a drastic 30 percent reduction in its size.⁶² To be sure

⁶⁰ WYNNE, *State Insolvency*, pp. 164-168.

⁶¹ Crispi to Sanminiatielli, Rome, Sept. 12, 1887, Terza Serie, *Cile*, pacco 1129. A more important reason was the Compañía's decision to seek the diplomatic protection of France, believing that French influence and the economic power of the Dreyfus Company offered a better opportunity for a more satisfactory settlement with Chile.

⁶² Ministero Degli Affari Esteri, «Perù,» in *Censimento degli italiani all'estero alla metà dell'anno 1927* (Roma, 1928), table I. In 1891 the Italian population in Peru had declined to 4,511.

the colony rebounded from the losses suffered, and by the end of the 1880s, it was already playing an important role in the revival of Peru's economy. Italian entrepreneurs were by then helping to develop the petroleum industry and founding what was to become Peru's largest bank. By the early twentieth century, they had also quadrupled the number of commercial enterprise owned by Italians in 1879.⁶³ Nevertheless, Italian per capita investments in Peru were never to be as high as they had been in 1879, nor were the colony's total assets to be higher until after World War I. Thus, while in 1879 the colony's assets stood at S. 41,921,000 in 1903 and 1927 they were at S. 35,250,000, and S. 77,020,000 (at 1879 currency exchange values), respectively. Although total assets were greater in 1927, on a per capita basis they were slightly lower than in 1879.⁶⁴

Clearly, the War of the Pacific served the Italian community in Peru very poorly, for it seriously threatened its economic base. That the colony recovered was a testament to the resourcefulness of its members and to Peru's favorable political and economic climate after 1895.

ORAZIO CICCARELLI
The University of Southern Mississippi

⁶³ WORRAL, «Italian Immigration,» pp. 184, 216.

⁶⁴ ANTONIO FRANCESCHINI, *L'emigrazione italiana nell'America del Sud* (Roma, 1908), p. 748; Ministero degli Affari Esteri, «Perù,» p. 534. In 1879 the sol was worth Lit. 4.58; in 1901, Lit. 2.50; and in 1927, Lit. 2.52: Investments in 1901 stood at S. 64,578,500, and in 1927 at S. 140,677,000.

Summary

The essay underlines the economic consequences of the Chilean-Peruvian war in 1879-83 on the Italian community residing in Peru. The Italians constituted the most numerous and most affluent community. The loss of human lives was considerable. 11 Italians were killed during Lima's occupation by the Chilean troops and 13 others were executed because they were thought to be soldiers.

Many Italian properties were looted: 60% of the war damage claims were filed by Italians and only very few were dealt with. Very few shares of the societies for the mining of guano and nitrate were recuperated through a compromise settlement signed in 1887.

It is believed that approximately 40% of the investments of the Italians in Peru were lost and, as a whole, more than 23% of the Italian colony's assets were destroyed. It took the Italian community almost 50 years to reach the same economic prosperity as the one held in 1879.

Résumé

L'étude met en relief les conséquences économiques pour la collectivité italienne résidante au Pérou, 1879-83. Les italiens constituaient la communauté étrangère plus nombreuse et économiquement affermie. Les pertes en vies humaines ont été considérables: 11 italiens tués pendant l'occupation de Lima par les troupes chiliennes et 13 exécutés par erreur.

Beaucoup de propriétés d'italiens ont été pillées: le 60% des réclamations pour dommages de guerre était constitué par les réclamations des italiens, et une petite partie seulement a été acceptée. Les actions dans les sociétés pour l'exploitation du nitrate et du guano ont été récupérées, en mesure très réduite, par un compromis du 1887.

On estime que le 40% des investissements italiens au Pérou a été perdu et que, dans l'ensemble, plus du 23% des biens des italiens a été détruit. Il y a eu presque 50 ans à la communauté italienne pour atteindre les niveaux de prospérité économique du 1879.

La Federazione Socialista Italiana del Nord America tra autonomia e scioglimento nel sindacato industriale, 1911-1921

Questo saggio nasce dall'esigenza di uno studio più approfondito e articolato della storia degli italiani immigrati negli Stati Uniti e della loro partecipazione nel movimento operaio e nelle attività della sinistra italo-americana, dal momento che la massa italiana immigrata trovò espressione della propria volontà di lotta sia nell'attività sindacale all'interno del sindacato industriale che nella militanza politica socialista e anarchica.¹ Si tratta di una ricerca non rivolta soltanto alla storia delle idee, ma anche alla «storia sociale» di «microcosmi»: tale fu, infatti, la *Federazione Socialista Italiana del Nord America* che nei suoi momenti di maggior splendore non raggiunse mai più di 1.000-1.500 membri e scese addirittura a 200 nei momenti di crisi.

In questo settore di studi diversi autori hanno sollecitato un esame più approfondito del radicalismo italiano in America. Così Grazia Dore additava come campo d'indagine il modo in cui «...gruppi oscuri di militanti, spesso privi di capi qualificati, abbiano tentato di attuare un'azione autonoma di fedeltà alle proprie convinzioni».²

Nella stessa direzione si muoveva l'invito di Ernesto Racioneri,³ per una ricerca complessiva sull'emigrazione dei lavoratori italiani in relazione alla formazione e sviluppo del movimento operaio italiano e internazionale. Racioneri si soffermava poi sulla situazione delle «minoranze più attive» degli italiani nell'America del Nord, soggetti ad un «processo di immediata politicizzazione», sottolineandone la partecipazione attiva ai movimenti sindacali americani più radicali e soprattutto agli *Industrial Workers of the World*.

¹ Cfr. A.M. MARTELLONE, *Per una storia della Sinistra italiana negli Stati Uniti: riformismo e sindacalismo, 1890-1911*, in F. ASSANTE (a cura di), *Il Movimento migratorio italiano dall'unità nazionale ai nostri giorni*, vol. I, Geneve, 1978, pp. 181-195.

² G. DORE, *Socialismo italiano negli Stati Uniti*, in «Rassegna di politica e di storia», n. 159, a. XVI, gennaio 1968, p. 1.

³ E. RACIONERI, *Italiani all'estero ed emigrazione di lavoratori italiani: un tema di storia del movimento operaio*, in «Belfagor», n. 6, a. XVII, 30 novembre 1962, pp. 640-669.

Indicazioni e quesiti più precisi su queste tematiche vengono anche da Rudolph Vecoli⁴ che concentra la sua attenzione sulla esperienza «radicale» degli italiani nel Nord America, inserita in una visione di più ampie proporzioni relativa al ruolo svolto dai lavoratori immigrati all'interno del movimento operaio americano. Vecoli sottolinea l'entità di questo ruolo nelle lotte del lavoro in America nel primo ventennio del XX secolo, la complessità e la ricchezza dell'esperienza italiana, invitando ad approfondire una serie di temi quali, ad esempio, il peso degli Italiani nell'organizzazione degli scioperi.⁵ Egli inoltre tende a valorizzare l'importanza del patrimonio di lotta che l'immigrato italiano porta con sé dal paese di provenienza e ne indica tracce nelle battaglie del lavoro combattute negli Stati Uniti. Nei suoi ultimi scritti sembra però andare oltre, nel tentativo di superare l'immagine, da lui stesso attribuita all'immigrato italiano, di «ribelle primitivo», per dimostrare come esistesse in realtà non solo una volontà di lotta ma anche di organizzazione.⁶

Nella stessa direzione si muovono, anche se con percorsi molto diversi, Giulia Calvi⁷ che tende a recuperare il valore delle «culture preindustriali» e della loro presenza nelle lotte degli immigrati, e Emilio Franzina che sottolinea come l'emigrazione di soggetti in qualche modo già «politicizzati» nel paese di provenienza o politicizzati all'estero rappresenti «... un formidabile tramite o almeno un momento privilegiato di propagazione delle idealità rivoluzionarie».⁸

Posizioni discordanti sono invece espresse da Gisela Bock che rileva l'importanza dell'impatto dell'emigrato con la realtà industriale americana nella formazione di una coscienza di classe.⁹ Paul Buhle¹⁰ fornisce invece la

⁴ Di R.J. VECOLI sul radicalismo italiano negli Stati Uniti vedi: R.J. VECOLI, *Italian American Workers, 1880-1920: Padrone Slaves or Primitive Rebels?*, in S.M. TOMASI ed. *Perspectives in Italian immigration and ethnicity. Proceeding of the symposium held in Casa Italiana, Columbia University, May 21-23, 1976*, New York, 1977, pp. 25-49; *Pane e giustizia*, in «La Parola del Popolo», vol. XXVI, n. 134, sett.-ott. 1976, pp. 55-61. R.J. VECOLI, (ed.) *Italian American Radicalism. Old Origins and New World developments*, New York, 1973, pp. 1-29; *Comment on Charles Leinenweber, The American Socialist Party and the 'New' Immigrants*, saggio non pubblicato, avuto in lettura dall'autore; *Anthony Capraro and the Lawrence Strike of 1919*, in G.E. POZZETTA (ed.), *Pane e Lavoro: the Italian American Working Class*, Toronto, 1980, pp. 3-27.

⁶ Cfr. R.J. VECOLI, *The Italian Immigrants in the U.S. Labor Movement from 1880 to 1920*, in B. BEZZA, *Gli Italiani fuori d'Italia*, Milano, 1983, pp. 257-306.

⁷ Cfr. G. CALVI, *Da paesani a cittadini: gli Italiani immigrati negli Stati Uniti (1900-1920)* in «Rivista di Storia Contemporanea», n. 4, 1980, e inoltre: *Società industriale e cultura operaia negli Stati Uniti (1900-1917)*, Roma, 1979.

⁸ E. FRANZINA, *L'emigrazione schedata. Lavoratori sovversivi all'estero e meccanismi di controllo poliziesco in Italia tra fine secolo e fascismo*, in B. BEZZA (a cura di) *op. cit.*, pp. 773-829.

⁹ G. BOCK, *L'«altro» movimento operaio negli Stati Uniti*, in AA.VV., *La formazione dell'operaio-massa negli U.S.A. 1898-1922*, Milano, 1976, p. 84.

¹⁰ Cfr. P. BUHLE, *Italian-American radicals and Labor in Rhode Island 1905-1930*, in «Radical History Review», n. 17 (Spring 1978), pp. 121-151.

visione di un immigrato italiano assolutamente «impermeabile» all'educazione rivoluzionaria che i periodici socialisti o comunque radicali cercavano di promuovere, attribuendo agli alti tassi di analfabetismo gran parte dei limiti di questo processo di sensibilizzazione; limiti che si riflettevano poi nell'impossibilità di costruire strutture organizzative stabili.

Bruno Cartosio, infine, esprime un rifiuto dell'ipotesi di una «incostanza latina», rilevando invece la presenza di un potenziale rivoluzionario all'interno della comunità italiana, tale da poterla far diventare «punta avanzata del movimento di classe», anche se sede di contraddizioni tali da «... farle opporre presto argini di contenimento alle spinte di trasformazione che la lotta industriale faceva trabordare nel proprio sociale».¹¹

La realtà che viene affrontata in questo tipo di indagine è talmente contraddittoria e variegata che le varie interpretazioni hanno ognuna un proprio fondamento e non si escludono se non parzialmente. Come osserva Peppino Ortoleva, esse sono «... tutte un po' vere, tutte un po' false, nel contesto di una società dove si contrapponevano continuamente scelte e valori diversi».¹²

Si tratterebbe quindi di esaminare accuratamente gli scioperi del periodo preso in esame, che videro una massiccia partecipazione dell'elemento etnico italiano, per evidenziare situazioni significative di lotta e momenti 'alti' dello scontro di classe o le sue sconfitte, ma anche per documentare ulteriormente gli errori di interpretazione e di giudizio in cui incorse, da Commons in poi, la storiografia americana del 'labor'; questa presentava i nuovi immigrati, e gli Italiani tra questi, soltanto nel ruolo di *crumiri* e *wage-cutters*, costante minaccia dello *standard of living* degli operai nativi, facendo eco alle posizioni espresse in quegli anni dal Socialist Party, sia al suo interno che in consessi internazionali e dell'American Federation of Labor¹³. È soltanto a cominciare dagli anni sessanta che, negli Stati Uniti, David Montgomery¹⁴ e Herbert Gutman¹⁵, lavorando su questi temi, hanno indicato la strada del 'rovesciamento' di queste interpretazioni e concentrato la loro attenzione sugli immigrati come elementi imprescindibili nel far storia del movimento operaio americano.

La presente ricerca vuole inserirsi in questo ambito, presentando uno spaccato della storia della sinistra italo-americana — la «Federazione Socialista Italiana del Nord America» nel periodo 1911-1921, significativo per la ricchezza di agganci forniti dalla realtà socio-politica americana di quegli an-

¹¹ B. CARTOSIO, *Gli emigrati Italiani e l'Industrial Workers of the World*, in B. BEZZA (a cura di), *op. cit.*, p. 387.

¹² P. ORTOLEVA, *Una voce dal coro: Angelo Rocco e lo sciopero di Lawrence del 1912*, in 'Movimento Operaio e socialista', 1/2, a. IV, 1981, p. 22.

¹³ Cfr. G. BOCK, *op. cit.*, p. 68.

¹⁴ Cfr. D. MONTGOMERY, *Rapporti di classe nell'America del primo '900*, Torino, 1980.

¹⁵ Cfr. H.G. GUTMAN, *Work, Culture and Society in Industrializing America*, New York, 1976.

ni e perché le due date indicano tappe fondamentali dell'esistenza della Federazione. La prima segna, infatti, l'accoglimento della tattica sindacalista dopo quasi un decennio di incertezze e di dissidi interni, la seconda il suo scioglimento nel sindacato industriale degli I.W.W.

Il contributo più significativo al riguardo viene da Pasquale Mario De Ciampis, membro della Federazione ed editore del suo organo, «Il Proletario», negli anni 1921-22, in gran parte attraverso due articoli apparsi su «La Parola del Popolo», in cui egli fornisce una visione esauriente e particolareggiata, anche se ovviamente unilaterale, del movimento socialista italo-americano¹⁶.

Le relazioni tra i lavoratori italiani immigrati e il movimento del lavoro americano sono state studiate da Edwin Fenton, del cui lavoro soltanto una piccola parte è dedicata alla F.S.I.¹⁷. Notizie sui primordi della Federazione, con particolare riferimento alla sua posizione nei confronti dei due partiti socialisti americani, sono contenute in un articolo di Giacinto Menotti Serrati pubblicato su *Il Socialismo* dell'ottobre 1903¹⁸ e brevi cenni nel lavoro di Anna Rosada su Serrati negli anni dell'emigrazione¹⁹. Una breve storia dei gruppi socialisti precedenti alla formazione della F.S.I. e riferimenti a «Il Proletario» sono tracciati da Grazia Dore²⁰, mentre stimolante per un approfondimento dello studio della sinistra italo-americana negli Stati Uniti è il saggio di Anna Maria Martellone *Per una Storia della Sinistra Italiana negli Stati Uniti: riformismo e sindacalismo, 1880-1911*, incentrato soprattutto sulla Federazione Socialista Italiana dal momento della sua fondazione al Congresso di Utica del 1911²¹.

Nel caso della Federazione Socialista Italiana la ricerca è resa dalla scarsità delle fonti, disperse o distrutte negli anni della *red scare* o per l'abitudine (secondo le dichiarazioni di De Ciampis) di non conservare corrispondenze o documenti che potessero metter in pericolo militanti già pesantemente perseguitati dalle autorità americane²². Un contributo fondamentale per lo svolgimento della ricerca, sia per il chiarimento di alcuni aspetti oscuri o comunque contraddittori, sia per la comprensione dei risvolti 'umani' dell'esperienza della F.S.I. è stato l'incontro con Mario Pasquale De

¹⁶ P.M. DE CIAMPIS, *Storia del Movimento Socialista Rivoluzionario Italiano*, in 'La Parola del Popolo', n. 37, vol. 9, dic. 1958 - genn. 1959, pp. 136-163; *Italiani in America*, in 'La Parola del Popolo', n. 134, vol. 26, pp. 63-91.

¹⁷ E. FENTON, *Immigrant and Union. A case study: Italians and American Labor, 1870-1920*, New York, 1975.

¹⁸ G. MENOTTI SERRATI, *La Federazione Socialista Italiana e le due fazioni socialiste negli Stati Uniti d'America*, in 'Il Socialismo', a. II, n. 17, 25 ottobre 1903, pp. 263-266.

¹⁹ A. ROSADA, *Serrati nell'emigrazione, 1890-1911*, Roma, 1972.

²⁰ G. DORE, *op. cit.*, a. XIV, n. 159, gennaio 1968, pp. 1-6; n. 160, febbraio 1968, pp. 33-40; n. 161, marzo 1968, pp. 114-119.

²¹ A.M. MARTELLONE, *op. cit.*

²² La fonte principale utilizzata, pur con le difficoltà insite nel ricostruire la storia di un organismo come la Federazione Socialista Italiana quasi unicamente attraverso di esso, è il suo

Ciampis²³. Mi limiterò ad accennare ai primordi della Federazione Socialista Italiana e del suo organo di stampa, per rilevare gli avvenimenti più significativi alla comprensione della sua storia successiva e per ricordare episodi dimenticati o scarsamente evidenziati dalla letteratura precedente²⁴.

organo, 'Il Proletario' di cui si dispone in microfilm, in modo fortunatamente abbastanza completo almeno per gli anni che ci riguardano. Ci sono inoltre opuscoli, prevalentemente a carattere teorico, riprodotti generalmente a puntate su 'Il Proletario', editi dalla 'Edizioni della F.S.I. del Nord America', messi a disposizione dall'immigration History Research Center dell'Università del Minnesota. Fonte di preziose notizie, come rileva Vecoli, è poi il Casellario Politico Centrale dell'Archivio di Stato di Roma. Grazie ad esso è infatti possibile rintracciare i trascorsi 'italiani' di personaggi che ebbero poi ruoli di leadership, o furono comunque attivi all'interno del movimento operaio italo-americano, e le scelte politiche compiute dopo il loro eventuale ritorno in patria.

Grazie alle ricerche svolte presso il Casellario Politico — creato da Crispi nel biennio 1894-95, teso a colpire soprattutto gli anarchici e poi esteso a tutti gli oppositori, fossero essi socialisti, repubblicani o radicali — è stato possibile ricostruire parzialmente biografie 'politiche' di circa 25 membri della F.S.I. Esse forniscono dati, per quanto parziali, sui precedenti politici dei membri della F.S.I. in Italia, sulla loro attività nelle lotte negli Stati Uniti, sulle scelte compiute dopo lo scioglimento della Federazione. Di queste biografie solo pochissime, per ragioni di spazio, verranno riportate in questa sede. Un interessante lavoro sul Casellario politico in questi ultimi anni è stato compiuto da E. Franzina e da suoi collaboratori.

²³ Intervista a P.M. De Ciampis a Waterbury, Conn. del 25 luglio 1979. Pasquale Mario De Ciampis nasce a Morcone, un paese del Sannio, nel 1894. In gioventù aveva fatto parte, a Napoli, della Federazione Giovanile Socialista Napoletana, 'a tendenza rivoluzionaria'. Nel 1912 emigrava negli Stati Uniti; operaio in un fabbrica di ghiaccio a New York si avvicinò molto presto alla F.S.I., dopo averne letto per qualche tempo l'organo. A New York abitò nel Bronx, dove non esisteva una vera e propria sezione della F.S.I. ma un circolo di Studi Sociali in cui erano riuniti anarchici, socialisti e sindacalisti, circa 40 persone. Flavio Venanzi gli insegnò a comporre e lo introdusse al marxismo. Nel 1915, dopo aver partecipato ad una riunione della sezione della F.S.I. di New York, convocata da Tommaso Marrano per tutti coloro che si opponevano alla guerra, fu eletto segretario della sezione (che era, secondo il suo parere, profondamente inattiva) semplicemente per un suo fortunato intervento nel corso della discussione. Nel 1916, allontanatosi da New York per motivi di lavoro, lasciava la sezione in una tale situazione di crisi che di lì a poco si sarebbe sfasciata. Alla fine del 1916 era a Buffalo, nel 1917 di nuovo a New York, poi a Waterbury dove trovò lavoro in una fabbrica di tubi di rame. Nel 1918 tornava a New York dove, non esistendo più una sezione sindacalista, fu attivo nel movimento generale; nello stesso anno entrava nell'Unione dell'I.W.W. Nel 1922 si recò a Chicago dove fu direttore de 'Il Proletario' negli anni 1922-23. In questo periodo De Ciampis si trovò molto spesso a dover scrivere il giornale quasi unicamente da solo, con la collaborazione di alcuni corrispondenti dell'U.S.I. che dall'Italia mandavano notizie. Per evitare che i lettori si accorgessero che il giornale era scritto da una sola persona usò vari pseudonimi quali Mario De Calveiras, Marinca, ecc. Negli anni successivi continuò a collaborare come corrispondente. Trasferitosi definitivamente a Waterbury ha scritto vari articoli sul movimento sindacalista rivoluzionario italiano pubblicati su «La Parola del Popolo»: sta ora scrivendo una dettagliatissima storia de «Il Proletario» dall'anno della sua fondazione al 1946.

²⁴ Per le notizie sui primi gruppi socialisti italiani negli Stati Uniti cfr. F. VELONA, *Genesi del movimento socialista democratico e della 'Parola del Popolo'*, in «La Parola del Popolo», n. 37, vol. 9, dic. 1958 - gen. 1959, p. 19.

Nel settembre del 1896 il consiglio direttivo del Partito Socialista della Pennsylvania, che era stato creato da italiani negli anni immediatamente precedenti, deliberò di fondare un giornale in lingua italiana che nacque a Pittsburgh il 7 novembre 1896 sotto la direzione di Alessandro Mazzoli ed ebbe come titolo «Il Proletario». Nel 1898 si trasferì negli Stati Uniti Dino Rondani²⁵, attivista del P.S.I., sfuggito ad una serie di condanne che gli erano state inflitte in Italia (per l'organizzazione di moti del 1898). Rondani si impegnò subito in una vasta opera di propaganda in tutti gli Stati Uniti e fu questo il periodo in cui cominciarono a sorgere sezioni socialiste in vari centri di forte immigrazione italiana²⁶.

Nel 1897, «Il Proletario», ancora diretto da Mazzoli, aveva dovuto sospendere le pubblicazioni. Fu proprio Rondani, nel 1899, a risollevarne le condizioni: egli ne potenziò, infatti, la diffusione e lo inquadrò in una prospettiva più precisamente anti-anarchica e unionista, trasferendo il giornale da Paterson, N. J. — patria degli anarchici — a New York, dove l'immigrazione tedesca ed ebraica rendeva vivace il dibattito sui temi del socialismo. La direzione del giornale passava quindi a Camillo Cianfarra, che la tenne fino alla fine del 1910. Al 1° gennaio 1900 «Il Proletario» elencava una ventina di sezioni socialiste italiane aderenti al S.L.P., mentre scarso successo ebbero i rari tentativi di organizzazione nelle regioni del Sud, dove gli italiani subivano una discriminazione ancor più grave che sfociava spesso in episodi di violenza: nel 1899 a Tallulah, Louisiana, cinque italiani furono linciati per futili motivi²⁷.

Nel 1901, inoltre, delinearasi ormai la rottura all'interno del S.L.P. con la formazione del S.P.A., le frizioni tra le varie sezioni socialiste italiane si radicalizzarono distruggendo quel livello minimo di unità faticosamente raggiunto. Durante un convegno tenuto a Newark, N. J. da sezioni e circoli degli Stati del New Jersey, New York e New England, alcuni gruppi locali si sciolsero o divennero autonomi, la maggior parte delle sezioni si divise tra quelle che rimasero fedeli al S.L.P., entrando a far parte della *Socialist Trades and Labor Alliance*, e altre, seguendo gli scissionisti, crearono a Newark il giornale «L'Avanti», diretto da Silvio Origo, perennemente in polemica con «Il Proletario»²⁸.

Nel 1902 arrivava esule negli Stati Uniti Giacinto Menotti Serrati che prese immediatamente a cuore la condizione degli immigrati. L'opera di Serrati si rivolse soprattutto agli immigrati italiani e tutte le sue energie furono impiegate nel cercar di riunire le sparse forze socialiste italiane; nell'autunno del 1902 egli riuscì nell'impresa fondando la «Federazione Socialista Italiana del Nord America» il cui programma fu espresso in questi

²⁵ Per notizie più circostanziate su Dino Rondani cfr. T. DETTI-F. ANDREUCCI, *Dizionario Biografico del Movimento Operaio Italiano*, Roma, 1978, pp. 383-87 e bibliografia annessa.

²⁶ Cfr. A.M. MARTELLONE, *op. cit.*, p. 185.

²⁷ Cfr. G. DORE, *op. cit.*, p. 118.

²⁸ Cfr. M.P. DE CIAMPIS, *Storia del Movimento...*, *op. cit.*, pp. 140-41.

termini: «...diffondere i principi del socialismo internazionale in mezzo alle colonie italiane negli Stati Uniti, organizzare i salariati italiani qui emigrati in associazioni di classe economiche e politiche; combattere il parassitismo consolare e privato, svegliare, stimolare, educare, difendere il proletariato italiano...»²⁹.

Nell'arco di un anno le sezioni aderenti alla Federazione salirono da 12 a 45 con un totale di circa 100 membri³⁰ ma, come sottolinea Fenton³¹, la campagna di organizzazione condotta da Serrati non ebbe l'esito sperato poiché riuscì a reclutare soltanto circa 30 circoli già formati e non a crearne di nuovi. In questo periodo «Il Proletario», divenuto ormai l'organo della Federazione, presentava un bilancio in attivo, arrivando ad avere, nel 1903, circa 4.000 abbonamenti. Non uguale fortuna ebbe «Il Proletario» quotidiano, con una diffusione di circa 3.000 copie, che fallì ben presto per carenza di risorse finanziarie. Fu proprio questo, tra l'altro, uno degli elementi di rottura della Federazione rispetto al S.L.P. che negò un prestito richiesto da Serrati per sostenere le spese del nuovo macchinario tipografico.

Nel 1903 ebbe luogo a West Hoboken, N. J., presenti 32 delle 43 sezioni socialiste, il I Congresso della F.S.I. nel corso del quale Serrati fu riconfermato alla direzione del giornale e, soprattutto, si discusse ampiamente sulla questione dell'affiliazione ad uno dei due partiti socialisti. Su questo punto, ancora una volta, si verificarono le maggiori spaccature, al punto che la neutralità si pose come unica, forzata e non soddisfacente soluzione per non sgretolare l'unità delle sezioni socialiste italiane da così poco raggiunta. La neutralità imposta dal Congresso allargò la frattura con il S.L.P. già determinatasi nel 1902, quando la C.E. della Federazione aveva chiesto al partito una 'charter' di affiliazione che le era stata negata. La F.S.I., inoltre, non concordava con il rigido settarismo del S.D.P. che tendeva più ad un cambiamento delle strutture sindacali esistenti che non alla creazione di nuove³².

La partenza di Serrati dagli Stati Uniti nel 1904 provocò la cessazione della pubblicazione de «Il Proletario» da luglio a settembre quando, con sede a Philadelphia, Pa., essa fu ripresa sotto la direzione di Carlo Tresca. Tresca capì che le polemiche che dilaniavano la Federazione sul problema dell'affiliazione non solo avevano ritardato il suo sviluppo ma ne avrebbero potuto compromettere il futuro; fu la sua abilità ad impedire nuove pericolose scissioni e fu inoltre egli il primo direttore del giornale a propagare i principi dell'unionismo industriale rivoluzionario.

Il 1905, anno in cui a Chicago si costituirono gli *Industrial Workers of the World*, fu per la Federazione, che non esitò a dare il suo appoggio al

²⁹ G. ARTONI, *Ai compagni della F.S.I.*, Boston, 1906, p. 6, I.H.R.C., Artoni Giovacchino Collection, Folder: Artoni Miscellaneous.

³⁰ Cfr. A. ROSADA, *op. cit.*, p. 59.

³¹ Cfr. E. FENTON, *op. cit.*, p. 166.

³² G.M. SERRATI, *op. cit.*, p. 265.

nuovo sindacato industriale, un periodo di relativa floridità: più di 70 circoli mandavano corrispondenze al giornale, 47 le sezioni di cui «Il Proletario» riportava l'elenco nell'aprile³³. In quel periodo le sezioni erano ancora piuttosto indipendenti l'una dall'altra. Un circolo poteva essere fondato da uomini e donne di almeno 18 anni a condizione che questi rispettassero i principi fondamentali del socialismo; non era necessaria né una profonda conoscenza teorica, né una perfetta chiarezza ideologica. Le quote erano fissate a 10 cent al mese ma c'era molta elasticità, soprattutto per quanto riguardava i disoccupati. Le sezioni erano piuttosto piccole numericamente, una sezione media della F.S.I. aveva circa 13-15 membri.

In questi anni l'attività di Carlo Tresca e di un folto numero di propagandisti preparati, quali Flavio Venanzi³⁴, Umberto Poggi, Raimondo Fazio, e Arturo Giovannitti da un lato, e l'influenza degli I.W.W. sui radicali italo-americani dall'altro, portarono ad una diffusione della propaganda sindacalista incentrata soprattutto sui temi dell'unionismo industriale e dell'azione diretta. Fu infatti proprio il problema dell'azione sindacale una delle questioni cruciali che la Federazione si trovò ad affrontare in questo periodo. Alla fine del 1905 organizzazioni statali si erano formate nel Connecticut, Massachusetts, Vermont, Pennsylvania, New Jersey e Illinois³⁵. Anche all'interno di queste strutture fu a lungo dibattuto l'atteggiamento da assumere nei confronti delle unioni del lavoro. Prima della costituzione degli I.W.W. una parte dei membri della Federazione aveva sostenuto la S.T.L.A. del S.P., altri le unioni dell'A.F.L. In realtà né l'una né l'altra potevano soddisfare le esigenze dei socialisti italiani; così se la prima era considerata troppo debole per avere un peso reale in seno al movimento ope-

³³ S. TOMASI, *Piety and Power*, New York, 1975, Table I, p. 52, source «Il Proletario», April 16, 1905, A. IX, n. 4, p. 4.

³⁴ Flavio Venanzi, nato a Roma il 26 novembre 1882, morì a New York nell'aprile del 1920. Iscritto dal 1905 al Partito Socialista frequentava ambienti socialisti e anarchici. Nel 1906 era redattore capo de 'La Gioventù Socialista' di Roma sulle cui colonne si occupava soprattutto di antimilitarismo. Il 30 novembre del 1905 era infatti stato arrestato con altre venti persone per aver tentato di organizzare in piazza dei Cinquecento una dimostrazione antimilitarista che fu poi repressa. Partì per Boston l'8 ottobre 1906 e qui esercitò la professione di 'maestro di lingua italiana'. Entrato a far parte della F.S.I. ne uscì nel 1905 dopo aver svolto una ampio lavoro di formazione di quadri all'interno della Federazione. Dirà di lui Giovannitti nell'introduzione a *Scritti Politici e letterari*: «Studiò ed esplorò in quasi ogni campo dello scibile e in tutte le palestre dell'azione: fu giornalista, conferenziere conduttore di folle, insegnante, statistico, computista e nei dolorosi intervalli della disoccupazione onorò se stesso e la sua fede lavorando come manovale edilizio e nelle calzature di gomma». Uscito dalla F.S.I. continuò la sua attività politica come conferenziere, plaudì la rivoluzione russa e nel 1919 si avvicinò probabilmente al Partito Comunista appena costituito.

Fonte: C.P.C. ad nomen; sul pensiero di Venanzi vedi: F. VENANZI, *Scritti Politici e Letterari*, New York, 1921. F. VENANZI ed altri, *La nuova Russia*, (documenti storici), New York, Biblioteca Rossa, 1918.

³⁵ Cfr. E. FENTON, *op. cit.*, p. 164.

raio americano, l'A.F.L. era bersaglio di accuse che la investivano su vari piani ³⁶. Di queste la più grave era quella di non possedere connotati di classe. Si criticava in questo senso la sua partecipazione alla National Civic Federation e la sua tendenza alla realizzazione di una certa collaborazione tra capitale e lavoro, fine che essa cercava di perseguire attraverso un tipo di azione slegato ovviamente da qualsiasi prospettiva di stampo socialista.

Sebbene nessun delegato italiano avesse partecipato alla Convenzione di Chicago, l'I.W.W. sembrò subito offrire una soluzione alle incertezze della F.S.I. tanto che Tresca stesso abbandonò i suoi propositi di costituzione di società di mutuo soccorso e di uffici di immigrazione per sostenere l'azione diretta attraverso le nuove unioni, e patrocinò sempre l'adesione al nuovo sindacato industriale come garanzia di unità della Federazione stessa. La stessa linea fu seguita dal suo successore, G. Bertelli — anche se con alcune riserve — mentre Ciampa e Mazzarella ³⁷ conducevano la battaglia per l'adesione agli I.W.W. nel New England e vivace era il dibattito che si svolgeva sulla questione sindacale all'interno della Federazione.

Dal dibattito che precedette il II congresso della F.S.I. emersero sostanzialmente due tendenze: l'una, che ebbe come portavoce Gioacchino Artoni ³⁸, tesa al mantenimento della neutralità nella speranza di una fusione dei due partiti socialisti; l'altra, espressa soprattutto da Ciampa, che partiva dalla considerazione che la Federazione era ancora formata da circa 50 sezioni con non più di mille membri, molti dei quali già socialisti in Italia, e sottolineava quindi l'inefficienza di un'azione politica a cui moltissimi italiani non avrebbero potuto partecipare non avendo neppure il diritto di voto.

Il Congresso della F.S.I. si concluse con il voto unanime della risoluzione di Bertelli che rendeva obbligatoria l'iscrizione agli I.W.W. di tutti i membri della Federazione. Rispetto al problema dell'azione politica fu ancora una volta la posizione di neutralità a prevalere; ciò fu dovuto in parte al fatto che nessuna delle due fazioni sostenne la propria posizione in modo sufficientemente energico ma soprattutto la F.S.I. dimostrò, stringendo i suoi legami con gli I.W.W., quanto il terreno economico fosse privilegiato rispetto al politico.

Bertelli, insoddisfatto dell'esito del Congresso, lasciò la direzione del giornale e la Federazione nell'aprile del 1907; si sarebbe iscritto, nell'estate, al S.P., iniziando poi, nel 1908, la pubblicazione del giornale «La Parola dei Socialisti», settimanale sotto il controllo politico del S.P. e delle sezioni italiane ad esso aderenti. Dopo le dimissioni di Bertelli la direzione del giornale passò in mano a Enrico Mombello, poi ad Eligio Strobino e all'avvocato

³⁶ Ibidem, p. 173.

³⁷ Cfr. A. MARTELLONE, *op. cit.*, p. 191.

³⁸ Su Gioacchino Artoni, la sua attività in America e i suoi precedenti in Italia vedi un articolo di G. Battistoni, scritto in occasione del settantesimo compleanno di Artoni e pubblicato su «La Stampa Libera» del 16 agosto 1936. In seguito l'articolo fu riprodotto da «La Parola del Popolo»: Cfr. G. BATTISTONI, *Ricordando i settant'anni di Gioacchino Artoni*, «La Parola del Popolo», luglio-sett. 1934, pp. 52-54.

Antonino De Bella nell'arco di pochi mesi. Sarà infine la Commissione Esecutiva, composta da A.M. Giovannitti, U. Nieri, Umberto Poggi, Raffaele Torraca e Pietro Rosso, che curò il giornale per qualche tempo, a partire dall'agosto del 1909, per strapparlo ad una situazione di instabilità che certo lo avrebbe danneggiato. Dopo il Congresso di Boston, d'altra parte, vari motivi avevano reso difficile la vita della Federazione.

La depressione del 1907-8 fu in gran parte causa della dispersione e dello scioglimento di alcune sezioni i cui membri, spesso operai semi o non qualificati, furono colpiti pesantemente dalla disoccupazione e costretti a spostarsi quando non addirittura a tornare in Italia. Chi non partì aveva scarsissime risorse finanziarie da dedicare ad attività radicali: gli abbonamenti a «Il Proletario» scesero a poche centinaia nel 1908 e mentre la Federazione perdeva alcuni dei suoi leaders più rappresentativi³⁹, anche il numero dei suoi membri calò rapidamente. Anche le energie riversate nella campagna di organizzazione dell'I.W.W. non dette i risultati sperati. Infatti, sebbene membri della F.S.I., anche prima del 1906, avessero organizzato nuove *locals* di sarti, minatori, lavoratori di hotel e ristoranti, pianisti, tessili e lavoratori del granito negli stati dell'Est, nessuna di queste condusse lotte significative limitandosi esclusivamente all'attività di propaganda.

Gli I.W.W. stessi, in questi anni, erano lacerati da aspri contrasti interni che si conclusero con una scissione nel 1908 e che resero quindi difficile, se non impossibile, fornire una direzione alle sezioni italiane e dare loro un significativo appoggio finanziario, tanto più che le modalità di adesione della Federazione al sindacato industriale rimanevano in gran parte da definire. La neutralità assunta nei confronti dell'affiliazione politica della Federazione aveva intanto provocato l'allontanamento di alcuni gruppi. Il 17 febbraio 1908 i membri italiani del S.P. di Chicago fondavano «La Parola dei Socialisti», organo in lingua italiana del Partito Socialista d'America. Il giornale — diretto da Bertelli — sospese le pubblicazioni per un anno per non aver ottenuto il diritto di spedizione postale; le riprese nel giugno 1909 e per tutto l'arco della sua esistenza⁴⁰ fu in continua polemica con la F.S.I. ed il suo organo⁴¹.

Nello stesso periodo i socialisti della Pennsylvania pubblicarono «L'ascesa del proletariato» che ebbe breve vita; un altro gruppo di Chicago,

³⁹ Tresca aveva lasciato la Federazione nel 1906 passando prima alla redazione de 'La Voce del Popolo' e, nel 1908, a 'La Plebe' giornale indipendente di Pittsburgh. Arturo Caroti, divenuto rappresentante ufficiale dell'I.W.W. nell'Est, si staccò nel 1907 per affiliarsi al S.P. Cfr. E. FENTON, *op. cit.*, p. 179.

⁴⁰ «La Parola dei Socialisti» dovette cambiare più volte testata a causa della sospensione del diritto di spedizione postale. Divenne quindi poco dopo «La Parola Proletaria» e tra il 1915 e il 1917 prese i nomi «La Fiaccola» e «L'Avanti». Nel 1920 riprese le pubblicazioni regolari con titolo «La Parola del Popolo». Con questo nome cesserà le pubblicazioni tra il 1929 e il 1933, poi di nuovo nel 1948, per riprenderle dal 1951 ad oggi.

⁴¹ S. BONEGLIO, *Il boia di Milwaukee*, in «La Parola dei Socialisti», a. II, n. 130, 24 dicembre 1910, pp. 1-2.

sempre aderente al S.P., fondò «La Propaganda». Fu comunque soltanto nel 1910 che le sezioni socialiste aderenti al S.P. si riunirono in una Federazione che venne costituita a New York il 30 luglio sotto la guida di Bertelli; ad un mese dalla sua formazione essa vantava circa 800 iscritti facenti parte di 27 sezioni. In ottobre la nuova Federazione, raggiunti i mille membri, ottenne dalla Commissione Esecutiva nazionale del S.P. il diritto di avere un segretario traduttore stipendiato dal partito che, peraltro, avrebbe sempre esercitato su di essa uno stretto controllo politico.

In questi stessi anni la F.S.I. andava assumendo una più netta fisionomia sindacalista. La C.E. che — come abbiamo visto — era alla direzione del giornale, era composta da sindacalisti e i segni di una più stretta collaborazione con gli I.W.W. si leggono nei tentativi, compiuti fin dal 1910, di organizzare *locals* I.W.W. nelle industrie già parzialmente controllate dall'A.F.L. Dall'inizio del 1909, inoltre, per precisare la posizione della Federazione anche sul piano teorico, «Il Proletario» aveva cominciato a pubblicare articoli che spiegavano i principi dell'unionismo industriale, denunciavano il riformismo del S.P. e l'anacronistica struttura per mestieri dell'A.F.L. di fronte ai nuovi modi di produzione.

A definire la tattica sindacalista della Federazione sarà il Congresso di Utica dell'aprile 1911 che, seguito ad un ampio dibattito svoltosi nei mesi precedenti, costituì un momento fondamentale della storia della F.S.I. che si lasciava così alle spalle quasi un anno di incertezze e contrasti interni e si avviava, almeno sul piano delle scelte tattiche e strategiche, sulla strada della lotta di classe.

Come dirà Tresca in un suo resoconto del Congresso, ad Utica si erano decise le sorti della Federazione che era stata finalmente strappata «...all'equivoco e alla apatia snervante in cui si cullava da parecchi anni»⁴². Anche il giornale, che dall'8 giugno 1912 avrebbe preso come sottotestata la formula «edito dalla F.S.I. per l'organizzazione operaia e la lotta di classe; per l'azione diretta», aveva assunto un orientamento più semplicemente sindacalista sotto la direzione di Giovannitti. Esso avrebbe dovuto avere inoltre la funzione di legare le varie situazioni di lotta tenendo al corrente i lettori sui loro esiti; doveva inoltre battere l'influenza della stampa legata al «prominentume coloniale» come «L'Araldo», «Il Giornale Italiano», «Il Progresso Italo-Americano», accusata spesso di reclutare *scabs* italiani per rompere gli scioperi in corso nel paese. Le precarie condizioni economiche in cui il giornale veniva spesso a trovarsi erano portate a giustificazione di una sua scarsa diffusione e prosperità; sfuggiva a molti, in realtà, il dato fondamentale e cioè che, al di là di questioni puramente teoriche, la vita del «Proletario» e la sua crescita erano e sarebbero sempre state legate allo sviluppo e all'attività delle sezioni, alla loro forza numerica e capacità di aggregazione. Dal giornale rintracciamo in questo periodo una certa crescita della Federazione: 25 le nuove sezioni create, 2 le *locals* I.W.W. con parte-

⁴² C. TRESCA, *Rinascenza*, in «Il Proletario», a. XV, n. 15, 14 aprile 1911, p. 1.

cipazione italiana e 4 le sezioni sciolte per inattività dei membri o perché questi avevano dovuto emigrare in altra località, fenomeni entrambi molto diffusi. La mobilità geografica dei lavoratori si poneva ancora una volta come causa dello scioglimento delle sezioni che, di solito poco numerose, tendevano a coagularsi intorno alla presenza di pochi leaders che sembravano costituirne l'elemento 'collante'. Partiti questi, la mancanza di chiarezza ideologica, la spesso scarsa preparazione teorica e una generica solidarietà di classe non riuscivano a mantenere compatta la sezione che si trovava inoltre spesso a dover combattere con l'ostruzionismo della 'colonia'.

Da uno sguardo alla provenienza di corrispondenze e delle cronache delle colonie emerge poi chiaramente come la Federazione concentrasse la sua attività nell'Est e come molti stati del Sud e dell'Ovest non fossero toccati dalla propaganda italiana; quell'Ovest dove, proprio in questi stessi anni, gli I.W.W. avevano sviluppato una grossa attività volta soprattutto all'organizzazione degli operai stagionali e dove, fra il 1909 e il 1912, fu praticata la nuova tattica della 'lotta per la libertà di parola'. Edmondo Rossoni ⁴³ fu scelto per un vasto giro di propaganda nell'Ovest che non dette però i risultati sperati, come raramente in seguito gli sforzi organizzativi in questa regione. In un territorio così vasto e con scarsi centri di concentrazione operaia era probabilmente molto difficile per la F.S.I. compiere opera di organizzazione, dal momento che i suoi sforzi si esplicavano più in una generica propaganda tesa alla sensibilizzazione delle masse italiane immigrate che non alla creazione di *locals* I.W.W. la cui attività si esprimesse poi in situazioni reali di conflittualità industriale. Sembra prevalere nelle sezioni la tendenza al decentramento e una scarsa 'disciplina di partito' che consentivano loro di fatto una critica a volte aspra e serrata nei confronti dell'operato dei suoi organi dirigenti, mentre l'uso del referendum permetteva un certo potere di controllo sulle scelte della Federazione; la Commissione Esecutiva, d'altro canto, sembrava essere molto attenta alle indicazioni che venivano dalla base.

Alcuni dei nomi che sembravano far parte della Commissione esecutiva o che partecipano comunque alle sue riunioni in questo periodo sono F. Aronne di New York, G. Rizzi di West Hoboken, C. Rea, R. Torraca, P. Scicchitano, V. Pasquandrea ⁴⁴ e O. Mazzitelli. All'interno della Commissione Esecutiva molto si discusse sulla eventuale creazione di quella Camera

⁴³ Per l'attività di Edmondo Rossoni vedi T. DETTI-F. ANDREUCCI, *op. cit.*, pp. 417-419. Vedi inoltre il più esauriente: F. CORDOVA, (a cura di) *Uomini e volti del fascismo*, Roma, 1980, pp. 337-403.

⁴⁴ Vincenzo Pasquandrea, nato a San Severo, in provincia di Foggia, il 14 febbraio 1869, di professione stradino, emigrò negli Stati Uniti nei primi anni del '900 ed entrò ben presto a far parte della F.S.I. Nel 1926 veniva segnalato dal Regio Consolato Italiano di New York come antifascista e nel 1931 denunciato per la sua propaganda 'anarchica' (probabilmente nei rapporti consolari il termine 'anarchico' viene usato per indicare chiunque appartenga a un gruppo radicale). Nello stesso anno, in Italia, veniva segnalato come pericoloso sovversivo dal

del Lavoro su cui Rossoni aveva insistito in sede congressuale. Il progetto faceva leva sulla considerazione della miserrima condizione del lavoratore italiano e della sua subalternità anche rispetto ad altri gruppi etnici. Era l'idea di un «organismo prettamente operaio raggruppante tutti i lavoratori italiani di ogni fede e partito»⁴⁵, un organismo a cui aderissero le unioni e i *branches* italiani affiliati alle unioni e i vari gruppi di mestiere organizzati, in modo tale da sottrarsi sia all'operato degli uffici di collocamento coloniali, sia alla subordinazione sofferta all'interno delle unioni nei confronti degli altri gruppi etnici, e soprattutto dell'irlandese. La Camera del Lavoro avrebbe inoltre operato in stretto contatto con le Camere del lavoro italiane che vi avrebbero indirizzato gli operai emigrati. Il progetto non rispecchiava però le esigenze di tutta la Federazione; l'ala operaista, per bocca di Massimo Diabeti, e la redazione stessa del giornale, pur sostenendo la sostanziale positività dell'idea non comprendevano come gli I.W.W. potessero allearsi con il S.P. in un programma che, per quanto andasse al di là delle divisioni ideologiche, dava grande spazio all'azione dell'A.F.L. Altri, come Albino Braidà, criticavano invece l'impostazione nazionalista del progetto sebbene Rossoni avesse sempre parlato di un non chiaro «nazionalismo di classe» i cui limiti non furono definiti. Rossoni stesso, d'altra parte, sembrò non più molto convinto della cosa e alla vigilia del Congresso di costituzione — che si tenne il 25 e 26 luglio e che si concluse con un insuccesso — parve incerto se sabotare l'iniziativa riformista o prenderne una diversa e alternativa.

Punto centrale delle attività della Federazione era comunque la propaganda, gli sforzi per organizzare la quale si scontrarono sempre con la scarsa disponibilità di propagandisti e oratori dotati di una qualche preparazione teorica (le conferenze della F.S.I. di cui si possiedono i resoconti sono sempre tenute dagli stessi nomi: Tresca, Rossoni e Giovannitti). Sempre nell'ambito della propaganda sono interessanti inoltre sia il tentativo di creazione di una 'Scuola Moderna' che si ponesse come alternativa alle strutture scolastiche esistenti, gestite generalmente dalla 'colonia' e non estranee ai programmi di americanizzazione in atto nel paese; sia il progetto, già lanciato in Italia dal giornale 'Guerra di classe' e in certa misura messo in atto dalla C.G.T. francese, di fondazione di un cinematografo sociale. «Non dimentichiamo intanto che del cinematografo come arma di oscurantismo si serve il prete nelle sue chiese, come arma di progresso, come piccone demolitore, come faro di luce, tocca ai socialisti occuparsene»⁴⁶.

'Bollettino delle Ricerche' e avrebbe dovuto essere arrestato ad un eventuale rientro in patria. Nel 1936 pare inviasse ancora corrispondenze a «Il Proletario».

Fonte: C.P.C., ad nomen.

⁴⁵ Il Proletario d'azione diretta (Rossoni, Aronne, Mazzitelli, Albizzati, Vecchi, Neri, Lupi, ecc.), *Per una Camera del Lavoro*, in 'Il Proletario', a. XVI, n. 38, 28 settembre 1912, p. 3.

⁴⁶ A. FRANCHI, *Il cinematografo fattore di civiltà*, in «Il Proletario», a. XV, n. 33, 25 agosto 1911, p. 3. Diversi articoli su questo argomento appaiono tra il luglio e il settembre 1911.

«Il Proletario» non rimaneva poi estraneo alle situazioni di lotta in atto nel paese anche se la sua attenzione era rivolta alle agitazioni a larga composizione italiana; così nel 1911 particolare rilievo fu dato allo sciopero dei calzolari di Brooklyn, diretto da J. Ettor, che esortò i compagni a quello che egli riteneva essere il loro compito primario: «...Educare, organizzare, e preparare la vasta massa degli sfruttati alla guerra ad oltranza, inesorabile, implacabile, mortale, contro i padroni»⁴⁷.

Costante attenzione la Federazione rivolgeva poi non solo agli avvenimenti internazionali riguardanti il movimento operaio e i suoi congressi ma anche la repressione messa in atto dai governi nei confronti dei lavoratori. Ma al di là di qualunque prospettiva internazionalista andava l'interesse della F.S.I. verso l'Italia, interesse legato probabilmente ad una serie di motivi, primo tra tutti quello che essa rimaneva il terreno di scontro privilegiato, a cui molti sarebbero tornati per partecipare a quella rivoluzione sociale di cui poco si vedeva la possibilità negli Stati Uniti, paese in cui gli italiani si sentivano realmente 'birds of passage', come spregiativamente venivano definiti dagli americani.

Nel 1911 questa attenzione si diresse soprattutto verso l'impresa libica, nella cui condanna confluirono le posizioni della Federazione, contraria alle guerre coloniali come a tutte le guerre. Nel 1912 il Comitato Centrale pro Vittime Politiche organizzava comizi per deprecare l'impresa libica mentre si denunciavano le mistificazioni della stampa coloniale che taceva il numero delle vittime e l'atteggiamento passivo del Partito Socialista Italiano: «Evidentemente la rivoluzione è una pazzia. Il sindacalismo un'aberrazione; la salvezza sta nelle riforme in una patria, forte all'interno, rispettata all'estero». Lo zelo antimilitarista della F.S.I., che fino a quel momento aveva avuto caratteri di genericità, dovette precisarsi nel corso dell'anno successivo e soprattutto dopo lo scoppio della I Guerra Mondiale. Da quel momento in poi, infatti, la questione assunse un ruolo di primaria importanza nel dibattito interno della Federazione e non si esaurirà neppure nel 1915 quando, come vedremo, ampi contrasti su questo tema condurranno ad una drammatica scissione all'interno delle sue file.

Quanto acuto e intenso era l'interesse per le vicende italiane, tanto scarso era quello rivolto agli avvenimenti statunitensi, quando questi non riguardavano direttamente il campo operaio. Questo disinteresse, che risulta dalle pagine de «Il Proletario», era frutto probabilmente di una visione meccanicistica della lotta di classe: limite che fu anche degli I.W.W. e che diverrà sempre più grave con il passare degli anni. Nelle pagine del giornale troviamo generiche e superficiali denunce della presunta democraticità delle istituzioni repubblicane senza però che questo sia corredato da giudizi politici a più ampio respiro.

⁴⁷ J.J. ETTOR, *A tutti i sovriversi di Brooklyn e New York*, in «Il Proletario», a. XV, n. 5, 3 febbraio 1911, p. 2.

Nei mesi successivi al Congresso di Utica la Federazione parve comunque avvolta in uno stato di immobilismo le cui cause furono spesso ricercate in una serie di elementi 'marginali' (mancanza di un quotidiano, vita appartata della Federazione nei confronti della 'colonia', incapacità dei dirigenti) più che nel motivo reale e primario: l'incapacità di far corrispondere al programma l'azione. La tendenza di alcuni a barricarsi dietro la presunta responsabilità delle masse italiane ignoranti e insensibili alla propaganda sindacalista, copriva una serie di limiti strutturali della Federazione quali l'eterogeneità ideologica dei suoi membri, talvolta assolutamente ignari dei principi del socialismo e piuttosto curiosi di conoscerlo, e l'abitudine di delegare a qualche raro propagandista e ai pochi 'uomini di punta' il compito di guidare scioperi e manifestazioni. Mancava quindi alla F.S.I. un'analisi corretta dei veri motivi di questa stasi che fornisse la base per la riorganizzazione delle sezioni; mancava soprattutto la capacità di fare di ogni membro «un'unità pensante e agente non solo per l'affermazione ideologica del sindacalismo ma per la formazione stessa dei sindacati».

Lo stato di immobilismo in cui la Federazione era piombata fu improvvisamente rotto dallo sciopero di Lawrence, Mass., del 1912⁴⁸. Al momento dello scoppio dello sciopero la classe operaia di Lawrence era costituita da 18 gruppi etnici diversi, il più numeroso dei quali era quello italiano. La frantumazione sul piano etnico aveva creato forti ostacoli al processo di sindacalizzazione: nel 1912 solo 2800 operai su un totale di 30000 risultavano organizzati mentre la *Local 20* dell'I.W.W. e soprattutto il *branch* italiano svolgevano la loro attività a Lawrence dal 1910 mentre una sezione della F.S.I. vi si era costituita l'anno successivo. Lo spirito di solidarietà degli immigrati nel corso dei tre mesi di lotta, probabilmente non estraneo alle lotte politiche da questi combattute nei loro paesi di origine, prese di contropiede sia il padronato, convinto sostenitore del *balancing of nationalities* come metodo per rompere il fronte di classe e sventare esiti vittoriosi delle lotte o addirittura prevenirle, sia l'A.F.L. che ebbe un ruolo subordinato nel corso di tutto lo sciopero.

Ettor — che pur non facendo parte della F.S.I. era ad essa molto legato — e Giovannitti si misero alla testa dell'agitazione elaborando un piano di richieste consistente in un aumento salariale del 15%, doppia paga per lo straordinario, eliminazione dei premi di produzione e garanzia di riassunzione per tutti gli scioperanti. «Il Proletario» del 19 gennaio si apriva con una testata trionfalistica: «Un'altra grandiosa insurrezione proletaria. 1500 tessitori di Lawrence in rivolta. Un'altra Mc Kees Rocks...»: era questa la spia del coinvolgimento della F.S.I. che per la prima volta entrava direttamente in un conflitto industriale invece di sciogliersi nel lavoro organizzativo degli

⁴⁸ D. COLE, *Immigrant City, Lawrence, Massachusetts, 1845-1921*, Chapel Hill, 1963; M. DUBOFSKY, *We Shall Be All*, Chicago, 1969; P. FONER, *History of the Labor Movement in the U.S.*, New York, 1964, vol. IV; D. MONTGOMERY, *op. cit.*, soprattutto le pp. 116-139; G. CALVI, *Società industriale... op. cit.*, le pp. 75-115; P. ORTOLEVA, *op. cit.*

I.W.W. La Federazione partecipò allo sciopero non soltanto con propri propagandisti e organizzatori, ma elaborando anche proprie ed originali forme di lotta.

Fin dall'inizio gli italiani, che tra gli scioperanti erano circa 9000, si posero come elemento di punta nella direzione della lotta, 'spina dorsale dello sciopero', come dirà Renshaw⁴⁹, e la F.S.I. non esitò ad immettere nell'agitazione denaro e uomini; propagandisti della Federazione si mobilitarono infatti in tutto il paese mentre alcune sezioni del Massachusetts inviarono propri uomini direttamente sul campo. Né la Federazione si scoraggiò quando, in seguito ad una montatura poliziesca, Ettore e Giovannitti furono accusati di concorso morale nell'uccisione di Anna Lo Pizzo. La Commissione Esecutiva decideva di inviare Eligio Strobino in sostituzione di Giovannitti, mentre Spada e Venanzi furono incaricati di organizzare un comizio di protesta contro l'arresto dei due leaders. La repressione sembrava quindi cementare il fronte di lotta mentre un'ondata di proteste si levava in tutto il paese. Ad accrescere l'attenzione dell'opinione pubblica statunitense nei confronti dello sciopero, che Strobino non esitava a definire «...la battaglia più grande che registri la storia degli avvenimenti fra capitale e lavoro nel Nord America»⁵⁰, fu l'esodo dei bambini di Lawrence presso simpatizzanti del movimento in altre città, tattica che fu salutata da Ugo Lupi come l'inaugurazione in America di 'un nuovo orientamento nelle lotte fra capitale e lavoro'⁵¹.

Questa iniziativa della F.S.I. faceva parte del progetto di allargare lo sciopero sia al territorio che alla comunità, così come pure il riuscito tentativo, soprattutto ad opera di Elisabeth Gurley Flynn, di coinvolgere le donne direttamente nelle agitazioni. L'espediente dell'esodo dei bambini, che destò nei confronti della F.S.I. l'accusa della stampa conservatrice di una presunta strumentalizzazione dei bambini a fini propagandistici, era stato usato in Italia nel 1908 quando, in occasione di uno sciopero bracciantile nelle campagne parmensi, i bambini erano stati accolti da proletari di altre regioni quali Toscana, Liguria, Lombardia sollevando un'ondata di solidarietà in tutta la penisola⁵².

Il 13 marzo 1912 lo sciopero si concludeva con la vittoria degli operai; Rossoni così descriveva la sua esperienza: «Credetti di rivivere i momenti più belli delle più belle lotte del proletariato italiano. E veramente se anche il valore e la coscienza di questi lavoratori non giunge a tanto c'è in questo sciopero una caratteristica simpatica di valore morale altissimo: lo spirito di

⁴⁹ P. RENSHAW, *Il sindacalismo rivoluzionario negli Stati Uniti*, Bari, 1970, p. 105.

⁵⁰ E. STROBINO, *L'Internazionale Proletaria. Lotta ad oltranza*, in «Il Proletario», a. XVI, n. 6, 9 febbraio 1912, p. 1.

⁵¹ U. LUPI, *Solidarietà e fatti*, in «Il Proletario», ibidem, p. 2.

⁵² Cfr. S. TAIT, *Alle origini del movimento comunista negli Stati Uniti: Louis Fraina, teorico dell'agitazione di massa*, in «Primo Maggio», a. 1973, n. 1, p. 20.

fraterna solidarietà fra gli operai di tante nazionalità diverse. È la vittoria della classe, realtà sociale, sul sentimento fallace della patria»⁵³.

Il trionfalismo della F.S.I. era stimolato e giustificato non solo dall'estensione della lotta in tutto il Massachusetts ma anche dal fatto che a Lawrence gli I.W.W. avevano visto crescere fino a 15.000 i membri della *Local 20* che era stata organizzata in 14 *branches* di lingua. Si può supporre da ciò, pur senza conoscere i dati, che anche la sezione locale della F.S.I. avesse ampliato le sue forze, che si vedrà la necessità di incanalare negli I.W.W.: «Bisognerà presto essere iscritti all'I.W.W. per lavorare in fabbrica»⁵⁴. Cominciano ad apparire sul giornale in questo periodo articoli di Albino Braida⁵⁵, uno dei rari teorici della Federazione, i cui scritti coprivano, dietro un reale sforzo di elaborazione personale, la decisa dipendenza teorica della F.S.I. dagli I.W.W. Certe sue teorizzazioni paiono infatti volgarizzazioni del pensiero di autorevoli esponenti del sindacalismo rivoluzionario americano, nel tentativo di renderlo comprensibile alle masse immigrate italiane.

Concluso lo sciopero le forze della Federazione si concentrarono sulla campagna per la liberazione di Ettore e Giovanni a cui si aggiunsero più tardi anche Haywood, Thompson, Yates, Tresca, Rossoni e Mazzarella — che era stato intanto nominato dal Comitato Centrale I.W.W. organizzatore per tutto il New England — accusati di cospirazione. Le organizzazioni operaie di varie parti del mondo si fecero promotrici di agitazioni nei loro paesi per la libertà dei detenuti. In Italia fu la Camera del Lavoro di Bologna ad organizzare manifestazioni con la collaborazione de «L'Avanti», «La Propaganda», «L'Azione sindacale» e «L'Internazionale» di De Ambris. La F.S.I. fin dalla primavera del 1912 cominciò a parlare di sciopero generale quando non addirittura di assalto alle carceri. Il 14 settembre si tenne a New York un grandioso comizio a cui parteciparono Haywood, oratori ebrei e boemi e gli italiani Rossoni, Mucci, Lupi e Albizzati, un nuovo militante arrivato nel luglio dall'Italia e già attivo organizzatore dei ferrovieri della Nord Milano. Nel corso di una di queste dimostrazioni, nel novembre, veniva arrestato Rossoni, che nel gennaio del 1913 ripartiva per l'Italia per sottrarsi al processo a cui avrebbe dovuto essere sottoposto. La Federazione perdeva così uno dei suoi più validi organizzatori. Il 25 novembre gli imputati sarebbero stati liberati; la nuova vittoria sembrava costituire per la Federazione una conferma ulteriore della validità della via intrapresa, quella della partecipazione attiva alla lotta in fabbrica.

Le pagine del giornale dedicavano inoltre sempre più spazio alle lotte dei lavoratori: vi troviamo in questo periodo minuziosissime resoconti delle lotte

⁵³ R. ROSSONI, *Catene spezzate*, in «Il Proletario», a. XVI, n. 10, 15 marzo 1912, p. 1.

⁵⁴ S.T., a firma 'Il Proletario', in «Il Proletario», a. XVI, n. 11, 22 marzo 1912, p. 1.

⁵⁵ A. BRAIDA, *Unionismo Industriale e Parlamentarismo*, in «Il Proletario», a. XVI, n. 25, 6 luglio 1912. Vedi inoltre A. BRAIDA, *La società proletaria*, Libreria Editrice dei Lavoratori Industriali del Mondo, Brooklyn, s.d., I.H.R.C., box 12.

te dei tessili a Little Falls gestite dagli I.W.W., dello sciopero degli scaricatori di carbone di Edgewater, fino allo sciopero di Paterson del 1913 che vide di nuovo la partecipazione attiva della F.S.I. Anche a Paterson, le vicende della cui lotta sono note, si ripercorsero puntualmente le tappe già percorse a Lawrence: arresti, violenza poliziesca e padronale, tentativi di disgregazione del fronte operaio. Di nuovo, a Paterson, la F.S.I. organizzerà su vasta scala quell'esodo dei bambini che a Lawrence era stato sperimentato.

Evidentemente lo spazio di iniziativa della Federazione era molto legato al modo in cui gli I.W.W. strutturavano l'organizzazione degli scioperi. Essi infatti, respingendo una gestione verticistica delle lotte, si davano forme organizzative funzionali ma nello stesso tempo le più democratiche possibile quali i comitati di sciopero formati da rappresentanti di ogni gruppo etnico e le cui riunioni erano sempre pubbliche. Così quando la lotta dei lavoratori di Paterson si concluse disastrosamente dopo cinque mesi (la mancanza di cibo, la violenza poliziesca, la presenza di spie tra gli operai concorsero in tal senso), mentre molti giornali coloniali e perfino «La Parola dei Socialisti» e «Cronaca Sovversiva» criticarono la gestione dello sciopero, la F.S.I. rivendicò questa sconfitta come momento di crescita della coscienza di classe allineandosi in tal modo con le posizioni degli I.W.W.: «...in altre parole vittoria operaia significa non solo miglioramenti economici ma anche creazione di uno spirito rivoluzionario»⁵⁶.

In realtà i toni apologetici nei confronti della vittoria di Lawrence prima, della capacità di resistenza degli operai di Paterson poi, avevano ben poco riscontro con la realtà del periodo immediatamente successivo, in cui emerse l'incapacità degli I.W.W. in prima persona e della F.S.I. per problemi di identità, di creare strutture organizzative stabili che avessero una continuità nel tempo anche dopo la conclusione delle lotte.

Nell'estate del 1913, infatti, la Local I.W.W. di Lawrence era di nuovo una piccola organizzazione con circa 700 membri nel 1914 l'aumento dei ritmi di lavoro aveva riassorbito i miglioramenti ottenuti con il grande sciopero del 1912; così pure a Lowell, New Bedford, Fall River e negli altri centri tessili del New England che erano stati investiti da questa ondata di agitazioni. A Paterson, dove si era combattuto contro i sistemi di razionalizzazione tayloristici, a circa sei mesi di distanza dalla fine dello sciopero i 1000 iscritti agli I.W.W. erano divenuti 150; nello stesso anno moriva la *National Industrial Union of Textile Workers* mentre gli I.W.W. spostavano all'Ovest il loro campo di azione.

La F.S.I., d'altra parte, non avrà la consapevolezza, né la forza, di modificare questa situazione; la sua ibrida struttura, a metà tra l'organizzazione politica e quella sindacale, la carenza di un'analisi autonoma nei confronti della ristrutturazione tayloristica della produzione in atto nel paese e

⁵⁶ E. GURLEY FLYNN, *La verità sullo sciopero di Paterson*, in R. MUSTO, *Gli I.W.W. e il movimento operaio americano*, Napoli, 1975, p. 139.

nell'individuazione delle forme di opposizione della classe operaia ad essa, non le davano gli strumenti e il potere per criticare e suggerire. La presenza discreta, seppur fondamentale, della Federazione a fianco degli I.W.W. in due tra i più grandi scioperi gestiti dall'organizzazione, non le permetteva di interferire sulle scelte strategiche; la sua indecisa posizione la costringeva ad un ruolo subalterno nel momento dello scontro, relegandola a fornitrice di propagandisti e organizzatori, talvolta di iniziative.

C'erano evidentemente all'interno della Federazione sia tentativi di chiarificazione interna che quelli volti ad apportare contributi alla linea del sindacato industriale; Felice Guadagno esortava gli I.W.W. a non intervenire in scioperi non organizzati da loro e non rispecchianti interamente i loro principi inquanto, dove lo sciopero generale non fosse stato possibile per motivi strutturali, l'organizzazione avrebbe dovuto avere il coraggio morale di scindere le proprie responsabilità da azioni che non avrebbe potuto controllare: «Noi vogliamo l'organizzazione per la lotta, e non la lotta per l'organizzazione»⁵⁷.

Intanto, nel corso del 1913, la situazione della F.S.I. si era fatta particolarmente critica: nel giugno del 1914, quando si tenne il congresso nazionale, dei 1300 membri dell'inizio dell'anno precedente ne rimanevano 700 facenti parte di 40 sezioni.

Rossoni, tornato negli Stati Uniti nell'autunno del 1913 per sfuggire ad una sicura condanna in Italia su accusa di istigazione a delinquere e incitamento all'odio di classe in occasione di un comizio da lui tenuto a Milano nel corso dello sciopero dei metallurgici⁵⁸, trovò una situazione ben più fragile di quella che aveva lasciato: adesso molte sezioni sembravano in procinto di sciogliersi per inefficienza e apatia dei loro membri, per mancanza di una linea netta da seguire, per la frequente espulsione dei militanti inattivi. Poche erano le sezioni a sfuggire alla crisi; tra queste la sezione Andrea Costa di Boston e il Latin Branch I.W.W. di San Francisco, grazie all'opera di Luigi Parenti⁵⁹.

⁵⁷ AUSONIUS, *Perché l'I.W.W. perde certi scioperi*, in «Il Proletario», a. XVII, n. 25, 28 giugno 1913, p. 1.

⁵⁸ Cfr. F. CORDOVA, *op. cit.*, p. 370.

⁵⁹ Luigi Parenti, nato a Calcinai, in provincia di Pisa, il 18 febbraio 1887, impiegato. In Italia, pur non essendo appartenuto ad alcun partito, era stato un fomentatore di scioperi e uno dei fondatori della Lega dei Tranvieri della provincia di Lucca. Dal 1910, a San Francisco, dava la sua attività alla *local* I.W.W. e teneva contatti con la F.S.I. Nel 1913 compiva un giro di propaganda in California e nel 1915 risultava essere in corrispondenza con Armando Borghi che gli chiedeva sostegno per l'U.S.I. Nel 1916 veniva condannato a tre mesi di carcere per aver tentato, a San Francisco, di parlare in luogo pubblico contro la detenzione di Trecca e degli altri arrestati del Minnesota. Nel 1918 fu uno degli accusati del processo di Chicago contro gli I.W.W. e fu condannato a 5 anni di reclusione; fu rilasciato in libertà nel maggio successivo in attesa di revisione del processo. Nel 1932, tornato per qualche tempo in Italia, risultava frequentare elementi fascisti e manifestare idee favorevoli al regime.

Fonte: C.P.C. ad nomen.

L' 'impasse' della Federazione era poi legato anche ad una forte crisi finanziaria. Il giornale aveva un notevole deficit amministrativo ed era passato da una mano all'altra per quanto riguardava redazione e direzione: Guadagno, che aveva sostituito Giovannitti durante la sua assenza e partecipato con lui alla redazione dal febbraio al luglio, ne usciva accusato di appropriazione indebita e altre scorrettezze amministrative e fondava a Barre, Vt., un proprio giornale dal nome «L'Azione»; dopo di lui, dal 16 agosto, Giovannitti e Venanzi si divideranno la redazione fino al maggio 1914.

All'inizio del 1914 «Il Proletario» brancolava in un deficit, che si aggirava sui \$ 1400, che avrebbe causato una sospensione delle pubblicazioni nell'ottobre e il rischio che gli fosse negato il diritto di spedizione postale, con nuovo pericolo per la sua stessa esistenza. Nel maggio la direzione passava a Giovannitti, Venanzi e Rossoni. Quest'ultimo l'avrebbe poi tenuta dall'agosto dello stesso anno al giugno 1915. La sostanziale estraneità dalla realtà politica americana aveva fatto sì che fosse passata inosservata la vittoria elettorale di Wilson nelle elezioni presidenziali del 1912, così come il successo elettorale del candidato del S.P. Debs, che aveva ottenuto il 6% del totale di voti. L'elettoralismo del S.P. non offriva che la possibilità di avere un'amministrazione costituita da uomini capaci «di reggere la baracca borghese onestamente, economicamente, ed efficacemente». Critiche sempre più insistenti, anche se spesso superficiali, furono rivolte in questo periodo alla democrazia americana e si inasprirono al tempo delle scelte interventiste di Wilson. Accuse violente venivano scagliate sulla corruzione politica dilagante, da cui nessun partito riusciva a sottrarsi: giudizi piuttosto duri erano espressi sia sulla linea politica del Partito Progressista, che voleva «...raggruppare tutte le classi sulla marcia dell'armonia sociale»⁶⁰, sia su quella del Partito Democratico anche se gli si riconoscevano alcuni meriti. Si riaffermava comunque una decisa sfiducia nell'idea democratica, infatti essa (quella nata dagli 'ideali pionieristici') «...è scomparsa. L'ha seppellita il trust con l'aiuto e la complicità del politicante, del prete e del ministro protestante»⁶¹.

Al S.P., inoltre, di nuovo e sempre, la F.S.I. rimproverava di aver abbandonato il terreno della lotta di classe continuando a mantenere una posizione di chiusura nei confronti dell'I.W.W. La superficialità dell'analisi della Federazione non teneva conto, evidentemente, di certi dati incontrovertibili, quali il fatto che proprio a partire dal 1914 il S.P. vedeva un incremento del numero degli immigrati nelle sue file⁶². La F.S.I. del S.P., la cui entità era generalmente sottovalutata, quando non addirittura ridicolizzata dai sindacalisti italiani, tra il 1914 e il 1915 avrebbe infatti visto duplicare

⁶⁰ M. STANGA, *La bancarotta della democrazia americana*, in «Il Proletario», a. XVII, n. 42, 23 ottobre 1913, p. 1.

⁶¹ M. STANGA, *L'idea democratica*, in «Il Proletario», a. XVIII, n. 27, 11 luglio 1914.

⁶² G. BOCK, *op. cit.*, p. 137.

il numero delle sue sezioni che da 44 dell'aprile 1914 sarebbero divenute 71 nel marzo dell'anno successivo.

Il IV congresso della F.S.I. si tenne il 6 e 7 giugno 1914 a New York. Su 40 sezioni iscritte alla Federazione, con circa 700 membri, furono presenti al congresso soltanto 28 sezioni in rappresentanza di circa 500 aderenti. Il Congresso si concluse con l'approvazione all'unanimità dell'ordine del giorno proposto da Rossoni che riconfermava i deliberati di Utica. Rossoni infatti, pur riconoscendo i limiti degli I.W.W., riteneva fondamentale in questa fase il lavoro di propaganda svolto dalle sezioni italiane. Proponeva così di dare alla Federazione il carattere di Lega Nazionale di Propaganda per l'I.W.W., mentre «Il Proletario» sarebbe divenuto il suo organo ufficiale in lingua italiana.

Secondo i resoconti del giornale era un enorme successo. In realtà i deliberati non avevano un diretto riscontro nella prassi della Federazione: la riconferma dei principi enunciati ad Utica dimostrava come, nell'arco di tre anni, essi non fossero stati totalmente acquisiti, tanto da far sentire la necessità di una loro ridiscussione. La nuova formula con cui la Federazione si definiva, 'Federazione delle Leghe di Propaganda dell'I.W.W.', aveva lasciato non poche perplessità e dubbi in chi, più di altri, era fautore di una linea autonomista e temeva ingerenze eccessive da parte della Direzione Centrale dell'I.W.W.; le sezioni inoltre non avevano visto accrescere il loro numero, né quello dei loro aderenti.

Dopo la fine del Congresso Giovannitti usciva dalla Federazione pur continuando a collaborare con essa; poco più tardi avviò con Onorio Ruotolo la pubblicazione della rivista politico-letteraria «Il Fuoco» e nel 1915 avrebbe creato con Flavio Venanzi una nuova rivista quindicinale dal titolo «Vita».

Nei mesi che seguirono inoltre l'unanimità con cui era stata approvata la mozione antimilitarista si ruppe ed emerse la linea interventista de «Il Proletario» che, sotto la guida di Rossoni, abbracciava le tesi dei sincacalisti rivoluzionari italiani. A poco per volta inoltre le prime astratte dichiarazioni rispetto ad uno sbocco rivoluzionario da dare alla guerra vennero trasformandosi in precise enunciazioni interventiste a fianco della Triplice Intesa. Una netta opposizione alla guerra era comunque sostenuta dalla base della Federazione mentre i leaders — Venanzi, Cannata, Mizzi, Di Gregorio — si fecero portavoce dei tradizionali principi rivoluzionari e internazionalisti, ribadendo dure critiche nei confronti del proletariato europeo che non aveva saputo opporsi alla conflagrazione.

Mentre Rossoni rafforzava la sua campagna interventista la Commissione esecutiva, pur dichiarandosi contraria alla linea da lui sostenuta, invitava alla tolleranza reciproca delle due fazioni in modo da evitare fratture. In realtà la rottura si stava già delineando e mentre le file degli antimilitaristi si arricchivano di un uomo come Giovanni Baldazzi — che, da poco giunto dall'Italia, avrebbe assunto un ruolo di grande importanza all'interno della Federazione — quelle degli interventisti potevano ora contare anche sull'ap-

poggio di alcuni militanti di base delle sezioni. Nel maggio del 1915 Rossoni, partito per un giro di propaganda, lasciava il giornale nelle mani di Flavio Venanzi che gli dette impronta antimilitarista; l'intervento dell'Italia, poi, spaccò definitivamente in due la F.S.I. Venanzi e Rossoni, come leaders delle due fazioni, furono invitati a dimettersi dal giornale, del quale erano amministratore il primo, direttore il secondo. Di lì a poco compariva sulle sue pagine il 'congedo' di Rossoni⁶³, che alludeva a una sua probabile partenza dall'America.

In realtà egli sarebbe partito soltanto nel giugno del 1916 e avrebbe preso una strada ben diversa; finanziato dai francesi per propagandare la guerra a fianco dell'Intesa⁶⁴, probabilmente iscritto alla massoneria, prese la direzione del giornale «Italia Nostra», di chiara ispirazione nazionalista, che ebbe vita breve. Con Rossoni lasciavano la Federazione gran parte dei suoi intellettuali. Era il caso di Bellalma Forzato-Spezia e di Domenico Trombetta; sebbene si tendesse a minimizzarne le proporzioni, le sue file uscivano molto indebolite dal dibattito sulla guerra e dalla scissione da esso provocata. Ancora una volta, nel corso della discussione, mancò un'analisi corretta delle cause che avevano provocato la guerra e ciò falsò parzialmente i termini del dibattito; la divisione all'interno della Federazione, inoltre, non fu che la riproduzione e il riflesso di quella avvenuta tra i sindacalisti italiani. «Il Proletario» trasferito a Boston, passò nelle mani di Giuseppe Cannata e Quadrio Muratori, prendendo posizioni decisamente contrarie alla guerra e rivendicò la sua nuova gestione 'operaistica'⁶⁵. La legittimazione del 'colpo di mano' dei compagni di Boston fu lasciata alle risoluzioni del Convegno Interstatale del Mass., R.I. e N.H. che si tenne nell'ottobre del 1916. La mozione approvata fu proposta da Cannata, Muratori, Mazzarella e Angelo Faggi⁶⁶ — un sindacalista italiano giunto da pochi anni in America, scalpellino a Barre, Vt. —; non soltanto vi si ribadiva l'opposizione alla guerra ma si affidava all'I.W.W. l'iniziativa della ricostituzione dell'Internazionale «...ammettendo a parteciparvi i sindacalisti operai che accettano l'abolizione della proprietà privata, la lotta di classe, l'azione diretta, e una tenace e violenta opposizione al militarismo...»⁶⁷. Era l'idea di una nuova Internazionale, omogenea e creata dal basso, ispirata ai principi dell'I.W.W., una specie di sindacato industriale esteso a tutto il mondo⁶⁸: proposito non alieno da un certo velleitarismo e da sicura sopravvalutazione del ruolo dell'I.W.W. a livello internazionale.

⁶³ E. ROSSONI, *Congedo*, in «Il Proletario», a. XIX, n. 20, 26 giugno 1915, p. 1.

⁶⁴ Notizie tratte dall'intervista con De Ciampis. Per la sua affiliazione alla Massoneria vedi invece F. CORDOVA, *op. cit.*, p. 377.

⁶⁵ G. BALDAZZI, *Progetto-Programma concernente la situazione de 'Il Proletario' e della F.S.I. degli S.U. d'America*, in «Il Proletario», a. XIX, n. 34, 16 ottobre 1915, p. 3.

⁶⁶ per la biografia di Angelo Faggi vedi T. DETTI-F. ANDREUCCI, *op. cit.*, p. 161.

⁶⁷ A. FAGGI, *Dopo il Convegno*, a. XIX, n. 36, 30 ottobre 1915, p. 1.

⁶⁸ S.F., *L'I.W.W., la nuova Internazionale*, in «Il Proletario», XIX, n. 41, 4 dicembre 1915, p. 1.

I tentativi di analisi della Federazione riguardo ai motivi del mancato sviluppo del movimento guidato dal sindacato industriale dimostravano lo sforzo di apportare contributi autonomi alla linea dell'I.W.W. Ancora una volta però la visione della F.S.I. appariva ristretta e settaria, carente di precise analisi sullo sviluppo del capitalismo statunitense e sul ruolo dello Stato nei confronti del conflitto industriale; questi temi sembravano toccare soltanto parzialmente l'immigrato italiano, ancora lontano dal sentirsi integrato in quella società americana di cui in qualche modo era parte.

Emerge in questo periodo un interesse crescente della Federazione nei confronti delle agitazioni e delle rivendicazioni operaie anche se questo rimase per molti versi 'teorico'. Infatti solo raramente si vide una partecipazione diretta dei militanti della F.S.I. o una mobilitazione delle sezioni nella direzione di lotte che furono interamente affidate agli I.W.W. «Il Proletario», inoltre, tendeva a mettere in risalto gli scioperi in cui i lavoratori italiani avevano un ruolo predominante e in particolare quelli organizzati dagli I.W.W., tanto che spesso l'entità delle lotte, filtrata attraverso una logica così settoriale, era soggetta a deformazioni. E questo il caso del rilievo dato agli scioperi dei panettieri, che di fatto non costituiscono il settore più importante o uno dei più importanti del movimento, e le cui lotte coinvolsero un numero limitato di lavoratori, mentre passarono quasi inosservati scioperi come quello dei 30000 metallurgici a San Francisco del 1917. L'unico sciopero del periodo a cui la F.S.I. dedicò parte delle sue energie a causa della massiccia presenza italiana fu il grande sciopero dei minatori del ferro grezzo del Mesabi Range le cui vicende sono state ampiamente studiate⁶⁹. Nella direzione dello sciopero, in mezzo agli organizzatori degli I.W.W. quali Sam Scarlet, Carlo Tresca, Elizabeth Gurley Flynn, un ruolo di qualche rilievo fu giocato da Efrem Bartoletti, anche lui minatore del ferro e poeta militante della F.S.I. che al successo dello sciopero dedicò le sue energie e alcune delle sue poesie. La Federazione commentò 'positivamente' la fine dello sciopero: «Abbiamo destato negli schiavi dell'industria del ferro, e fatta loro comprendere la necessità di una forte e permanente organizzazione»⁷⁰, e da quel momento si impegnò con grande forza per la liberazione dei prigionieri politici.

⁶⁹ Per notizie sulla situazione del Mesabi Range prima dello sciopero del 1916 vedi P.S. FONER, *op. cit.*, pp. 486 e sgg.; sullo sciopero vedi inoltre: H.R. WASATJERNA, ed. *History of the Firms in Minnesota*, Duluth, 1957, pp. 261 e sgg.; D. OLLILLA jr., *From socialism to industrial unionism (I.W.W.): Social Factors in the emergence of left-labor radicalism among Finnish workers on the Mesabi, 1911-19.*, in: M.G. KARNI, M.E. KAUPS, D.J. OLLILLA jr. ed. *The Finnish Experiences in the Western Great Lakes region: New Perspectives*, Vennmla, 1975, pp. 156 e sgg.; H. BERMAN, *Education for work and labor solidarity. The immigrant miners and radicalism, in the Mesabi Range*, University of Minnesota, 1964, non pubblicato, I.H.R.C.; Sull'esperienza degli italiani del Minnesota vedi R.J. VECOLI, *The Italians*, in J. HOLNQUIST, ed. *They Chose Minnesota*, St. Paul, 1981.

⁷⁰ S.f., *La lotta del Minnesota è stata sospesa, comunicato ufficiale dell'I.W.W.*, in «Il Proletario», a. XX, nn. 38, p. 1.

Nel settembre Enrico Meledandri annunciava che in Italia si stava preparando una grossa campagna a sostegno dei prigionieri politici americani e che l'appello dell'U.S.I. era stato raccolto dalla Confederazione Generale del Lavoro con entusiasmo ⁷¹, mentre negli Stati Uniti si formavano ovunque comitati di Difesa e si indicevano comizi e dimostrazioni in cui si ribadiva come nel processo Tresca la vera accusata fosse l'I.W.W. a cui si voleva negare il diritto di esistenza.

Se l'attenzione della F.S.I. era in gran parte rivolta alle lotte del lavoro negli Stati Uniti, non minore fu quella nei confronti degli avvenimenti italiani, con particolare riferimento allo scontro di classe in atto nel paese. Segno evidente che era ancora l'Italia il luogo su cui il proletariato immigrato puntava le sue speranze di rinnovamento sociale, il paese a cui far ritorno al momento del grande moto rivoluzionario. Grande interesse era rivolta allo sviluppo del socialismo e del sindacalismo italiano. Ma mentre nei confronti del P.S.I. la posizione della Federazione parve sempre piuttosto contraddittoria, rapporti di profonda stima e solidarietà univano la Federazione all'U.S.I. che era considerata l'unica organizzazione italiana tesa al raggiungimento dell'unità operaia. Molta risonanza ebbero per la F.S.I. i fatti della 'settimana rossa' del giugno 1914; ancor più gli sviluppi della situazione italiana in campo operaio del biennio 1919-20 daranno luogo ad un trionfalismo che porterà a vedere l'Italia alle soglie di una rivoluzione sul modello sovietico. Nel luglio 1919 «Il Proletario» avrebbe scritto: «La rivoluzione è in marcia in tutta Italia», rivelando da un lato la tendenza ad esasperare i toni del conflitto sociale, dall'altro un eccessivo ottimismo in parte motivato da una conoscenza piuttosto parziale e indiretta degli avvenimenti italiani.

La notizia dell'entrata in guerra dell'Italia nel 1915 fu accolta dalla Federazione senza stupore, visto che da mesi l'intervento italiano era stato previsto e discusso: «Noi internazionalisti veri... che nell'Internazionale abbiamo fede non come un'utopia senza base ma come realtà vivente di domani, non abbiamo nessun elemento aggiunto, né di sgomento, né di indignazione, con l'aggiunta di un nuovo elemento belligerante, sia pure questo elemento la nazione a cui apparteniamo» ⁷².

Non furono invece risparmiate le accuse nei confronti della monarchia sabauda, né le critiche al P.S.I. che si era opposto con poca energia all'intervento.

Il 1916 pare essere un anno piuttosto felice per la Federazione e per il suo organo la cui tiratura arriverà a 7.800 copie. Dall'epoca del trasferimento a Boston fino al giugno del 1916 il giornale fu curato da Cannata, al cui fianco si alternarono Muratori, Mina, e, dal gennaio dello stesso anno, Baldazzi; fu poi il Congresso Nazionale che si tenne a Boston nel maggio del

⁷¹ Cfr. E. MELEDANDRI, *L'agitazione in Italia per i carcerati del Minnesota*, in «Il Proletario», a. XX, n. 37, 30 settembre 1916.

⁷² S.f. *Anche l'Italia*, in «Il Proletario», a. XIX, n. 19, 29 maggio 1915, p. 1.

1916 a stabilire che la responsabilità de «Il Proletario» passasse ad Angelo Faggi che sembrava dare garanzia di una continuità della linea sindacalista del giornale. Il V Congresso della F.S.I. vide Cannata farsi sostenitore di una maggior fusione dell'elemento italiano con gli I.W.W. e Baldazzi difensore invece di una linea 'autonomista' in considerazione della riaffermata importanza della propaganda anti-clericale e anti-nazionalista. Fu comunque la mozione Faggi, più vicina alle posizioni di Baldazzi, ad ottenere la maggioranza dei voti. Essa non fece altro che ribadire i principi sindacalisti ed era semmai l'atteggiamento 'pragmatico' di Faggi a renderla più radicale in alcune sfumature. L'ennesimo pronunciamento antimilitarista espresso al Congresso di Boston rimase per tutto il 1916 unicamente sulla carta. L'intervento statunitense dell'aprile 1917 pose la Federazione di fronte a molti nuovi problemi, non ultimo lo scatenarsi di una durissima repressione in tutto il paese che avrebbe messo in pericolo la sua stessa esistenza. Gli occhi della Federazione si puntarono ancora una volta sugli I.W.W., l'organizzazione che con più forza si impegnò in vaste campagne di organizzazione, nel sollecitare gli operai a non disertare le lotte, nel dirigere quegli scioperi che, paralizzando talvolta l'industria bellica, fecero accusare il sindacato industriale di tradimento e di antiamericanismo.

Ai primi di agosto del 1917 il sequestro di un numero del giornale fu la prima avvisaglia del proposito di togliergli il diritto di spedizione postale. Nell'ottobre furono arrestati 165 I.W.W. — tra cui Faggi, Giovannitti, Baldazzi, Tresca e altri italiani — sotto l'accusa di sedizione e complotto contro lo stato. In seguito a questi fatti la F.S.I. convogliò tutte le sue energie nel Comitato Centrale di Difesa di Chicago, luogo in cui si sarebbe celebrato quel processo che, secondo l'analisi della Federazione, avrebbe stabilito «...se la manodopera organizzata ha il diritto, malgrado qualsiasi provocazione, di darsi allo sciopero in tempo di guerra»⁷³. Sequestrato definitivamente «Il Proletario» dalle autorità federali benché sulla base di incriminazioni inconsistenti, nel maggio del 1918 uscì il primo numero di un nuovo giornale, «La Difesa», con sede a Chicago, che continuerà comunque ad avere grossi problemi di diffusione.

Fu in questo periodo che, in seguito al prevalere delle tendenze 'centralizzatrici' all'interno del sindacato industriale e del suo massimo organo dirigente — il 'General Executive Board' —, si stabilì di sostituire alle Leghe di Propaganda, la cui attività sembrava non essere sufficientemente incisiva, le *Locals* di Reclutamento direttamente affiliate controllate dall'I.W.W. Il loro compito sarebbe stato quello di raccogliere tutti i lavoratori la cui industria non fosse ancora organizzata; sarebbero state l'«anticamera» delle Unioni Industriali. Da ora in poi il dibattito all'interno della Federazione si incentrò su questo cambiamento — che avrebbe di fatto comportato una maggior dipendenza dall'I.W.W. —, e sulla possibilità di

⁷³ S.f. *L'appello del Comitato di San Francisco, Cal.*, in «Il Proletario», a. XXI, n. 40, 10 novembre 1917, p. 1.

trasferire il giornale a Chicago sotto il controllo, soprattutto amministrativo, dell'organizzazione. La tendenza favorevole ad una fusione e quella che difendeva invece posizioni 'autonomiste' si polarizzarono intorno alle figure di Cannata e di Faggi, con un dibattito nel quale furono molti a prendere posizione.

Cannata ribadiva come la fusione avrebbe costituito una via d'uscita dalla cristallizzata situazione degli ultimi anni in cui gli iscritti erano ancora 200, e favorito inoltre la mai attuata coesione con elementi di altre nazionalità. Faggi, d'altro canto partiva da una considerazione sostanzialmente negativa delle locals di Reclutamento ⁷⁴, ed affermava che sciogliersi in queste Unioni avrebbe significato disperdere le sparute forze italiane e renderle inattive. Al VI Congresso della F.S.I. che si tenne a Boston il 2 e 3 settembre 1917 le opposte posizioni trovarono espressione in due ordini del giorno contrapposti. Fu comunque la mozione 'autonomista' a vincere con largo margine spingendo Cannata a chiedere un referendum di verifica che non fu mai fatto. Il forte deficit del giornale impose comunque il trasferimento a Chicago, sotto la tutela del Publishing Bureau dell'I.W.W. che si impegnava ad intervenire soltanto sul piano amministrativo; non avrebbe invece controllato la linea politica del giornale, ammenoché questo non cessasse di fare propaganda per l'I.W.W. nel senso più generico del termine.

L'ondata reazionaria nei confronti degli I.W.W. costrinse la F.S.I. a dedicarsi per quasi tutto il 1918 quasi unicamente all'opera di difesa non solo dei detenuti politici ma della sua stessa esistenza. La Federazione, per i suoi legami con gli I.W.W. e per l'esaltazione della rivoluzione d'ottobre, oltre che, naturalmente, per la sua ferma opposizione alla guerra, fu infatti perseguitata; e ciò contribuì molto ad assottigliare le sue file. Il giornale dovette di nuovo cambiare testata su iniziativa di Faggi che, dopo la fine della guerra, pensò di poter riacquistare il diritto di spedizione postale usando un nuovo nome, questa volta «Il Nuovo Proletario». Durante tutto il 1918 le sezioni poterono svolgere un'attività molto limitata: nel luglio la sezione di Quincy, Mass. aveva subito un tentativo di *raid*, mentre ovunque militanti della Federazione erano stati licenziati dai loro posti di lavoro e incarcerati con l'accusa di aver propagandato contro la guerra. Il 1919 fu un anno nuovamente difficile per la Federazione, i provvedimenti del governo americano tesi alla deportazione di tutti gli stranieri legati al movimento radicale colpì vari membri della F.S.I.; insieme ad Efrem Bartoletti, Quadrio Muratori, Angelo Varicchio, fu colpito anche Angelo Faggi, arrestato nel febbraio su denuncia del Dipartimento del Lavoro e condannato alla deportazione in Italia ⁷⁵. Faggi, che nell'abbandonare gli Stati Uniti lasciava la

⁷⁴ A. FAGGI, *L'indirizzo della nostra Federazione ed i suoi rapporti con l'I.W.W. Relazione al VI Congresso Nazionale della F.S.I., 2-3 settembre 1917*, in «Il Proletario», a. XXI, n. 31, 11 agosto 1917, p. 3.

⁷⁵ Not, *L'arresto di Angelo Faggi*, in «Il Nuovo Proletario», a. II, n. 7, 1° marzo 1919, p. 1.

direzione del giornale nelle mani di Antonio Presi, uno scalpellino di Barre, Vt., una volta in Italia riprese immediatamente l'attività politica e fu eletto a Piacenza segretario della locale Camera del Lavoro.

Dall'inizio del 1920 il giornale riprese il suo nome «Il Proletario» e si cominciò a ventilare l'ipotesi ambiziosa di pubblicare un'edizione newyorke-
se. In febbraio nasceva sotto il patrocinio della F.S.I. una «Lega Italiana di Difesa Operaia» che ebbe come segretario Baldazzi. Anche nei mesi della grande repressione la F.S.I. aveva preso alcune iniziative cercando di rimettere in piedi i gruppi dispersi e invitando a reclutare militanti per l'I.W.W. nelle file della varie unions: la *United Mine Garment Workers*, la *United Garment Workers*, la *International Longshoremen's Association* e la *Amalgamated Clothing Workers*. Ancora una volta, pur nella consapevolezza di un certo declino del sindacato industriale, nella constatazione amara che esso aveva perso il 75% dei suoi membri, l'I.W.W. rimaneva «...l'unica speranza di un movimento rivoluzionario in America»⁷⁶.

Il VII Congresso della F.S.I., che si tenne a Brooklyn l'8 e 9 gennaio 1921, si incentrò fundamentalmente sullo scioglimento nel sindacato industriale a partire dalla necessità di una riorganizzazione della Federazione la cui debolezza e impotenza veniva adesso da tutti riconosciuta. Leader della fazione 'autonomista' fu questa volta, imprevedibilmente, Baldazzi che al congresso precedente si era pronunciato nel senso opposto. Secondo Baldazzi i tentativi degli italiani di fondersi nell'I.W.W. erano stati fallimentari soprattutto a causa dell'impermeabilità dell'elemento indigeno alle istanze e alla cultura italiana. Cannata sostenne invece la necessità dello scioglimento nel sindacato industriale insistendo sulla centralità di un intervento diretto in fabbrica, in considerazione tra l'altro del buon andamento dei gruppi di Detroit e Brooklyn, trasformati in *locals* di reclutamento. Le sezioni della F.S.I. avrebbero quindi dovuto diventare *locals* industriali o di reclutamento e fornire propagandisti italiani quando fossero necessari per l'organizzazione di uno sciopero.

La mozione Cannata ebbe 193 voti, la mozione Baldazzi 24. In sede congressuale si discusse anche dell'adesione dell'I.W.W. alla III Internazionale soprattutto in seguito ad una lettera di Zinoviev che sollecitava in tal senso. Nel gennaio del 1921 il General Executive Board dell'I.W.W. aveva stabilito di non aderire all'Internazionale Comunista; il Congresso della F.S.I. non fece che ratificare questa decisione patrocinando invece l'adesione all'Internazionale dei Sindacati Rossi, che di lì a poco sarebbe stata creata, «...in omaggio all'unità di classe del proletariato organizzato e per fare encomiabile atto di solidarietà con la rivoluzione russa...»⁷⁷. In realtà gli I.W.W. ritirarono poi la loro adesione e la F.S.I. si allineò alle posizioni del sindacato industriale.

⁷⁶ FERRIGNO, *L'I.W.W. di oggi*, in «Il Proletario», a. XXV, n. 4, 22 gennaio 1920, p. 2.

⁷⁷ P.M. DE CIAMPIS, *Noi e l'Internazionale dei Sindacati Rossi*, in «Il Proletario», a. XXV, n. 50, 1° dicembre 1921, p. 3.

Le deliberazioni del Congresso di Brooklyn, stabilendo il definitivo scioglimento della Federazione Socialista Italiana del Nord America nell'I.W.W., ratificarono di fatto la sua fine. Gli articoli apparsi all'indomani del Congresso, riflettendo la consapevolezza dei pericoli insiti in questa scelta, non ebbero carattere trionfalista; molto più semplicemente, pur prendendo atto dell'esiguità numerica della Federazione, ci si dichiarò «...più che mai decisi alla lotta e alla conquista»⁷⁸.

Dopo il Congresso di Brooklyn «Il Proletario» — come *Italian Weekly of the Industrial Workers of the World* — continuò a vivere fino al 1946; si concludeva nel 1921, invece, l'esistenza della Federazione Socialista Italiana del Nord America. La dura reazione di quegli anni aveva affrettato il processo di dissoluzione della Federazione la cui funzione era divenuta oramai anacronistica rispetto alla natura dello scontro di classe in America. La sua opera di propaganda aveva certamente stimolato la sindacalizzazione di una parte dei lavoratori italiani immigrati attraverso un vasto e capillare lavoro di 'educazione rivoluzionaria' ma la sua azione non fu incisiva quanto i suoi leaders avrebbero sperato. La incerta adesione della F.S.I. al sindacato industriale dell'I.W.W. fu uno dei motivi che contribuirono alla sua impotenza. Se essa accusò a più riprese il sindacato industriale per la sua incapacità di creare una solida organizzazione preesistente allo scoppio degli scioperi e di mantenerla poi, dopo la loro conclusione, l'I.W.W. non riuscì a fornirle una seria direzione: «Il sindacalismo rivoluzionario non riuscì a dare una base durevole al movimento operaio italo-americano»⁷⁹.

Probabilmente gli italiani, come pure gli altri gruppi etnici, ebbero una posizione subalterna all'interno dell'I.W.W. che rimaneva pur sempre diretta da americani. I sindacalisti italiani mostrarono sempre scarso interesse per la società americana e concentrarono semmai la loro attenzione sugli avvenimenti che toccavano direttamente il movimento operaio e le sue lotte. Secondo Gisela Bock «...l'interesse degli immigrati per la società nordamericana prescindeva dalle sue idee ed istituzioni...»⁸⁰, ma va notato come osserva Ortoleva, che ciò «...non significa necessariamente ritorno ai valori tradizionali, ma poteva significare proposizione dell'immagine dell'America 'vera', libera e egualitaria, contro quella oppressiva e classista»⁸¹.

Grande fu sempre l'attenzione che la F.S.I. rivolse all'Italia, che rimane il paese a cui far ritorno al momento della vagheggiata e prossima rivoluzione sociale. Lo schematismo ideologico e la confusione teorica di gran parte dei suoi membri, la mancanza di un numero sufficiente di propagandisti capaci di guidare e condurre alla vittoria lotte a larga composizione italiana, costituirono i limiti soggettivi del lavoro svolto dalla Federazione. Negli scioperi a cui la F.S.I. partecipò con propri membri e propagandisti,

⁷⁸ NOI, *Dopo il Congresso*, in «Il Proletario», a. XXV, n. 6, 5 febbraio 1921, p. 1.

⁷⁹ R.J. VECOLI, *Pane e Giustizia*, op. cit., pp. 82-89.

⁸⁰ G. BOCK, op. cit., p. 85.

⁸¹ P. ORTOLEVA, op. cit., pp. 24-25.

con l'eccezione di Lawrence e di pochi altri, essa si sciolse nel lavoro organizzativo dell'I.W.W. e non riuscì generalmente a veder aumentare il numero dei suoi militanti a conclusione della lotta. Il suo settarismo ostacolò inoltre, almeno fino a pochi mesi prima del suo scioglimento, qualunque tipo di collaborazione con altri gruppi politici e sindacali, mentre i contatti con gli altri gruppi etnici avvennero prevalentemente in occasione di comizi internazionali e non ebbero mai una continuità essendo improntati quasi unicamente da una generica solidarietà. Le sezioni della F.S.I., d'altra parte, non furono mai gruppi di organizzazione operaia quanto piuttosto centri di formazione di militanti. Mancava al loro interno una qualche coesione; esse si coagulavano intorno a pochi leaders e spesso ne seguivano le sorti.

La Federazione non pagò comunque soltanto il prezzo dei propri limiti ed errori; essa infatti aveva dovuto scontrarsi con l'arretratezza e l'ostilità, quando non con l'aperto boicottaggio, delle colonie italiane in mezzo alle quali si svolse la sua azione.

I militanti della F.S.I. sembravano fortemente rivolti ad un ritorno in Italia; la loro partecipazione alle lotte era momentanea, subito dopo essi si allontanavano dall'organizzazione o si chiudevano all'interno delle sezioni cadendo spesso nell'apatia, in sterili discussioni, in pronunciamenti privi di contenuti reali. I leaders della F.S.I., spesso operai in Italia, solo raramente dotati di un livello superiore di istruzione o di una qualche istruzione, furono quasi tutti uomini che avevano avuto un passato politico, simpatie socialiste o sindacaliste e una piccola o grande esperienza di lotta alle spalle.

In seguito allo scioglimento della Federazione, militanti e leaders si dispersero o entrarono a far parte di altre organizzazioni sindacali o politiche. Alcuni si affiliarono ai sindacati dell'abbigliamento come l'*International Ladies Garment Workers Union* e l'*Amalgamated Clothing Workers of America*, altri (Venanzi, Di Gregorio, Cannata e Palmacci) aderirono al Partito Comunista, altri ancora (Piesco, Fazio, Giovannitti, Mazzarella, Frisina) si ritroveranno nelle file di quelle organizzazioni antifasciste che di lì a poco sarebbero sorte anche negli Stati Uniti quali l'Alleanza Antifascista e, più tardi, la Mazzini Society e nella redazione dei giornali antifascisti «La Stampa Libera» e «Il Nuovo Mondo». Faggi, Mari e altri continuarono in Italia la loro attività nelle file dell'U.S.I. o dei partiti Comunista e Socialista. Una parte degli ex militanti della Federazione, invece, seguendo l'esempio di alcuni sindacalisti rivoluzionari italiani, avrebbero avuto cariche di minore o maggiore responsabilità nelle file del fascismo in America o in patria; è questo il caso di Baldazzi e Rossoni, futuro ministro del governo fascista.

ELISABETTA VEZZOSI

Summary

The essay outlines the history of the Italian Socialist Federation in North America with special reference to the decade 1911-1921. The Socialist Federation led a tormented existence, characterised by inner dissensions and contrasts between neutrality and direct intervention, and external difficulties originating not only from the American authorities but also the Italian anarchists.

The presence of personalities, such as Tresca, Giovannitti and Rossoni, gave dynamism to the measures adopted by the Federation, as in the case of the Lawrence strike in 1912. World War I caused further splittings within the Federation, especially because of Rossoni's open interventionism. The difficulties and the repressive measures adopted by the American authorities increased when the Federation started praising the October revolution.

The 7th. Congress of the Italian Socialist Federation, overcoming the autonomists' opposition, decided for the dissolution of the Federation and the joining in the aggressive labour movement IWW.

Résumé

L'essai ébauche l'histoire de la Fédération Socialiste Italienne de l'Amérique du Nord, en prenant en considération surtout les années 1911-1921, depuis que la tactique syndicaliste avait été adoptée comme stratégie de la Fédération jusqu'à sa dissolution dans le syndicat de l'IWW (*Industrial Workers of the World*). La Fédération eut une vie tourmentée, caractérisée par des dissensions et des oppositions intérieures entre neutralité et action directe, et par des difficultés extérieures de la part des autorités américaines et des anarchistes italiens.

La présence de personnalités, comme Tresca, Giovannitti, Rossoni, contribua à rendre dynamique l'action de la Fédération, par exemple en occasion de la grève de Lawrence en 1912. La première guerre mondiale provoqua des divisions ultérieures, causées particulièrement par Rossoni, fauteur déclaré de l'intervention. Lorsque 1918, les difficultés et les répressions des autorités américaines augmentèrent.

Le 7ème Congrès de la Fédération Socialiste Italienne en 1921, contre les résistances autonomistes, déclara la dissolution de la Fédération dans le combatif syndicat de l'IWW.

Il fenomeno migratorio e la riforma previdenziale: elementi per un dibattito

1. - *L'altra Italia previdenziale*

I flussi migratori italiani continuano ad essere rilevanti. Annualmente sono più di 80.000 le persone che emigrano e altrettante quelle che rimpatriano. I cittadini italiani, residenti all'estero, sono più di 5 milioni di unità, cui si aggiungono gli emigrati che hanno preso la cittadinanza locale. Inoltre è consistente l'aumento degli stranieri in Italia e della cosiddetta emigrazione tecnologica, costituita dai lavoratori che si spostano temporaneamente all'estero alle dipendenze di imprese italiane. Queste realtà lavorative hanno anche implicazioni di natura previdenziale, non sempre considerate con la dovuta attenzione a differenza di quanto avviene per altre categorie di lavoratori.

Per rimediare alle carenze nei confronti di quest'altra Italia, nel 1981 si è svolta la prima Conferenza nazionale sulla sicurezza sociale degli italiani all'estero. In essa sono stati assunti precisi impegni da parte del Governo, di rappresentanti del Parlamento, degli Enti preposti alla soluzione dei tanti ed importanti problemi previdenziali concernenti i lavoratori migranti, anche se i risultati tardano ancora a manifestarsi in termini apprezzabili ¹.

Il dibattito sulla riforma del sistema previdenziale non può non indurre a riflettere sulle esigenze previdenziali dei migranti. Bisogna, innanzitutto, tener conto che su tali esigenze incidono anche le politiche attuate in altri contesti nazionali o a livello internazionale. Non bisogna, poi, dimenticare la specificità del caso previdenziale italiano, come evidenziano i seguenti elementi: la percentuale delle risorse destinate al capitolo pensioni (circa il 13% del prodotto interno lordo); la rilevante incidenza del disavanzo della sicurezza sociale sul disavanzo pubblico complessivo; le evasioni contributive; la commissione tra previdenza e assistenza; la proliferazione di una spesa non qualificata, anche per mancanza di un disegno lungimirante del legislatore; la diffusa scontentezza dell'utenza; un'aliquota del 22,8% (1980) del prodotto interno lordo dedicata alla sicurezza sociale, inferiore è vero

¹ MINISTERO AFFARI ESTERI, *Atti del Seminario-Convegno sulla «Tutela previdenziale e sicurezza sociale»*, Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 1982.

all'aliquota degli altri paesi europei, dove però è più contenuto il tasso di inflazione e più alta la produttività pro-capite².

Dal mondo dell'emigrazione non si frappongono resistenze alla volontà riformatrice: al contrario si offre un apporto specifico per perfezionare il progetto di riforma. È indispensabile, perciò, chiedersi quali rapporti si siano instaurati tra il nostro sistema previdenziale e i lavoratori migranti. Sono questi fruitori privilegiati o marginali del sistema? La loro problematica previdenziale ha trovato una esauriente impostazione nel corso del dibattito sulla riforma previdenziale attualmente in corso? Ci si è occupati di coordinare l'ordinamento interno italiano con quello degli altri Stati?

Si tratta di dare un giudizio politico a partire dall'esame dei dati tecnici. Per quanto sia stata ampia la base di riflessione, poiché questo è il primo tentativo organico di valutazione che viene compiuto dopo la Conferenza sulla sicurezza sociale del 1981, non si può non pensare che lo stesso possa essere completato ed arricchito. Si è ritenuto, tuttavia, urgente indirizzare l'indagine anche in questa direzione perché, in un momento in cui del sistema previdenziale nazionale si discutono finalità e riordino, non si può sottacere il fenomeno della mobilità o parlarne secondo alcuni schemi superati.

2. - Una categoria di privilegiati?

Bisogna innanzitutto chiedersi se i lavoratori migranti abbiano influito sull'andamento negativo del nostro sistema previdenziale³. Si dice che in Italia la previdenza ha assunto funzioni di redistribuzione del reddito per ovviare agli inconvenienti della politica economica. Si dice anche che la previdenza è stata chiamata a colmare le deficienze della politica sociale, assumendo nei confronti delle categorie bisognose i connotati di vero e proprio intervento assistenziale. Bisogna però dire che queste funzioni di supplenza sono state esercitate in modo assai marginale nei confronti dei lavoratori migranti, che pure sarebbero stati meritevoli di attenzione essendosi trovati, emigrando, in condizioni di maggiore bisogno e avendo assolto anche una funzione di alleggerimento delle strutture previdenziali italiane.

C'è quindi da rimanere perplessi nei confronti di chi lamenta uno spiccato assistenzialismo nei loro confronti.

I migranti, è vero, hanno goduto di alcuni aspetti liberali della nostra legislazione: ad esempio per quanto riguarda il pagamento delle prestazioni

² Cfr. CENSIS, *Spesa pubblica e politica sociale, Libro bianco sulla crisi dello stato assistenziale*, Milano, Franco Angeli, 1983; F. PIRRAU, «Crisi dei sistemi previdenziali, tutela dei lavoratori migranti e solidarietà sociale nell'ambito comunitario», in *Affari sociali internazionali*, n. 3, 1983, p. 181.

³ Si fa qui riferimento ad un documento predisposto dai patronati: «La riforma previdenziale e i servizi sociali», in *Emigrazione*, n. 3/4, 1983, p. 23.

pensionistiche in ogni paese del mondo o la possibilità di continuare la contribuzione volontaria all'estero. Non mancano altresì disposizioni che tengono conto delle particolari situazioni in cui essi vengono a trovarsi: l'indennizzo delle malattie professionali a favore di quanti rimpatriano dal Belgio; la facoltà (peraltro assai onerosa e perciò spesso inutilizzata) di riscattare i periodi di lavoro subordinati all'estero non coperti da contribuzione valutabile nelle assicurazioni italiane; la neutralizzazione della permanenza in paesi esteri non convenzionati al fine di accertare la sussistenza dei requisiti contributivi per la concessione della pensione di invalidità o l'ammissione alla contribuzione volontaria; la assistenza sanitaria (peraltro carente in fase di attuazione) ai lavoratori che si recano temporaneamente all'estero; la non rilevanza del reddito prodotto all'estero ai fini della applicazione della normativa sul cumulo della pensione con la retribuzione, sull'integrazione al minimo e sulla concessione della pensione di invalidità; l'accredito del servizio militare in Italia, con conseguente diritto a prestazione, anche sulla base di sola contribuzione estera; la possibilità di fruire di alcune provvidenze regionali integrative.

Bisogna a questo punto entrare nel merito di quella disposizione, che ha portato a confondere la parte con il tutto e ad enunciare un giudizio pesantemente negativo. È noto che l'età di pensionamento è in Italia più bassa rispetto a quella dei paesi di immigrazione. I connazionali, tuttavia, raggiunta l'età pensionabile prevista dall'ordinamento italiano, possono totalizzare i periodi italiani con quelli esteri per maturare il diritto a pensione: questa viene integrata al minimo fino a quando lo stato estero non concederà a sua volta la pensione. Non è necessario avere svolto in Italia una lunga carriera assicurativa ma sufficiente a far valere il suo periodo di servizio militare o un anno di contribuzione (un solo contributo, in qualche caso). Siano sufficienti al riguardo alcune precisazioni. Innanzitutto, con la norma in questione, il legislatore non ha inteso riservare ai migranti un trattamento di maggior favore: si tratta di un effetto da addebitare alla scarsa considerazione riservata alle implicazioni internazionali della normativa interna. Non consta che su questo punto le organizzazioni dei lavoratori abbiano inteso far quadrato, quasi debbano essere escluse eventuali modifiche. Da ultimo non si può fare a meno di ricordare che le ultime disposizioni approvate subordinano al reddito l'integrazione al minimo e che, trattandosi di rimpatriati, anche il reddito pensionistico prodotto all'estero è tassabile in Italia.

Quindi, si può affermare che la normativa vigente è, per un verso, liberale nei confronti di chi si sposta all'estero e rispettosa di alcune esigenze dei nostri lavoratori migranti.

Non sembra invece fondato affermare che il legislatore abbia tenuto sempre conto delle implicazioni internazionali delle norme approvate o che sia riuscito a soddisfare organicamente tutte le esigenze socio-previdenziali dei lavoratori migranti, nei confronti dei quali l'obbligo di tutela trae origine dalla stessa Costituzione. Ne sono testimonianza i ritardi legislativi che si riferiscono ai lavoratori distaccati o il non ancora applicato accordo italo-svizzero nel pagamento della indennità di disoccupazione ai frontalieri, con

onere, è bene sottolinearlo, a carico della Svizzera. Un altro esempio di ritardo in materia di mobilità internazionale della manodopera è la mancata approvazione di una legge intesa a regolamentare la occupazione degli stranieri in Italia.⁴

3. Una categoria di dimenticati?

Basta porsi la domanda all'inverso e chiedersi se il nostro ordinamento non abbia condizionato negativamente le situazioni socio-previdenziali dei migranti. A questa domanda è preferibile rispondere seguendo una impostazione pragmatica, basata sulla considerazione di una serie di dati concreti.⁵

Dopo che le maggiorazioni sulle pensioni sono state trasformate in assegni familiari, è passato più di un lustro prima che la prestazione, anche nella sua nuova configurazione, sia stata dichiarata erogabile ai cittadini italiani residenti all'estero, mentre la particolare funzione di tali prestazioni avrebbe richiesto ben altra tempestività. A questo gravissimo inconveniente si è posto rimedio solo per effetto dell'articolo 92 della Legge n. 155/1981.

La mancata rivalutazione delle retribuzioni pensionabili, introdotta solo nel 1982, è stata una carenza «uguale per tutti», che però ha colpito maggiormente quanti a causa dell'emigrazione avevano dovuto interrompere la loro carriera assicurativa in Italia. Questo spiega perché le pensioni di numerosi emigrati, concesse prima del 1982, sono integrate al trattamento minimo anche quando gli interessati vantano una lunga carriera contributiva.

In precedenza non si era ritenuto che la pensione sociale italiana, anche nel caso in cui un cittadino ne fosse già divenuto titolare, potesse essere esportata all'estero. Si era invece chiesto e ottenuto che prestazioni analoghe di altri stati fossero considerate esportabili in Italia. Il nostro Paese è stato da ultimo costretto a rivedere la sua posizione restrittiva per effetto di una sentenza della Corte di Giustizia del 5 maggio 1983 (Piscitello c/INPS).

Non esiste una norma interna che ammetta, per i soli cittadini italiani, la totalizzazione multipla delle posizioni assicurative maturate in stati legati all'Italia da separati accordi in materia di sicurezza sociale, con la conseguenza che si verificano dei casi in cui gli interessati, dopo aver lavorato un'intera vita in varie parti del mondo, non maturano alcun diritto pensionistico.

⁴ Su questi aspetti si segnalano i seguenti studi. F. PITTAU-G. ULIVI, «Tutela giuridica degli stranieri in Italia», in corso di pubblicazione sulla *Rivista diocesana di Roma*; IDEM, «Tutela previdenziale della nuova emigrazione: analisi delle disposizioni vigenti e progettive di riforma» in corso di pubblicazione nei *Quaderni di servizio migranti*.

⁵ Per un esame più particolareggiato dei punti indicati si rimanda al volume *Atti del Seminario-Convegno sulla «Tutela previdenziale e sicurezza sociale*, cit.

I pensionati del settore pubblico, ai sensi della vigente legislazione, non possono esportare l'indennità integrativa speciale quasi che non siano confrontati con i problemi derivanti dall'aumento del costo della vita anche quando espatriano.

I connazionali emigrati, anche se licenziati, non possono godere del pensionamento anticipato previsto dalla normativa italiana sul presupposto che il licenziamento è intervenuto all'estero; di conseguenza, se decidono di rientrare, rischiano di rimanere senza alcuna copertura, salvo, quando possibile, quella contro la disoccupazione per la durata di sei mesi.

Altre disposizioni di legge, sulle quali la Magistratura ancora non ha avuto modo di pronunciarsi, sono state interpretate a livello amministrativo in senso sfavorevole ai lavoratori migranti, cosicché:⁶

— essi non vengono ammessi alla contribuzione volontaria in Italia sulla base della sola contribuzione estera, con buona pace di quanti teorizzano l'opportunità del risparmio previdenziale;

— le pensioni di invalidità, anche nei confronti di chi ha in Italia una consistente carriera assicurativa, non vengono considerate autonome quando l'interessato ha lavorato da ultimo in un paese convenzionato;

— la contribuzione estera, valida in forza delle disposizioni convenzionali ai fini della maturazione del diritto in Italia, non viene ritenuta utile per conseguire il premio di maggiorazione per le carriere contributive di più di 15 anni;

— la perequazione dei pro-rata inferiori al minimo (termine tecnico usato per indicare le pensioni non autonome e cioè le parti di pensione pagate dall'Italia) è avvenuta secondo una discutibile interpretazione amministrativa che non sembra abbia rispettato né alcuni principi costituzionali, né lo spirito degli accordi internazionali. L'inconveniente, determinatosi a partire dal 1° aprile 1981, è destinato ad essere superato con l'entrata in vigore (maggio 1984) del nuovo meccanismo di perequazione automatica introdotta dall'art. 21 della Legge 27 dicembre 1983, n. 730.

Non sono infine trascurabili le disfunzioni del settore previdenziale, che hanno determinato profonda amarezza nei connazionali spesso a contatto con apparati amministrativi estremamente efficienti. Da una parte vi è il legislatore che non tiene conto delle implicazioni amministrative di quanto approva; dall'altro vi sono le strutture previdenziali che, per motivi complessi, ancora non sono riuscite a soddisfare le giuste esigenze della utenza. Un'operazione attualmente in corso, che va nella direzione auspicata, è il censimento dei lavoratori migranti predisposto dall'INPS che, inoltre, si è fatto carico di una riorganizzazione delle strutture preposte alla trattazione

⁶ Cfr. il risultato di un approfondito lavoro in équipe: «Diritto previdenziale internazionale: obiettivo di fondo e applicazione concreta», in *Sicurezza Sociale*, n. 6, 1983; P. ODDI, F. PIRTAU, S. RAFFAEL: «Ambito di applicazione del principio convenzionale dell'equiparazione dei periodi assicurativi. Ipotesi di soluzione di alcuni casi controversi», in *Affari Sociali internazionali*, n. 2, 1982, p. 109.

delle pratiche con l'estero accentrando numerosi adempimenti e incrementando i supporti meccanografici.

In conclusione nei confronti dei lavoratori migranti ci sono state delle dimenticanze, anche quando il contrario non avrebbe comportato degli oneri suppletivi o quando questi erano contenuti. Le disfunzioni devono però essere addebitate in generale a certe carenze della produzione legislativa e della prassi amministrativa. Al livello amministrativo, dopo la Conferenza sulla sicurezza sociale del 1981, si riscontrano alcune significative realizzazioni, mentre sul piano legislativo la situazione rimane, com'era, disarticolata.

4. - *Implicazioni delle riforme previdenziali*

I recenti provvedimenti di legge, poiché nonostante tutto non possono essere considerati tasselli di un piano organico e poiché riguardano solo alcuni aspetti previdenziali, non sono sufficienti per evidenziare il futuro orientamento del legislatore e tanto meno il suo rapportarsi al mondo migrante. Oltre tutto, quando si passa ad un esame più particolareggiato, ci si avvede che delle esigenze di quella categoria, inizialmente dimenticata, si è tenuto conto solo *in extremis*.

La Legge 11 novembre 1983, n. 638, che ha introdotto alcune misure urgenti in materia previdenziale e sanitaria, contiene innovazioni di carattere radicale, consistenti nella subordinazione al reddito del richiedente, sia dell'integrazione al minimo delle pensioni, sia della concessione di quella di invalidità. Le misure in questione, presentate sotto forma di decreto legge, non potevano non suscitare apprensione dall'estero. Un emigrato, con un reddito minimo da abitazione o da terreni in Italia, doveva essere escluso dal godimento del trattamento minimo o di quello di invalidità per il fatto di vantare anche un reddito nel paese estero di residenza?

È stato lamentato che le convenzioni per evitare le doppie imposizioni fiscali, seppure applicate di fatto secondo una interpretazione liberale, non precludono la soluzione opposta. A parte la considerazione sostanziale che gli emigrati non gravano sulla collettività come chi è rimasto in patria, non si potevano non paventare le ulteriori complicazioni amministrative in un settore così travagliato.

La questione è stata risolta in fase di conversione del decreto in legge, con l'aggiunta dell'articolo 9 bis che ha escluso dall'ambito di applicazione lavoratori e pensionati residenti all'estero.

Un problema ancora più spinoso, riguardante questa volta l'assistenza sanitaria degli emigrati, si è posto di recente con la legge finanziaria del 28 dicembre 1983, n. 254. Nell'articolo 24, punto 8) del Disegno di legge, presentato dal Governo, viene infatti inizialmente previsto che «i cittadini stranieri, ai quali è assicurata l'assistenza, con rimborso del costo da parte di istituzioni estere in base a trattati e accordi internazionali bilaterali e multilaterali, non sono tenuti alla partecipazione alle spese sanitarie». Si de-

roga così alla disposizione di cui all'art. 1 del D.M. 25 novembre 1982, in base al quale i cittadini italiani e stranieri, che abbiano diritto all'assistenza di malattia con onere a carico di istituzioni estere in virtù di trattati ed accordi internazionali e che si trovino temporaneamente in Italia, sono tenuti alla partecipazione alla spesa sanitaria nei casi in cui vi è tenuta la generalità dei cittadini italiani, fatta perciò salva l'esenzione prevista per particolari categorie come quella degli invalidi. Gli assistiti in questione, invece, qualora risiedano in Italia, sono tenuti al pagamento del ticket nella misura e nei limiti previsti per i cittadini italiani.

In una lettera del 26 ottobre 1983 al Sottosegretario alla Sanità, l'INAS osserva che dall'approvazione del predetto punto 8) nel testo proposto deriverebbe una inaccettabile discriminazione poiché gli emigrati italiani assistiti da istituzioni estere non godrebbero, in caso di temporaneo rientro, dell'esenzione in questione. Il fondamentale principio del diritto previdenziale internazionale, che dispone la parità di trattamento dei cittadini stranieri con i nazionali, verrebbe così paradossalmente disatteso a svantaggio dei lavoratori italiani i quali, è bene ricordarlo, recandosi temporaneamente in paesi stranieri convenzionati, sono tenuti a pagare il ticket previsto dalla normativa locale.

Conclude la nota dell'INAS che il mondo dell'emigrazione, per la cui assistenza la Costituzione contiene una esplicita previsione, non può concordare con una impostazione che introduce differenze di trattamento ingiustificate, il cui superamento costituisce obiettivo irrinunciabile del movimento sindacale.

La presa di posizione del Patronato, che trova ampia eco nella stampa, induce la competente Commissione parlamentare a stralciare l'intero articolo e ad evitare una conseguenza così contraddittoria, a causa della sottovalutazione delle implicazioni che le norme interne hanno sul piano internazionale.⁷

Anche le linee guida per il riordino del sistema pensionistico, che il Ministero del lavoro e della previdenza sociale ha presentato ai Sindacati il 28 ottobre 1983, destano alcune perplessità quando vengono esaminate alla luce delle oggettive esigenze dei lavoratori migranti.⁸

Il Disegno di legge di riforma dell'invalidità pensionabile ne è l'esempio più tipico per vari motivi: non riconoscimento della piena validità della prosecuzione volontaria; pregiudizio delle prestazioni estere qualora non venga concessa la pensione italiana ai rimpatriati; obbligo di rinnovare l'istanza di pensione ogni tre anni; alcune ambiguità circa l'attribuzione di una anzianità figurativa. Forse si può riconsiderare la necessità di approvare

⁷ «L'INAS-CISL sulla assistenza sanitaria ai lavoratori emigrati», in *AUSI* del 23 ottobre 1983. Emblematico è stato il titolo del *Tempo* del 22 ottobre 1983: «Emigrati: Ticket doppi? Con la legge sanitaria pagheranno in Italia e all'estero».

⁸ «Linee guida per il riordino del sistema pensionistico», in *Informazioni sociali*, n. 6, 1983, p. 53.

nel suo testo originario una normativa dagli effetti non sufficientemente chiari, quando ormai il pensionamento per invalidità conosce un andamento fisiologicamente corretto sia a causa dei nuovi criteri introdotti per l'accertamento del reddito sia per la revisione d'ufficio dello stato di salute di chi è titolare di pensione di invalidità.⁹

L'innalzamento dell'età pensionabile, seppure scaglionata, non pare vada incontro alle esigenze dei connazionali all'estero in un periodo di forte crisi e di conseguenti licenziamenti: questa misura diventa in qualche maniera sperequativa, nei confronti di questi lavoratori, se si pensa che per i dipendenti di alcuni settori in crisi non solo è ammesso il pensionamento anticipato, ma viene anche attribuita una anzianità fittizia.

Questa ricerca non si propone di analizzare globalmente l'andamento della riforma previdenziale. Tuttavia, facendo riferimento alle esperienze di altri paesi o agli indirizzi proposti dalla CEE o da altri organismi internazionali, non si può fare a meno di osservare che alcune proposte italiane risultano divergenti: si pensi al contrasto tra innalzamento dell'età pensionabile, da una parte, e prepensionamento o pensionamento flessibile, dall'altra. Bisogna ancora aggiungere che le proposte italiane non sempre sono state sorrette dallo stesso filo conduttore e, proprio per questo, difettano di organicità. Anche sotto questo aspetto il riferimento internazionale può tornare di indubbia utilità.¹⁰

5. - *Necessità di una specifica politica previdenziale*

La tutela dei connazionali all'estero non fa carico solo all'Italia ma anche agli altri paesi dove essi hanno lavorato. Il migrante è un cittadino che ha contribuito allo sviluppo di più paesi e che da parte di tutti questi dovrebbe trovare considerazione, senza dover essere sfruttato come occasione di risparmio. In un confronto con la Commissione CEE, i Patronati sono ritornati sulla tentazione di involuzione, propria dei periodi di crisi, e sul pericolo di allontanarsi da quell'obiettivo dell'Europa sociale, che costituisce l'anima dell'integrazione.¹¹

⁹ F. PITTAU, «Invalidità pensionabile, considerazioni socio-statistiche e storico giuridiche», in *Previdenza Sociale*, n. 2, 1981, p. 385.

¹⁰ Cfr. G. ULIVI, «Modelli di sviluppo, crisi del "Welfare State" e programmazione sociale in Europas», in *Affari sociali internazionali*, n. 3, 1983, p. 167; F. BENTIVOGLI, «Verso una nuova politica sociale? Il punto di vista del sindacato», in *Corrispondenza Italia* del 16 gennaio 1984; R. RAVENNA, «INPS, riforma previdenziale, gestione sindacale e impatto sui lavoratori migranti», in *Inform*, n. 236 del 5 dicembre 1983.

¹¹ «Problematica sociale dei lavoratori migranti nell'area comunitaria», in *Emigrazione*, n. 3-4, 1983, p. 19; «Problematiche sociali dei lavoratori migranti nell'area europea. Dialogo tra Patronati, CEE e Confederazione europea dei sindacati», in *Sicurezza Sociale*, n. 1, 1983, p. 160. Su questa rivista (n. 62/1981, p. 255), cfr. F. PITTAU, «Libera circolazione e sicurezza sociale. Aspetti socio-economici e politico-giuridici».

Esempi evidenti di questa impostazione restrittiva sono, in Europa ed in altri continenti, i comportamenti restrittivi delle istituzioni previdenziali e i vari progetti di contenere il disavanzo previdenziale, penalizzando spesso i lavoratori migranti.

L'azione dei patronati è servita seppure parzialmente a contrastare queste pericolose tendenze. Tale azione richiede però di essere integrata a livello politico e legislativo.

Come autorevolmente è stato ribadito dalla Conferenza sulla sicurezza sociale del 1981, deve essere intensificata la stipula di accordi bilaterali, senza trascurare il ricorso agli strumenti internazionali. Questi ultimi potrebbero trovare da parte italiana una più convinta adesione, se la legislazione interna riuscisse con maggiore oculatezza a distinguere tra ciò che è dovuto al cittadino in quanto tale e ciò che è dovuto al lavoratore in quanto tale, al fine, non tanto di privare delle prestazioni i cittadini di altri Stati quanto di costringere i più riottosi tra questi a trattare.

Per quanto riguarda lo spirito della contrattazione, si rimanda all'esperienza consolidata di questi ultimi anni in cui l'azione comune dei Ministeri, degli Istituti previdenziali e dei Patronati, pur nella differenza dei ruoli, ha evidenziato le linee d'azione pienamente valide.¹²

Come si è accennato in precedenza, devono essere potenziate le strutture preposte alla gestione della previdenza dei migranti e devono essere approfondite le implicazioni amministrative delle norme. Delle lacune che si determinano a livello amministrativo sono state fatte più volte copiose elencazioni.

Le leggi migliori sono quelle che non solo attribuiscono dei diritti ma anche ne rendono facile il conseguimento: perciò bisogna rileggere, sotto questa ottica, i disegni di legge di riforma.¹³

Sempre in questa ottica i Patronati appaiono strutture da potenziare perché senza il loro apporto la tutela dei migranti verrebbe sostanzialmente pregiudicata.¹⁴

È anche importante procedere ad un'attenta analisi dei dati statistici sui flussi migratori italiani e sul fenomeno sommerso dei lavoratori stranieri

¹² *Atti del Seminario-Convegno sulla «Tutela previdenziale e sicurezza sociale»*, cit. «Accordi bilaterali», p. 18; G. TOSINI, «Accordi bilaterali e sicurezza sociale», p. 185.

¹³ *Op. cit.*, pp. 11 e 180.

¹⁴ D. ROSSINI, «Le norme previdenziali; ruolo dei Patronati per una politica di integrazione europea», in *Affari sociali internazionali*, n. 3, 1983, p. 175; F. PITTAU, «Gli operatori di patronato e la tutela previdenziale dei lavoratori migranti», in *Riv.*, cit., n. 1, 1983, p. 141; G. ULIVI, «Oblio della previdenza e delle strutture di tutela degli emigrati?», in *Inform.*, n. 39 del 19 febbraio e n. 43 del 24 febbraio 1983; L. CRISTOFANELLI, «Ministero degli affari esteri», «Patronati e tutela previdenziale dei lavoratori», in *Riv.*, cit., n. 83 del 15 aprile 1983; D. ROSSINI, «Ruolo insostituibile dei patronati per favorire l'evoluzione del diritto europeo», in *Riv.*, cit., n. 177 del 20 settembre 1983. Su questa rivista (n. 45, 1977, p. 85), cfr. F. PITTAU, L. PUCCIATTI, «I patronati sindacali e la loro presenza in emigrazione».

in Italia, per essere in grado di meglio ipotizzare l'andamento economico del nostro sistema previdenziale.

Per quanto riguarda gli stranieri bisogna con realismo tener conto che l'invecchiamento della popolazione, seppure con ritmi più lenti rispetto all'insieme del continente europeo, e il deprezzamento di determinate attività non ci permetteranno di fare a meno del loro apporto.

In Italia si è, finalmente, registrata molta attenzione alla problematica previdenziale e questa è una condizione indispensabile perché venga varata una buona riforma. È parimenti indispensabile far riferimento alle esperienze degli altri paesi europei, a loro volta toccati dalla crisi previdenziale: è questo un contributo specifico che i Patronati, più di ogni altra istituzione, possono dare.

L'Europa, culla del movimento dei lavoratori e delle grandi tradizioni sociali specie nel campo della previdenza, rinnovando la sua cultura dello sviluppo e attuando interventi conseguenti, potrà sfatare una nera profezia. È stato detto che i paesi industrializzati, a causa della previdenza, si stanno avviando verso la rovina. Per il Patronato, invece, la tutela previdenziale è una conquista irrinunciabile del movimento dei lavoratori. È, infatti, possibile attuare una politica sociale che, grazie all'uso oculato delle risorse disponibili e alla lotta contro gli sprechi e i privilegi, si faccia carico delle giuste esigenze di tutti i cittadini, ivi compresi i lavoratori migranti.

In conclusione, non si può non ribadire l'auspicio formulato dalle organizzazioni dei migranti al Convegno del 1981 sulla sicurezza sociale: «Quali e quanti siano problemi e difficoltà, è necessario che di fronte ad essi il Paese e quindi il Parlamento, l'Esecutivo, i Partiti e le forze sociali si impegnino al non rinvio, a stare al gioco del coordinamento, alla corresponsabilizzazione complessiva per definire le soluzioni in tempi accettabili, perché tutte le forze traenti dalla nostra società, che è viva e feconda malgrado tutto, tirino nell'unica direzione possibile che è quella che reclama ad un tempo giustizia e certezza del futuro».¹⁵

GIUSEPPE ULIVI

V. Presidente dell'INAS-CISL

FRANCO PITTAU

Servizio Studi e Ricerche INAS-CISL

¹⁵ G. ULIVI, in *Atti del Seminario-Convegno sulla «Tutela previdenziale e sicurezza sociale»*, cit., p. 154.

Summary

The conference on the social security for the Italians residing abroad was held in Rome in 1981. Since then a serious social reform has become more necessary than ever. In this context the authors analyse the relationship between the Italian social security system and the migrant workers.

They state that the Italian legislation in this field is essentially ambivalent, that is liberal on the one hand and forgetful of the migrants' real needs on the other. This ambivalence is also present in the guidelines adopted recently and in the administrative practice.

According to the authors it is essential that from the rare and marginal interventions, the State may adopt a true and just social policy set on an international perspective so that even the foreign States which have signed international agreements with Italy may be bound to defend the social security system of the Italian migrants.

Résumé

En 1981 a eu lieu à Rome la Conférence sur l'assurance des italiens à l'étranger. Depuis lors une incisive réforme de la prévoyance s'est faite toujours plus nécessaire. Les auteurs étudient les rapports entre le système italien de prévoyance et les travailleurs migrants et concluent que la loi italienne si d'un côté est libérale, d'un autre côté, ne répond pas aux exigences des migrants. Cette ambivalence se retrouve dans les dispositions récemment adoptées et aussi dans la pratique administrative.

D'après les auteurs, il est indispensable que, au lieu d'interventions épisodiques, on adopte une réelle politique de prévoyance, dans une perspective internationale, de façon à engager aussi les Etats étrangers liés à l'Italie par des accords internationaux.

recensioni

a cura di RENATO CAVALLARO

ALAN B. ANDERSON - JAMES S. FRIDERES, *Ethnicity in Canada - Theoretical Perspectives*, Butterworths, Toronto, 1981, 334 pag.

Il problema dell'*identità etnica* è la trama di questo volume, la cui importanza risiede soprattutto nella prospettiva teorica che esso offre. È da sottolineare, innanzitutto, come rimanga attuale in questo settore di studi l'opera di W.G. Sumner che in *Folkways and mores* (edita nel 1906) elabora i concetti di *in group* e *out group* e conia il termine di «etnocentrismo» che è «...the technical name for this view of things in which one's group is the center of everything, and all others are scared and rated with reference to it» (cfr. *Folkways and Mores*, Boston, 1940³, p. 13). Da questo concetto di etnocentrismo discendono una serie di problematiche sociologiche evidenziate e rese più complesse dai concetti di «razza», «nazionalità», «minoranza» e così via.

È tale complessità racchiusa nei concetti precedentemente ricordati che rende difficile specificare l'area «teorica» degli studi sulle etnie. Specificità che, per taluni versi, è inficiata dallo stesso uso del termine «teoria sociologica». La quale implica ad esempio, secondo l'interpretazione di R.K. Merton: una *logica*, l'*orientamento* sociologico generale, l'*analisi* dei concetti sociologici, l'*interpretazione* dei dati, le *generalizzazioni* empiriche e così via. Nel volume di Anderson e Frideres l'approccio teorico risente di tale complessità problematica e percorre un composito itinerario concettuale che va dai sociologi classici ai contributi più recenti (D.J. Lee, P.M. Migus e così via).

Il capitolo terzo prende in esame i problemi dell'individuazione di una possibile «identità dei gruppi etnici» riferita alla composita società canadese. Sono individuati quattro fattori principali cui affidare tale prospettiva selezione:

- a) l'*origine etnica* in senso ampio, individuata dalla «lingua» madre direttamente parlata o conosciuta da un ascendente della linea paterna;
- b) la *lingua madre* in senso proprio;
- c) l'*orientamento etnico religioso* visto sostanzialmente come «partecipazione» o «affiliazione» ad uno specifico raggruppamento religioso;
- d) la pratica di determinati *costumi culturali (folkways)* da parte del gruppo.

Tra i molteplici fattori che permettono il mantenimento dell'identità etnica è sottolineata fortemente la funzione della religione. La quale «rafforza» il comportamento poiché è filtrata dal gruppo di appartenenza; ma è attraverso le formazioni concrete con cui essa si organizza — ad esempio mediante le strutture associative volontarie — che si sviluppa il forte senso di appartenenza e di solidarietà incentrate sul «sentimento religioso».

La particolarità di questo volume, di grande interesse sotto il profilo metodologico, consiste nell'intrecciare i grandi temi teorici del dibattito sociologico, con le concrete problematiche della società canadese, in cui le ag-

gregazioni sociali minoritarie sono particolarmente numerose. La seconda parte, in particolare, prende in esame i dettagli dei processi di mutamento avvenuti nella società canadese e si incentra sui problemi di una possibile identità pan-canadese. Sono presi in esame i problemi del biculturalismo (comunità di lingua inglese o di lingua francese) in una prospettiva storico-sociologica. Il gruppo francese del Quebec, ad esempio, è analizzato attraverso il susseguirsi degli eventi che hanno portato a radicalizzare, in taluni casi, il tema del nazionalismo: la «Quiet Revolution» degli anni '60, il periodo del terrorismo dell'FLQ che culminerà nell'«October Crisis» (1970), sino al referendum del maggio 1980. Di particolare interesse il capitolo settimo, che traccia un ampio profilo — quasi una storia socio-demografica — della popolazione canadese attraverso i gruppi etnici. Analisi di serie storiche e di dati statistici sottolineano questo aspetto peculiare della società canadese: l'essere costituita da immigrati e dai loro discendenti, provenienti, all'inizio, dalla Gran Bretagna e dalla Francia e, successivamente, a seconda delle differenti «politiche» applicate al reclutamento della manodopera straniera, da altri gruppi etnici provenienti dall'Europa o dall'Asia oppure dall'Africa. Si passa, ad esempio, dalle restrizioni nei confronti degli americani provenienti dagli Stati Uniti, alla grande politica di apertura realizzata nel 1950 nei confronti degli italiani.

Nella terza parte del volume sono analizzate alcune delle contemporanee teorie sociologiche del *conflitto sociale*. Il quale «regola» molto spesso il comportamento sociale dei gruppi etnici in quanto nelle società industriali le conflittualità vengono spesso incanalate in forme non violente. Secondo G. Lenski e J. Lenski (cfr. *Human Societies; an Introduction to Macrosociology*, N. York, 1978) l'affiorare del conflitto nelle società industriali pare essere legato a tre fattori principali tra loro interagenti: l'elevato tenore di vita, l'ideologia «democratica», la complessità strutturale della società. D'altra parte, come sottolinea Obershall, il conflitto sociale è raramente un semplice meccanismo di reazione alle ingiustizie (*grievances*) ed alle frustrazioni acquisite nella ricerca e nella difesa di interessi «materiali» (cfr. *Social Conflicts and Social Movement*, Prentice Hall, 1973, p. 187). Il conflitto tra i gruppi sociali e la forma che esso assume nella società canadese si diversificano a seconda del ruolo occupazionale, del livello di istruzione, del grado di integrazione dei gruppi etnici nella società canadese. Viene segnalato, per altro, la funzione positiva di un grado moderato di conflittualità tra i gruppi etnici. Da un punto di vista «strutturale» il conflitto tende a ridurre il «differenziale di potere» tra il gruppo etnico e il gruppo dominante; dal punto di vista della comunicazione, esso svela e sottolinea la «presenza» del gruppo ed i suoi problemi alla maggioranza, mentre la «solidarietà» e l'«identità» ne mantengono la coesione interna attraverso il sistema delle sanzioni.

Nella parte quarta, attraverso un'analisi teorica ed empirica, quest'ultima misurata attraverso le «risposte» delle minoranze canadesi, sono affrontati i temi della subordinazione e del mutamento sociale, i modelli strutturali dell'identità etnica, l'acculturazione e così via. Il capitolo conclusivo, preparato con il contributo di Daiva K. Stasiulis, si sofferma infine sulle possibili implicazioni politiche del fenomeno studiato attraverso le forme legislative realizzate in Canada a favore delle minoranze.

È, questa, la storia di un paesino industriale della Francia — Villerupt — ricostruita attraverso un vasto mosaico di «testimonianze orali»: documenti di archivio, giornali, memorie di abitanti che narrano.

Il luogo dove si trova Villerupt è caratteristico del Pays-Haut della Francia, limitato ad est dalla valle della Mosella e appoggiato ad ovest sulle Ardenne. Ma quello che è interessante conoscere sta nel fatto che il paese ha un elevatissimo coefficiente di industrializzazione che risale al diciannovesimo secolo. Vi si trovano, infatti, miniere di ferro (le ultime miniere a cielo aperto sono state chiuse nel 1980) che hanno promosso questo sviluppo altamente specializzato del paese e del circondario.

Lo sviluppo della siderurgia si diffonde fortemente dopo il 1863, quando le miniere passano dalle mani della nobiltà a quelle della borghesia. Ma il fattore scatenante dello sviluppo industriale di Villerupt è legato ad un nome: *Thomas!* Dopo «Thomas», infatti, «...l'Ardenne déserte se transforme: les arbres séculaires tombent; des galeries se creusent sous la terre; des cheminées se dressent vers le ciel, des machines halètent sous les halls immenses; des marteaux-pilons ébranlent le sol; toute l'antique forêt retentit d'un fracas cyclopéen, et la nuit les hauts fourneaux embrasent le ciel d'une lueur de volcan» (cfr., p. 31). Tutto questo sconvolgimento è dovuto al genio di un «giovane di studio», impiegato presso un notaio di Londra. Il giovane Thomas, infatti, scrivano di giorno, coltivava nelle ore notturne l'amore per la scienza ed aveva inventato e messo a punto un metodo di depurazione del terreno da certe scorie che riducevano la purezza dell'acciaio. Il procedimento di depurazione fu venduto da Thomas per pochi soldi a furbi capitalisti senza scrupoli che si arricchirono enormemente. Così, a partire dal 1880, la Lorraine diviene la prima regione siderurgica della Francia ed inizia il forte processo di sviluppo di tutta la zona che prosegue anche per i primi decenni del 1900.

Attraverso documenti dell'epoca (giornali, lettere e fotografie) è quindi ricostruita l'emigrazione che gravitò sulla zona, in particolar modo quella «italiana», a causa della grande richiesta di manodopera. Nel *Rapport des Commissaires spéciaux* di Longwy, datato giugno 1894, viene segnalato che tra le nazioni che hanno contribuito con l'emigrazione dei lavoratori al decollo economico della regione deve essere segnalata — oltre al Belgio e al Granducato del Lussemburgo — soprattutto l'Italia.

Nel 1913 il viceconsole italiano a Briey sottolinea nel proprio rapporto come su 65 mila stranieri ben 40 mila siano italiani. L'emigrazione italiana si iscrive in un doppio movimento nazionale e regionale e le cause sono sia di ordine demografico, perché la popolazione francese è «insufficiente», che di ordine economico, a causa, appunto, del forte sviluppo industriale che occorre sempre più stimolare. D'altra parte, come scriveva il *Commissaire Spécial* di Longwy, gli industriali locali danno la preferenza agli italiani poiché essi sono «...plus dociles et travaillent à prix réduit». Ma non sono solo queste le cause che spingono gli imprenditori locali ad assumere manodopera italiana; vi è anche il desiderio delle autorità locali di evitare la «germanizzazione» della Lorraine facendo assegnamento sulla cattolicità degli italiani, cui si addiziona il forte intento di evitare il propagarsi di movimenti sindacali di ispirazione socialista.

Sotto il profilo storiografico ci pare interessante segnalare il rapporto che si stabilì tra l'Opera Bonomelli ed il movimento degli emigrati italiani. Un segretario dell'Opera era stato insediato, infatti, a Briey nell'agosto del 1907, mentre altri ne sorgeranno successivamente ad Auboué, Tucquegnieux, Piennes, Trieux e così via. Da parte dei sindacalisti e dei socialisti italiani e francesi viene aspramente criticato l'apparente alleanza tra «clero» e «padronato», riprendendo temi e accuse della propaganda socialista in Italia. Sul giornale socialista «Corrèze Biellese» del 10 ottobre 1911, viene scritto che il «...Comité des Forges subventionne l'Oeuvre bonomellienne et la seule usine d'Auboué lui accorde 6.000 F. par an (...) Tous les secrétariats de l'oeuvre en Suisse et en Lorraine adressent des ouvriers à Briey (...) A Chiasso, le secrétariat bonomellien sert d'intermédiaire entre les ouvriers et les représentants des mines en question» (cfr., p. 97). Gli emigrati italiani provengono dalle campagne lombarde, dal Piemonte, da Venezia, dalla Romagna, dalle Marche e dalla Toscana, ma anche dall'Umbria, dagli Abruzzi e dalle Puglie, rari i siciliani e i sardi.

Per le autorità locali l'italiano è un agitatore nato, un *fouleur de trouble*, dalla natura violenta e che si guadagna localmente il soprannome di «signor coltello». Gli italiani, inoltre, sono visti come coloro che rubano il posto di lavoro agli abitanti del luogo, in quanto abbassano il prezzo dell'ingaggio e, soprattutto, essi spendono poco. Gli italiani, infatti, fanno arrivare dall'Italia la maggior parte dei generi alimentari e di abbigliamento.

Il volume presenta pagine di grande interesse nelle testimonianze dei vecchi abitanti, intervistati e sollecitati a raccontare in occasione della stesura del volume. Pagine particolarmente intense nel racconto degli anni delle lotte operaie, delle conquiste salariali, dei grandi ostacoli trovati nel diffondersi del socialismo tra gli emigrati e del razzismo contro questi ultimi colpevoli della loro ignoranza. Con il primo settembre del 1939, la Francia dichiara guerra alla Germania, il Partito comunista francese verrà sciolto e tutti i militanti entreranno in clandestinità. Comincia il declino, la *longue nuit* di Villerupt.

R.C.

LUCIANO BERROCAL, *Marché du travail et mouvements migratoires - L'eumigration espagnole*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1983, 200 p.

In questo volume sull'emigrazione spagnola, l'A. conduce una serrata analisi interdisciplinare dei flussi migratori nel quadro della più ampia prospettiva dell'integrazione della Spagna nella Comunità Europea. L'esame del processo migratorio spagnolo mostra come, soprattutto dal 1960, l'andamento dei flussi sia dipeso dal modello di sviluppo interno alla regione spagnola e dal mutato rapporto con la nuova divisione internazionale del lavoro che si instaura, in linea generale, dopo il secondo conflitto mondiale. Questo in via preliminare; bisogna distinguere infatti due periodi principali durante i quali il movimento migratorio spagnolo si è metamorfosato a seconda delle diverse fasi di integrazione.

Nel periodo compreso tra il 1850 e il 1959, la mobilità verso l'estero può essere collegata ad un eccesso demografico causato anche dall'incapacità dell'economia agraria di assorbire la crescita naturale della popolazione.

Il secondo periodo individuato è quello che va dal 1959 al 1975, caratterizzato dalla penetrazione di ingenti capitali finanziari nella struttura produttiva del settore primario. Come sottolinea Berrocal, non è il mutamento in quanto tale che fa nascere il flusso migratorio, ma è soprattutto «l'articulation — différentielle — des économies et des marchés du travail» (cfr. p. 60). Malgrado la legislazione spagnola sia stata sostanzialmente ostile alla mobilità di manodopera, si assiste, al contrario, ad una inesorabile, ma progressiva mobilità della stessa; cui si addiziona, dietro sollecitazione della élite al potere, la maggior mobilità dei capitali e dei mercati in funzione di «controllo e di rafforzamento di tutto l'apparato repressivo dello Stato».

Nel secondo capitolo è presa in esame l'emigrazione verso i paesi dell'Europa a partire dagli anni '60. Da un punto di vista quantitativo l'euromigrazione spagnola è un movimento marginale rispetto ai flussi interni (l'A. sottolinea come per ciascun emigrato spagnolo all'estero, ve ne siano nove che si spostano all'interno); per questo motivo viene formulata da Berrocal l'ipotesi che l'euromigrazione spagnola non sia più una variabile strutturale del modello di sviluppo della Spagna, bensì che essa è divenuta — o tende a divenire — un «fenomeno marginale». La prima ondata migratoria risale agli anni 1910-1913, mentre la seconda al periodo 1919-1924. Durante i due periodi si muovono circa trecentocinquanta mila persone, che superano, sino alla data del 1963, il milione e mezzo di individui. In questo movimento di popolazione vanno distinti gli spostamenti causati da un mutamento «congiunturale», da quelli provocati da un movimento «strutturale» nel sistema di produzione agricola tradizionale. Deve essere distinta inoltre, dal processo migratorio considerato, l'emigrazione provocata dalla guerra civile del 1939, anche se, in linea di massima, l'emigrazione che va dal 1935 al 1945 è fortemente ostacolata dalle autorità.

Per quanto concerne l'emigrazione di «ritorno» si nota, a partire dal 1964, un certo parallelismo tra uscite e rientri, ma è a partire dagli anni settanta che questo movimento si intensifica. Sono messe in evidenza dall'A. le osservazioni sui rientri formulate da R.E. Rhoades (*Emigración intraeuropea de retorno y desarrollo rural: lecciones del caso español*, Un. of Kansas, 1977). Il quale afferma che l'emigrazione di ritorno si inquadra in una strategia che è funzione:

- 1) della data della prima emigrazione oltre che dell'età di chi emigra;
- 2) della durata del soggiorno all'estero;
- 3) del livello del risparmio;
- 4) dell'essere o non essere coniugato;
- 5) del tipo di «comunità» in cui si viveva prima dell'emigrazione;
- 6) della «posizione» sociale occupata prima dell'espatrio.

Di notevole interesse i risultati che emergono dall'indagine di Castillo Castillo sul «biotipo» dell'emigrante spagnolo che rientra (cfr. *La emigración española en la encrucijada. Estudio empírico de la emigración de retorno*, Madrid, 1981). Secondo i risultati di questo studio: più del 70 per cento di emigrati che rientrano sono compresi nella fascia di età che va dai 30 ai 50 anni; oltre il 68 per cento sono uomini, mentre, per quanto riguarda lo stato civile, si tratta in gran parte di coniugati (il 73 per cento circa); molto basso il livello di studio dei rientrati. Il problema più importante degli emigrati rientrati è poi quello dell'inserimento professionale.

L'ultimo capitolo dell'interessante volume è incentrato sul rapporto tra popolazione, impiego e mutamento sociale considerati in un arco di tempo

«prospettico» che va dagli anni ottanta al 1995. Viene sottolineato, in riferimento al problema della popolazione, la probabile diminuzione della crescita naturale della popolazione, per cui si potrebbe passare dal 7,4 per cento del 1979 al 3,7 per cento previsto per il 1995. Per quanto riguarda l'offerta di lavoro è previsto; per il decennio 1980-1990, l'ingresso di oltre due milioni di persone nel mercato del lavoro, con un aumento netto di almeno il 10 per cento della popolazione in età lavorativa.

Le conclusioni del fenomeno migratorio spagnolo sono inserite in due prospettive principali: una teorica ed una pratica. Secondo la prospettiva teorica sono sostanzialmente confermate le ipotesi di partenza:

1) il modello di sviluppo spagnolo costituisce una variabile esplicativa fondamentale dell'intero flusso migratorio;

2) vi è una logica unitaria e differenziale del processo migratorio. Per quanto riguarda il primo punto di processo di espulsione e di redistribuzione della forza di lavoro spagnola, è un movimento «unificato» attraverso il processo di destrutturazione-ristrutturazione-integrazione dell'economia spagnola nell'ambito della divisione nazionale ed internazionale del lavoro; la prospettiva «differenziale» concerne la logica delle differenze dei diversi segmenti della forza lavoro;

3) la decisione di emigrare non è legata direttamente ad una situazione di mutamento, ma ad una integrazione nell'ambito del mercato del lavoro;

4) il modo di distribuzione del salario;

5) interdipendenza e integrazione del processo migratorio nella evoluzione economica europea e mondiale.

Per quanto riguarda invece le conclusioni «pratiche», esse risultano sensibilmente più problematiche e complesse a causa dello sforzo «di previsione»; ma se ne ricava, in linea di massima, un quadro preoccupante del fenomeno migratorio spagnolo, malgrado le restrizioni imposte da numerosi paesi di immigrazione europei. Le linee di tendenza emerse dallo studio di Berrocal, infatti, sottolineano l'inarrestabilità del flusso migratorio (malgrado le limitazioni) e, di conseguenza, questa perenne permanenza di individui e di gruppi nel mercato capitalistico del lavoro.

R.C.

DINO CINEL, *From Italy to San Francisco. The Immigrant Experience*. Stanford University Press, Stanford, Cal., 1982, 347 p.

Nel quadro degli studi sull'emigrazione italiana negli Stati Uniti il lavoro di Cinel apporta un contributo rilevante. L'A. affronta con grande acume e rigore scientifico il tema dell'emigrazione italiana a San Francisco dalla seconda metà del secolo scorso fino agli anni '30, sulla base di una documentazione assai ampia rinvenuta in parte in California e in parte in Italia.

L'analisi di Cinel non si limita all'esperienza degli italiani che emigrano a San Francisco ma include anche la generazione precedente e quella successiva ad essa. Il campione oggetto dello studio consta di duemila famiglie, seguite nel corso di tre generazioni nel periodo che va all'incirca dal 1850 al 1930.

Attraverso i dati sui decessi tratti dall'archivio della parrocchia italiana di San Pietro e Paolo a San Francisco, Cinel è risalito alla provenienza regionale degli italiani di San Francisco, tra i quali Nord, Sud e Centro Italia risultavano ampiamente rappresentati. In particolare quasi la metà degli emigranti italiani di San Francisco proveniva da quattro province (Genova, Lucca, Cosenza e Palermo) e da nove comuni situati in quelle province (Genova, Sestri Levante, Lorsica, Lucca, Porcari, Verbicaro, Palermo, Trabia e Santa Flavia). Inoltre i dati relativi all'acquisizione della cittadinanza americana (naturalization records), che riportano luogo e data di nascita di coloro che ne facevano domanda, hanno permesso allo studioso di ritrovare negli archivi dei comuni citati i dati riguardanti la prima generazione oggetto dello studio, i genitori cioè degli emigranti a San Francisco. Per quanto riguarda la terza generazione, quella degli italo-americani figli degli emigranti, la fonte da cui Cinel attinge i dati per la sua analisi è ancora quella dei naturalization records, ampliata dai dati sui matrimoni rilevati all'Health Department of the State of California.

Con tale ricco patrimonio di dati, cui si aggiunge un grosso apparato di fonti statistiche e diplomatiche ed un'ampia bibliografia, Cinel ricostruisce la complessa esperienza di tante famiglie italiane originarie dei paesi citati, prima in Italia e poi a San Francisco. Partendo dalle condizioni socio-economiche delle zone di provenienza degli italiani di San Francisco Cinel analizza le ragioni che portano alla scelta dell'emigrazione, in primo luogo quella di «fare fortuna» in America per poi tornare nel proprio paese in condizioni di acquistare un pezzo di terra. La speranza del ritorno in Italia era comune alla maggioranza degli italiani che emigravano, e non solo a quelli che lasciavano in Italia la propria famiglia. Molte migliaia vi ritornavano nel giro di pochi anni, spesso delusi e frustrati per non aver ottenuto il successo sperato. Il reinserimento nella vita del proprio paese inoltre si rivelava spesso difficile, sia dal punto di vista economico che sociale: di qui l'amaro fenomeno, alquanto diffuso, della riemigrazione negli Stati Uniti.

Molti italiani invece, pur inizialmente decisi ad emigrare solo temporaneamente, scelsero di restare definitivamente negli Stati Uniti per vari motivi che Cinel analizza nel suo lavoro. È a questi italiani emigrati definitivamente a San Francisco e ai loro figli, seconda e terza generazione, che l'A. dedica la seconda parte del suo studio: lo sviluppo della comunità, in termini quantitativi e socio-economici, la sua evoluzione, le sue organizzazioni etniche, in primo luogo l'*Italian Welfare Agency*, vengono prese in esame, paragonando in taluni casi i dati sugli italiani di San Francisco con quelli su gruppi emigranti di altre nazionalità nello stesso arco di tempo. Particolarmente interessante la parte in cui l'A. affronta tempi e modi del processo di assimilazione della comunità italiana di San Francisco e delle tappe che essa attraversa. Dallo studio iniziale del «campanilismo» si passa gradualmente a quello del regionalismo e poi del nazionalismo, che Cinel imputa principalmente al successo economico che gli italiani di San Francisco registrarono dopo la prima guerra mondiale e che precede la «americanizzazione» della comunità.

Nel suo lavoro, corredato da numerose tabelle, mappe e foto d'epoca che arricchiscono il testo, Cinel prende posizione tra due principali correnti di studiosi dell'emigrazione. Non condividendo del tutto né l'interpretazione che mette in risalto la rottura e il cambiamento nel passaggio dal vecchio al nuovo mondo né quella che sostiene la sostanziale continuità tra le

due esperienze, l'A. ha il merito di saper mettere in luce la estrema complessità e contraddittorietà della situazione che non consente semplificazioni o schematismi di sorta. Egli sottolinea infatti il rapporto dialettico che si creò tra rottura e continuità e soprattutto l'uso che della cultura d'origine fecero gli italiani di San Francisco per riportare nel nuovo mondo gran parte delle tradizioni locali e affrontare così in modo meno traumatico il nuovo contesto.

PATRIZIA SALVETTI

GIAN PIERO ORSELLO, *Lavoro e politica sociale nella Comunità Europea*, Palermo, Palumbo Ed., 1983, 273 pp.

Il volume di Gian Piero Orsello prima di parlare dell'Europa che deve essere patrimonio comune dei popoli, analizza la regolamentazione che il lavoro ha trovato nella costituzione italiana, in quella degli altri Stati membri, nella Spagna e nel Portogallo candidati all'adesione. I successivi capitoli sono dedicati all'esame della normativa sul lavoro, emanata a livello di organizzazioni internazionali (O.I.L. e Consiglio d'Europa) e quindi, con più ampiezza, a livello CEE. Si chiede, da ultimo, l'Autore quale destino conoscerà la politica sociale nel futuro assetto istituzionale europeo. In questo dopoguerra il vecchio continente ha compiuto sensibili passi in avanti per essere infine scosso da una grave crisi, che ha fatto pensare al pericolo dell'immobilismo se non addirittura del regresso. Il Parlamento europeo, con la sua risoluzione sull'Unione europea, ha ritenuto necessario pensare ad una nuova impalcatura istituzionale che permetta di attuare una più incisiva politica societaria. Questa stessa speranza anima l'intero volume, che significativamente chiude insistendo sulla «volontà di operare per costruire irreversibilmente un irrinunciabile edificio a misura dell'uomo, destinato ad essere quale i cittadini europei, protagonisti del loro avvenire, con il loro impegno, con la loro volontà, con la loro fede in se stessi, vorranno che sia nel futuro» (p. 266).

Condividendo l'assunto che l'organizzazione del lavoro costituisce l'indice più evidente del grado di sviluppo di un popolo, si possono enucleare alcune considerazioni proprio a partire dal mondo del lavoro.

L'emigrazione, ad esempio, appare solo marginalmente nelle pagine dedicate dall'A. all'Italia.

Anche il flusso, migratorio è continuato in maniera cospicua, in una fase in cui il ridimensionamento non è dovuto tanto alla capacità dell'Italia di occupare i suoi tecnici (siamo anche un paese di disoccupazione qualificata), quanto alla ridotta disponibilità di accoglienza dei paesi di immigrazione. A questo punto bisognerebbe anche parlare della cosiddetta emigrazione tecnologica verso i paesi in via di sviluppo e della forte presenza di stranieri in Italia (seppure in forme non regolari). È in tal senso, quindi, che l'assenza di considerazioni sul fenomeno migratorio, cioè l'immagine dell'Italia all'estero, colpisce fortemente, perché tale dato ha spesso caratterizzato negativamente il nostro paese, mostrandone la scarsa sensibilizzazione internazionale.

Dai lavoratori emigrati si può passare ai lavoratori in generale e alle loro organizzazioni sindacali. Si dice nel volume che queste sono state «più disposte, soprattutto nella situazione politica e sociale immediatamente seguita all'approvazione della Carta costituzionale, alla contestazione che alla partecipazione» (p. 35); ma gli avvenimenti, anche traumatici, di questi ultimi tempi mostrano quanto i sindacati abbiano ampliato la loro disponibilità per raddrizzare le incerte sorti dell'economia nazionale e per calarsi nella gestione delle riforme, che altrimenti rischiano di restare confinate sulla carta. Il settore della sicurezza sociale, ad esempio, ha costituito un settore privilegiato di intervento: il sindacato, infatti, si è adoperato non solo per influire sulla formazione delle norme, ma anche per gestire, seppure non con una presenza esclusiva, gli enti previdenziali in senso socialmente aperto. Le organizzazioni dei lavoratori sono riuscite a proporsi come le più sensibili interpreti delle esigenze generali e hanno favorito l'estensione a tutti i cittadini della rete di tutela. Si è ben lungi dall'aver conseguito risultati soddisfacenti per una complessa serie di motivi, imputabili anche alla generale crisi del «welfare state» e alla specificità del caso italiano, ma non si può negare al sindacato di non essersi confrontato con i problemi di gestione.

C'è stata anche una «gestione di parte» e cioè la tutela dei lavoratori, anche a livello di contenzioso, per il conseguimento dei diritti previdenziali. Il discorso dei patronati, costituiti dai sindacati o da associazioni nazionali di lavoratori, non cessa di suscitare meraviglie perché o viene affrontato in campagne scandalistiche o, come avviene anche in questo libro, viene completamente trascurato. Chi ha consuetudine non episodica con il settore previdenziale sa che il patronato è l'università popolare del diritto previdenziale ed è inoltre riuscito a condizionare, in senso favorevole ai lavoratori, dottrina e giurisprudenza.

Forse più attenzione all'attività svolta dal patronato avrebbe consentito di trattare in maniera più ampia le preziose esplicazioni che la Corte di giustizia delle Comunità europee ha fornito, nelle sue sentenze, a riguardo della libera circolazione dei lavoratori e dei regimi di sicurezza sociale applicabili ai lavoratori migranti. Sono stati, infatti, proprio i patronati, presenti negli Stati membri con forte insediamento di migranti, a rivelarsi le strutture più attente ad una corretta applicazione del diritto comunitario, sottoponendo all'occorrenza alla Corte di Lussemburgo una nutrita serie di casi di principio, sui quali in generale il pronunciamento è stato favorevole.

E in Italia? Innanzi tutto il recepimento del diritto comunitario nell'ordinamento giuridico italiano non è stato per niente privo di difficoltà, perché anche da noi è stato difficile accettare la norma comunitaria nel suo carattere denominato dagli anglo-sassoni «self-executing». Il bilancio non è pienamente positivo neppure sotto altri aspetti. Scrive Orsello «Per quanto più direttamente riguarda il rapporto tra lo Stato italiano e la CEE, si può osservare che, a proposito dei regolamenti, non si sono manifestate rilevabili forme di opposizione e di conseguente inadempienza, peraltro difficilmente riscontrabili se non attraverso casi di infrazione passibili di successiva denuncia da parte comunitaria, mentre assai rilevante appare il grado di inadempienza rispetto all'attuazione delle direttive comunitarie» (p. 254). L'assoluzione dalle inadempienze non è giustificata nel settore previdenziale, perché non sono pochi i casi in cui il comportamento delle strutture amministrative non rispecchia fedelmente la portata del diritto comu-

nitario. Che le inadempienze non appaiono come tali dipende solo dalla ritenenza delle giurisdizioni italiane ad effettuare dei rinvii pregiudiziali alla Corte di giustizia: in tutti questi anni i rinvii sono stati appena «tre». Ben altro dinamismo si potrebbe attuare, anche sotto questo aspetto se, come sembra giuridicamente fondato, i Comitati INPS, presso i quali i patronati possono esercitare direttamente la rappresentanza, inizieranno ad effettuare i rinvii pregiudiziali.

Si scrive nel volume che i problemi sociali a livello internazionale sono stati per lo più affrontati sotto spinta dei sindacati. Purtroppo, viene lamentato, queste organizzazioni non hanno a livello comunitario una capacità d'azione così incisiva come quella degli imprenditori, in quanto «la scarsa integrazione delle organizzazioni sindacali su scala comunitaria comporta un indebolimento dell'influenza delle organizzazioni sindacali, non solo sulle scelte strategiche europee, ma anche sulle conseguenze di esse a livello nazionale, cioè, sugli effetti da esse prodotti sulla dimensione statale» (p. 245). In altre parole, anche il mondo sindacale deve diventare più europeo!

Vorremmo concludere osservando che il mondo del lavoro, attraverso i patronati in particolare, ha dato un notevole contributo alla costruzione dell'Europa sociale, che è la vera posta in gioco di questa ricerca. La libera circolazione è stata vissuta dai lavoratori migranti come parte di una innovazione radicale che, partendo dalla tutela dei diritti economici e sociali, deve arrivare a riconoscere ai cittadini comunitari anche i diritti civili e politici. Purtroppo tarda a tradursi in concrete misure giuridiche il passaggio da lavoratore comunitario a cittadino comunitario e l'Europa trova sul suo cammino un malinteso concetto di sovranità nazionale. Ecco perché nel mondo del lavoro ha trovato un'accoglienza senza riserva il tentativo organico che il Parlamento europeo sta compiendo per superare definitivamente la concezione mercantile dell'integrazione comunitaria e pervenire ad una unione europea, che costituisce la vera questione di fondo del vecchio continente!

FRANCO PITTAU

NOVITA'

Gabriella Fanello Marcucci

ALLE ORIGINI DELLA DEMOCRAZIA CRISTIANA (1929-1944)

pp. 300, L. 18.000

Attraverso lo studio dell'archivio di Giuseppe Spataro, uno dei protagonisti delle origini della D.C. l'Autrice ha potuto delineare vicende scarsamente conosciute e spesso drammatiche. In appendice molte lettere inedite di De Gasperi a Spataro.

Giorgio Campanini

CULTURA E IDEOLOGIA DEL POPOLARISMO

Micheli - Ferrari - Donati

pp. 96, L. 5.000

L'Emilia-Romagna scelta come osservatorio periferico dal quale guardare, soprattutto in figure eminenti, alla realtà del Partito Popolare.

Francesco Malgeri

LA SINISTRA CRISTIANA (1937-1945)

pp. 336, L.18.000

La documentazione, importantissima e in gran parte inedita, proviene dai documenti storici dell'archivio del Partito della Sinistra cristiana.

Gabriele De Rosa

STURZO MI DISSE

pp. 224, 16 ill. f.t., L. 18.000

L'Autore che ha scritto recentemente la più esauriente biografia del grande statista siciliano, nel presente volume offre, dal vivo, le numerose interviste che Sturzo gli concesse per la costruzione di quella sua «vita».

EDITRICE MORCELLIANA - BRESCIA



IMR

INTERNATIONAL MIGRATION REVIEW

In addition to special topically oriented issues, each publication of **IMR** contains original articles, documentation, legislative reports, extensive bibliographic services through book reviews, review of reviews, listing of new books and the International Newsletter on Migration (Research Committee on Migration, International Sociological Association)

VOLUME XVII

NUMBER 4

WINTER 1983

- George J. Borjas THE LABOR SUPPLY OF MALE HISPANIC IMMIGRANTS IN THE UNITED STATES
- Rebecca Morales TRANSITIONAL LABOR: UNDOCUMENTED WORKERS IN THE LOS ANGELES AUTOMOBILE INDUSTRY
- Murray Chapman and R. Mansell Prothero THEMES ON CIRCULATION IN THE THIRD WORLD
- John Salt HIGH LEVEL MANPOWER MOVEMENTS IN NORTH-WEST EUROPE AND THE ROLE OF CAREERS: AN EXPLANATORY FRAMEWORK
- Susan J. Watts MARRIAGE MIGRATION, A NEGLECTED FORM OF LONG-TERM MOBILITY: A CASE STUDY FROM ILO-RIN, NIGERIA
- Frank X. Kirwan and A. G. Nairn MIGRANT EMPLOYMENT AND THE RECESSION—THE CASE OF THE IRISH IN BRITAIN
- Taguchi Sumikazu A NOTE ON CURRENT RESEARCH OF IMMIGRANT GROUPS IN JAPAN

Subscription rates: U.S. Institutions/1 year, \$29.50/2 years, \$58.00/3 years, \$86.50. Individuals: 1 year, \$22.50/2 years, \$44.00/3 years, \$67.50. All other countries add \$5.00 for each year's subscription. Single copy \$8.00 + \$1.50 postage and handling.

CUMULATIVE INDEX VOLUMES: 1 - 10 (1964-1976). Annual indices of published volumes and sample copies available upon request.

Order from: CENTER FOR MIGRATION STUDIES/209 Flagg Place, Staten Island, New York 10304.

La rivista trimestrale

STUDI EMIGRAZIONE

pubblica

- **articoli di studiosi italiani e stranieri
sugli aspetti storici, sociologici,
demografici, economici e legislativi
dell'emigrazione**
- **note e discussioni sui temi di
politica migratoria**
- **documentazioni storiche
e di attualità politica**
- **segnalazioni di articoli di riviste
italiane ed estere**
- **recensioni**

a cura del



Centro Studi Emigrazione - Roma
per lo studio dei problemi migratori

L. 8.000

Spedizione in abbon. postale - Gruppo IV